

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Aarau, 25. März 2014

Vernehmlassung zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches - Kinderschutz

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat im Rahmen der der Motion 08.3790 Aubert vom 9. Dezember 2008 (Schutz des Kindes vor Misshandlung und sexuellem Missbrauch) die Vernehmlassung eröffnet. Angesichts der grossen Bedeutung eines adäquaten Kinderschutzes, nutzen wir sehr gern die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Inhalt:

- I. nationale Vereinheitlichung
- II. Melderecht
- III. Meldepflicht
- IV. Mitwirkung bei der Abklärung

- I. Wir begrüßen eine nationale Vereinheitlichung der Regelung, weil nur so Kinder ortsunabhängig den gleichen Schutz bekommen. Zusätzlich vereinfacht dies Fachpersonen, die in mehreren Kantonen tätig sind, die Handhabung und erhöht darum die Wahrscheinlichkeit, dass sie dank einer gewissen „Rechtssicherheit“ Meldung machen, wenn es inhaltlich richtig erscheint.
- II. Wir begrüßen die Erweiterung des Melderechts auch auf Personen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen. Die Ausweitung erhöht die Chancen, dass kritische Familiensituationen dadurch von Fachpersonen (beauftragt durch die KESB) angeschaut werden. Da es sich dabei aber nicht um eine Meldepflicht handelt, kann von Fall zu Fall abgeschätzt werden, ob das Vertrauensverhältnis zum/zur Klienten/-in oder die Gefährdungsmeldung Vorrang hat. Es besteht allerdings die Befürchtung, dass sich Fachleute hinter der schwächeren Formulierung (-recht statt -pflicht) verstecken werden.

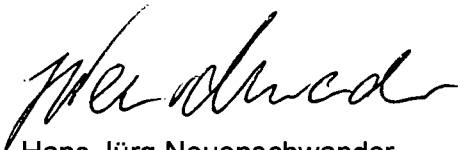
ags, geschäftsstelle
kasinostrasse 29, 5000 aarau
062 837 60 70, geschaeftsstelle@suchthilfe-ags.ch



- III. Die Berufsgruppen, die neu einer Meldepflicht unterstellt sind, scheinen uns umfassend. Wir erwarten darum, dass gefährdete Kinder, wenn sie als solches erkannt werden, die nötige Unterstützung erhalten.
- IV. Die neue Regelung zur Mitwirkung bei der Abklärung des Sachverhalts von Fachpersonen, mit einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis, die eine Gefährdungsmeldung erstatten, vereinfacht den administrativen Ablauf und ist darum begrüßenswert.

Aufgrund der oben aufgeführten Punkte unterstützen wir die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches in den genannten Punkten. Wir danken für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen für Fragen jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Hans Jürg Neuenschwander
ags Geschäftsführer



Regula Rickenbacher
Stabsstelle QM und Projekte

Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement EJPD
Bundesamt für Justiz BJ
Frau Judith Wyder
3003 Bern

Par mail à
judith.wyder@bj.admin.ch

Berne, le 11 mars 2014

Réponse à la procédure de consultation sur l'avant-projet de modification du Code Civil (protection de l'enfant)

Madame,

Nous vous remercions de nous avoir invités à prendre position sur le sujet susmentionné et à faire valoir notre avis dans le cadre de cet avant-projet important. AvenirSocial représente les intérêts des professionnel-le-s du travail social en Suisse qui ont une formation en service social, éducation sociale, animation socio-culturelle, éducation de l'enfance et de maître socio-professionnel de niveau Hautes écoles spécialisées, Ecoles supérieures et Université.

Les professionnel-le-s du travail social fondent leur travail, notamment, sur le Code de déontologie du travail social en Suisse¹ et sur les instruments de promotion et de défense des droits humains. En ce qui concerne les enfants, la Convention relative aux droits de l'enfant comprend des principes centraux en jeu dans ce cadre, en particulier l'intérêt supérieur de l'enfant. Les professionnel-le-s du travail social sont tenus de respecter ces dispositions dans l'ensemble de leurs actions.

La modification du Code civil soumise à consultation vise notamment à élargir la possibilité de signalement en cas de suspicion de danger pour l'enfant aux personnes soumises au secret professionnel, de même que de le rendre obligatoire pour celles (la majorité des professionnel-le-s du travail social) qui n'y sont pas soumises.

Dans la mesure où de nombreux professionnel-le-s du travail social côtoient quotidiennement des enfants dans le cadre de leur activité professionnelle, que ce soit au sein des services sociaux qui traitent spécifiquement des questions de protection de l'enfant (service de protection de l'enfance, services de tutelles, etc.) mais aussi pour celles et ceux qui travaillent de manière plus large avec des enfants (éducateurs et éducatrices de l'enfance, animateurs et animatrices sociaux-culturelles, etc.), cette révision les concerne très fortement. La question de la transmission des données des usagers et usagères du travail social, enfants comme adultes, est par ailleurs une source de préoccupation majeure pour les professionnel-le-s du domaine. AvenirSocial s'en est fait l'écho tout récemment, en publiant un document intitulé « Protection des données dans le travail social, une aide pour la pratique »².

¹ Code de déontologie du travail social en Suisse, un argumentaire pour la pratique des professionnel-le-s, AvenirSocial, 2010

² Protection des données dans le travail social, une aide pour la pratique, AvenirSocial, février 2014

C'est pourquoi AvenirSocial souhaite attirer votre attention sur les éléments suivants :

A) Considérations générales

Le fait d'aviser l'autorité compétente lorsque le bien d'un enfant est menacé constitue, pour les professionnel-le-s du travail social, une démarche lourde en responsabilité et, potentiellement, en conséquences. Une telle démarche ne doit jamais être engagée à la légère, et elle doit l'être après une pesée d'intérêts précise. Le moment où le signalement intervient est décisif, tout comme la manière dont ce signalement est effectué. Rappelons ici que les employé-e-s du service public, professionnel-le-s du travail social compris, sont soumis au secret de fonction et se trouvent ainsi dans l'obligation de dénoncer tout acte qui découlerait du droit pénal.

AvenirSocial salue et partage les objectifs généraux de cette révision, qui a pour but d'améliorer la protection des enfants dont le bien est menacé, notamment au moyen de l'élargissement de la possibilité de signalement pour les personnes soumises au secret professionnel, ainsi que par l'harmonisation des pratiques cantonales encore trop disparates en Suisse, qui conduisent à des inégalités de traitement. Les dispositions législatives contenues dans l'avant-projet, qui permettent la levée du secret professionnel - sans la rendre obligatoire - sont ainsi à saluer, car elles renforcent le rôle des professionnel-le-s et des usager-e-s.

L'obligation d'annonce ne protège pas l'enfant

Cependant, AvenirSocial apporte une réponse nuancée en ce qui concerne les propositions visant à obliger les professionnel-le-s à aviser. Ces propositions ratent partiellement leur cible, en ne garantissant pas une meilleure protection de l'enfant, comme le montre de nombreuses études³ et en mettant en danger la relation de confiance avec les parents.

Il convient de s'interroger sur les raisons qui conduisent des professionnel-le-s à ne pas aviser les autorités compétentes des situations où ils soupçonnent un danger pour l'enfant. Ces raisons sont multiples et complexes: possibilité par les professionnel-le-s du travail social d'agir par eux-mêmes dans un premier temps, effets potentiellement dommageables à un moment donné d'une procédure de droit pénal ou de droit civil sur les adultes et les enfants concernés, possibilité d'aide consentie par les parents ou des proches, lourdeurs administratives, etc.

Un défi central relatif dans la problématique du bien de l'enfant est lié à la détection des situations où le bien de l'enfant est menacé, et aux réponses à y apporter. Des questions quant à la mise en œuvre de dispositions d'aide se posent également : à partir de quel moment est-on obligé d'aviser ou de dénoncer ? Quel est le seuil de gravité ? Les effets potentiels d'une procédure de droit pénal ou civil permettent-ils de respecter l'intérêt supérieur de l'enfant ? Les personnes qui manqueraient à l'obligation de signalement pourraient-elles être sanctionnées ? Si oui, comment ? Quelle interprétation juridique donner à la formulation « si elles ne peuvent pas remédier elles-mêmes à la situation » ? Dans quelle mesure l'obligation de signalement ne retiendrait-elle pas des usager-e-s de faire appel, de manière volontaire, à des services sociaux ?

Ces différentes questions, auxquelles l'avant-projet n'apporte pas de réponse, nous amènent à rappeler quelques principes fondamentaux du travail social:

³ Pour une liste détaillée des études, voir *Simplification des droits d'aviser et application appropriée des obligations d'aviser: position de la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant: arguments et fondements*, consultable sur <http://kinderschutz.ch/cmsn/fr/content/simplification-des-droits-d%E2%80%99aviser-et-application-appropri%C3%A9e-des-obligations-d%E2%80%99aviser> (4.3.2104)

Le lien de confiance, pierre angulaire du travail social

L'obligation d'aviser, telle qu'elle figure dans l'avant-projet, réduirait considérablement la possibilité pour les professionnel-le-s du travail social d'analyser chaque situation, toujours complexe, en vue de déterminer la solution la plus efficace à court et à long terme après une pesée des intérêts en jeu. Une telle analyse requiert non seulement des compétences importantes de la part des professionnel-le-s, mais les place face à de lourdes responsabilités. Des démarches précipitées et contraintes porteraient atteinte à la relation de confiance instaurée entre les parents et les services sociaux, confiance qui est pourtant indispensable dans le travail social. La collaboration des parents comme des enfants joue en effet un rôle considérable dans les chances de réussite pérenne d'une intervention sociale, y compris lorsqu'un signalement sera conduit ultérieurement.

Le rapport explicatif du Conseil fédéral reconnaît, à juste titre, qu'„il n'est pas judicieux d'instaurer une obligation d'aviser dans un domaine dans lequel une relation de confiance est décisive pour la collaboration“⁴, sans cependant inclure le travail social. **Nous demandons donc que les liens de confiance établis par les professionnel-le-s du travail social soient reconnus et pris en considération dans l'avant-projet.**

Importance de la formation

Un tiers des personnes actives dans le travail social n'a pas de formation spécifique dans ce domaine⁵. Face à la complexité et aux lourdes responsabilités qui incombent aux professionnel-le-s du travail social, la formation, initiale et continue, joue un rôle central. En effet, les situations des enfants en danger requièrent non seulement des compétences juridiques de la part des collaborateurs et collaboratrices, mais surtout un savoir-faire, une méthodologie et une éthique spécifique au travail social⁶. **Nous demandons donc la promotion des formations en travail social.**

Nous demandons également la mise en place de dispositifs internes aux institutions, qui permettent aux professionnel-le-s du travail social de ne pas rester seul-e-s face à un soupçon, mais au contraire d'en faire référence et d'en discuter entre pairs et avec le soutien de la hiérarchie (p.ex. intervision collégiale, supervision, processus définis à l'intérieur des institutions). De tels types de mesures, préconisés par le code de déontologie du travail social, sont bien plus efficaces que des mesures contraignantes telles que celles proposées dans l'article 314d.

Terminologie imprécise

Enfin, une dernière remarque générale porte sur l'utilisation du terme « Sozialberatung », utilisé tant dans les alinéas c et d de l'article 314 traduit par le terme de « travailleurs sociaux » en français. Cette traduction est imprécise: le terme français « travailleurs sociaux » englobe une diversité de figures professionnelles (éducateurs et éducatrices sociales, animateurs et animatrices socio-culturelles, éducatrices de l'enfance, maître et maîtresse socio-professionnelle, etc.). Sozialberatung peut se traduire par conseil ou soutien social, par service social ou encore par assistant et assistante sociale. **C'est pourquoi AvenirSocial appelle le Conseil fédéral à bien vouloir préciser et unifier la terminologie employée entre les deux langues.**

⁴ Rapport explicatif sur l'avant-projet de modification du code civil (protection de l'enfant), décembre 2013

⁵ Rapport final de l'enquête tripartite FORs 2008 sur la situation de l'emploi dans le domaine social en Suisse romande, novembre 2009

⁶ *L'emploi et la formation dans le champ du travail social en Suisse : état des lieux et perspectives*, AvenirSocial, octobre 2011

B) Position par article :

Art 314 c

Les professionnel-le-s du travail social ne figurent pas explicitement dans la liste des professions soumises au secret professionnel comprises dans l'article 321, al. 1, du Code pénal. Cependant, le secret professionnel s'applique également aux professionnel-le-s du travail social qui exercent comme auxiliaires de personnes soumises au secret professionnel (par exemple des collaborateurs et collaboratrices du service social d'un hôpital).

Ainsi, ces dernier-e-s pourront, en vertu des nouvelles dispositions comprises dans l'avant-projet, signaler le cas aux autorités sans se faire délier de leur secret professionnel. **AvenirSocial salue cette disposition**, qui représente selon elle (l'association) une évolution positive de la pratique actuelle. La possibilité offerte aux professionnel-le-s de signaler une situation où l'enfant est en danger permet une intervention plus rapide et limite les blocages bureaucratiques permettant une intervention auprès des autorités de protection de l'enfant pour les enfants en situation de danger, tout en laissant ces dernier-e-s aptes à juger si un tel signalement se fait dans l'intérêt de l'enfant.

Art 314 d

Cependant, les autres professionnels du travail social, engagés par contrat public, seront obligés d'informer l'autorité s'ils ne peuvent remédier eux-mêmes à la situation. Cette nouvelle disposition aura pour effet de réduire la marge d'appréciation des professionnel-le-s du travail social, pour qui la relation de confiance établie entre les différents partenaires (enfants comme parents) est centrale pour l'efficacité et la durabilité des actions entreprises dans leur travail. En effet, la prise en compte des situations, qui sont toujours uniques, implique des réponses qui doivent également être uniques et adaptées, ce qui n'est pas garanti avec l'obligation systématique d'aviser. **C'est pourquoi AvenirSocial s'oppose à cet article, aux côtés des organisations de protection et de promotion de l'enfant**⁷.

AvenirSocial vous remercie de l'attention que vous voudrez bien accorder aux arguments que les professionnel-le-s du travail social font valoir et nous sommes à votre entière disposition pour répondre à vos éventuelles questions.

Avec nos meilleures salutations

AvenirSocial

Handwritten signature of Markus Jasinski in blue ink.

Markus Jasinski
Président

Handwritten signature of Emilie Graff in blue ink.

Emilie Graff
Co-secrétaire générale

⁷ Fondation suisse pour la Protection de l'enfant et Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse.

Koenig Grégoire BJ

De: CASTAGNA [mailto:castagna-zh.ch]
Envoyé: jeudi 20 mars 2014 16:22
À: Wyder Judith BJ
Objet: VN Kindesschutz, Organisationen: STN CASTAGNA 20.03.2014

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir zum Vernehmlassungsverfahren „Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)“ wie folgt Stellung:

Die vorgeschlagenen Änderungen erachten wir als begrüssenswert und sinnvoll.

Uns fehlt jedoch eine Meldepflicht für Institutionen, wenn Anhaltspunkte bestehen, dass eine Fachperson möglicherweise sexuelle Übergriffe an Schutzbefohlenen begeht. Hinweise können z.B. sein: die Person konsumiert strafbare pornografische Daten im Internet oder hat in der Vergangenheit Übergriffe verübt.

Beispiel: Im Kanton Zürich wurde ein Krippenmitarbeiter dabei erwischt, wie er Kinderpornografie konsumierte auf dem Computer der Institution. Dieser Mann wurde nur verwarnet, obwohl er eine Straftat begangen hatte. Vor kurzem wurde er zu 13 Jahren Gefängnis verurteilt, weil er nach dem erwähnten Aufdecken seines Pornokonsums noch diverse Kleinkinder sexuell ausgebeutet hat.

Diese Form der Meldepflicht erachten wir daher als dringend notwendig.

Freundliche Grüsse
Noëmi Vasella

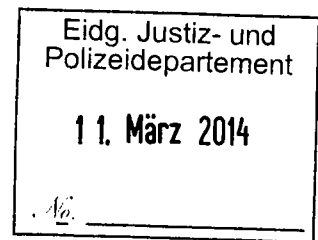
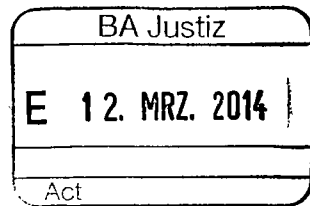
--

Beratungsstelle CASTAGNA
Universitätstrasse 86
8006 Zürich
044 360 90 40
044 360 90 49
mail@castagna-zh.ch

Öffnungszeiten:
Mo/Mi 14-18 Uhr
Di/Do 9-18 Uhr
Fr 9-14 Uhr

**Bitte beachten Sie, dass für finanzielle Forderungen gemäss Opferhilfegesetz Fristen gelten.
Hier finden Sie weitere Informationen: www.castagna-zh.ch**

HINWEIS: Dies ist eine vertrauliche Nachricht und nur für die Adressatin / den Adressaten bestimmt. Es ist nicht erlaubt, diese Nachricht zu kopieren oder Dritten zugänglich zu machen. Sollten Sie irrtümlich diese Nachricht erhalten haben, bitte ich um Ihre Mitteilung per E-Mail oder unter der oben angegebenen Telefonnummer. Bitte löschen Sie in diesem Fall dieses Mail.



Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de
Justice et police – DFJP
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Paudex, le 10 mars 2014
JHB/mg

**Modification du Code civil (protection de l'enfant)
Réponse à la consultation**

Madame la Conseillère fédérale,

Donnant suite à la mise en consultation de la modification du Code civil citée en référence, nous prenons la liberté, comme nous le faisons usuellement, de vous faire parvenir nos remarques et commentaires. Une copie du présent envoi est envoyée à l'adresse électronique judith.wyder@bj.admin.ch, comme demandé dans le courrier accompagnant la mise en consultation.

Remarques générales

Comme le relève à juste titre le rapport explicatif, une certaine retenue doit être observée lorsqu'on envisage l'instauration d'une obligation générale d'aviser l'autorité dans le but de prévenir la mise en danger du bien de l'enfant, notamment sous l'angle du cercle des personnes assujetties à une telle obligation. En effet, le risque est non négligeable qu'une obligation universelle ait pour conséquence une pluie de communications manifestement infondées auprès des autorités. Nous relevons en outre que la notion de bien de l'enfant demeure – à tous le moins dans le grand public - une notion floue, susceptible de nombreuses appréciations, et que rares sont ceux qui, comme semble le faire le rapport, limitent cette notion à la satisfaction des besoins fondamentaux, en fonction de l'âge et des conditions d'existence de l'enfant. S'ajoute à cela le fait que la notion de maltraitance ne connaît ni en pratique, ni selon la recherche de définition uniforme (rapport p.8), et que « savoir combien le risque (pour le bien de l'enfant) est élevé dans un cas concret et dans quelle mesure les besoins fondamentaux de l'enfant sont préservés demande en pratique un examen approfondi par des spécialistes expérimentés » (rapport p. 7-8). Enfin, on n'omettra pas de relever que l'intrusion de l'autorité dans les relations intrafamiliales, par exemple par le truchement des services de protection de la jeunesse, constitue une mesure grave qui ne doit assurément pas être décidée à la légère.

Tous ces éléments militent selon nous pour que le cercle des personnes qui auraient l'obligation d'aviser l'autorité soit très strictement circonscrit et réservé à des personnes formées à la problématique.

On ressent, à la lecture du rapport explicatif, des velléités de l'autorité publique de s'immiscer au sein de la cellule familiale au-delà de ce qui est admissible. Nous en voulons pour preuve l'énumération des facteurs de risque de maltraitance envers les enfants (page 9 du rapport) qui énumère, outre un certain nombre de facteurs tels que toxicomanie ou troubles psychiques notamment, les conflits de couple, les grandes attentes des parents, les naissances multiples, un handicap ou une maladie chronique de l'enfant lorsqu'on met cette énumération en relation avec les considérations figurant en page 14 : « le meilleur moyen de prévenir ces déficits de développement (de l'enfant) serait de reconnaître clairement les situations à risque avant ou juste après la naissance et de mettre en place des mesures de traitement et de prise en charge dès ce moment ». Nous ne pouvons souscrire à cette approche qui tend à vouloir placer un assistant social derrière chaque famille et à imposer des mesures d'assistance préventive afin d'échapper à tout risque. Il convient de ne pas oublier que les parents sont dans leur immense majorité des adultes responsables et que vouloir éliminer tout risque est une illusion. On doit aussi relever que l'administration ou les représentants des services sociaux ne présentent pas de garantie absolue d'une action exempte de reproche.

Nous relevons enfin que, depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Code civil (CC) relatifs à la protection des adultes, au droit de la personne et au droit de la filiation, le nouvel article 443 CC règle la matière, tout en réservant les compétences des cantons qui, pour la plupart d'entre eux, ont édicté des dispositions complémentaires. Nous ne pouvons dès lors que regretter que le Parlement fédéral ait jugé opportun de prendre en considération la motion Aubert, qui constitue à nos yeux une centralisation inopportune.

Remarques particulières

Droit d'aviser l'autorité (art 314c CC nouveau)

Le projet prévoit que « toute personne aurait le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant lorsqu'elle a des raisons de croire que le bien de l'enfant est menacé » (al.1). Compte tenu de ce que nous avons exposé ci-dessus, nous considérons cette formulation comme trop peu précise et de nature à multiplier les avis à l'autorité sans justification. Il convient à notre sens de définir plus précisément la notion de « bien de l'enfant » en précisant qu'il s'agit d'une atteinte aux besoins fondamentaux de l'enfant et d'exiger que des raisons **sérieuses** de croire que le bien de l'enfant est menacé existent pour aviser l'autorité.

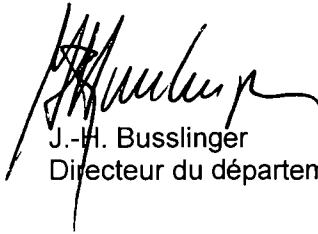
L'alinéa 2 énumère la liste des personnes qui, bien que soumises au secret professionnel en vertu du Code pénal, ont le droit d'aviser. Le cercle des personnes astreintes au secret professionnel selon le code pénal est celui strictement délimité par l'article 321 CP et se limite aux « ecclésiastiques, avocats, défenseurs en justice, contrôleurs astreint au secret professionnel en vertu du Code des obligations, médecins, dentistes, pharmaciens, sages-femmes ainsi que leurs auxiliaires ». Nous ne pouvons que nous étonner de constater que la liste prévue à l'article 314c va bien au-delà du cercle de ces personnes, puisqu'elle inclurait les enseignants, les professionnels de la prise en charge, les travailleurs sociaux et les intervenants dans le domaine du sport, toutes personnes qui ne sont pas astreintes au secret professionnel au sens du CP. Il convient de réduire la liste à celle prévue par l'article 321 CP.

Conclusions

Nous ne pouvons admettre le projet présenté sans que la notion du bien de l'enfant soit précisée et que le signalement à l'autorité ne repose sur des raisons sérieuses et fondées. Faute de ces éléments, nous considérons le risque de signalement abusif ou sans motif sérieux comme trop élevé, outre qu'il nécessiterait des moyens accrus pour procéder à l'instruction de cas sans objet réel et qu'il constituerait une intrusion exagérée dans la sphère privée et familiale.

Nous vous remercions par avance de tenir compte des observations ci-dessus et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

Centre Patronal



J.-H. Busslinger
Directeur du département de politique générale

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Bern, 9. März 2014

Änderung des Zivilgesetzbuchs im Hinblick auf die Einführung einer Meldepflicht für Personen, die mit Kindern arbeiten

Vernehmlassungsantwort von CURAVIVA Schweiz

Sehr geehrte Damen und Herren

CURAVIVA Schweiz legt Ihnen diese Stellungnahme im Rahmen der genannten öffentlichen Vernehmlassung vor.

Als Branchen- und Institutionenverband mit arbeitgeberpolitischer Ausrichtung vertritt CURAVIVA Schweiz die Interessen der Heime und sozialen Institutionen, die sich mit erwachsenen Menschen mit Behinderungen, Menschen im Alter sowie Kindern und Jugendlichen mit besonderen Bedürfnissen beschäftigen. CURAVIVA Schweiz vertritt über 2400 Institutionen, in denen rund 100'000 Bewohnerinnen und Bewohner leben und 130'000 Mitarbeitende beschäftigt sind. Der Fachbereich «Kinder und Jugendliche mit besonderen Bedürfnissen» konzentriert sich auf die sozialpädagogische Betreuung und die Förderung durch eine Pädagogik, die auf junge Menschen mit besonderen Bedürfnissen zugeschnitten ist. Mit dem Ziel, die bestmöglichen Rahmenbedingungen in den ausserfamiliären Erziehungszentren zu schaffen, vertritt der Verband seine Mitglieder in den politischen Entscheidungsprozessen auf nationaler und teilweise auf kantonaler Ebene. Er nimmt an Vernehmlassungsverfahren teil und setzt sich dafür ein, die politischen Akteure und die Behörden zu überzeugen.

Im Rahmen der vorliegenden Stellungnahme konnte CURAVIVA Schweiz auf einen Gedankenaustausch mit der Stiftung Kinderschutz Schweiz zurückgreifen, die ebenfalls an dieser Vernehmlassung beteiligt ist und deren Ansichten hier in mehreren Punkten geteilt werden.

1. Grundsätzliche Überlegungen zu Melderechten und Meldepflichten

Gefährdungsmeldungen und Risikoeinschätzungen bilden eine notwendige Voraussetzung für einen wirksamen Kindes- und Erwachsenenschutz. Diese Meldungen und Einschätzungen kompetent vorzunehmen, ist anspruchsvoll. Es erfordert Fachwissen und Erfahrung. Fachleuten im Gesundheits-, Sozial- und Bildungswesen kommt dabei eine Schlüsselverantwortung zu.

Prinzip der Meldepflicht für Fachleute

CURAVIVA Schweiz begrüsst den Änderungsentwurf des Zivilgesetzbuchs in seinen Grundzügen. Der Dachverband ist seit langem bestrebt, dass ein Missbrauch, dem die Bewohner seiner Mitgliedsinstitutionen allenfalls zum Opfer fallen, frühzeitig und auf effiziente Weise gemeldet wird. In diesem Zusammenhang engagiert sich CURAVIVA Schweiz aktiv in der «verbandsübergreifenden Arbeitsgruppe Prävention». Insbesondere hat der Verband an der von dieser Gruppe aufgestellten «Charta zur Prävention von sexueller Ausbeutung, Missbrauch und anderen Grenzverletzungen» mitgearbeitet und sie unterzeichnet. CURAVIVA Schweiz fordert eine Politik der Nulltoleranz gegenüber solchen Übergriffen (Siehe dazu auch unten Punkt 3.b und 3.d.).

Erhaltung des Rechtsinstituts des Berufsgeheimnisses

CURAVIVA Schweiz begrüsst den ausgewogenen Vorschlag im Hinblick auf Personen, die an das Berufsgeheimnis gebunden sind, nach dem die Grundsätze des Instituts des Berufsgeheimnisses zwar erhalten bleiben, der Verpflichtete jedoch die Möglichkeit erhält, das Kindeswohl voranzustellen. Weitere Überlegungen zu diesem Thema sind unter Punkt 3.a zu finden.

Keine Sanktionen bei nicht erfolgter Meldung an die Schutzbehörde

Der erläuternde Bericht zu diesem Vorentwurf der Änderung des Zivilgesetzbuchs hebt hervor, dass die Verletzung der Meldepflicht gegenüber der Behörde im Sinne des geplanten Art. 314d Zivilgesetzbuch grundsätzlich nicht strafbar ist. Die Unterlassung der gebotenen Meldung könnte allerdings unter dem Aspekt eines Unterlassungsdeliktes strafrechtlich relevant werden, wenn der betreffende Minderjährige ein Delikt begeht und der Eintritt der Schädigung beim Opfer durch das gebotene Handeln leicht hätte vermieden werden können (Seiten 20-21 des Berichts). Dasselbe gilt, wenn jemand der Behörde trotz der Meldepflicht keine Meldung erstattet und das betreffende Kind Opfer einer strafbaren Handlung wird, die hätte vermieden werden können.

CURAVIVA Schweiz hält es nicht für wünschenswert, dass die Verletzung der Meldepflicht gegenüber der Kindesschutzbehörde an Sanktionen geknüpft wird. Mit dieser Pflicht sollte mehr Klarheit und Sicherheit für diejenigen geschaffen werden, die beruflich mit Kindern arbeiten, und nicht das Gegenteil. In diesem Sinne kann die im Vorentwurf vorgeschlagene Regelung die von einigen geäusserten Befürchtungen einer Anprangerung nicht rechtfertigen. Im Übrigen würden oft unüberwindliche Beweisprobleme einer Umsetzung solcher Sanktionen im Wege stehen. Ungeachtet der vorstehenden Ausführungen sind die allermeisten, die beruflich mit Kindern arbeiten, darauf bedacht, deren Gefährdung zu melden. Die Fachleute, die trotz alledem die Situation der Kinder schwarzmalen, würden allein durch Sanktionen bei einem Verstoss gegen die Meldepflicht gegenüber der Schutzbehörde sicherlich nicht beruhigt.

2. Allgemeine Würdigung des Vorentwurfs

CURAVIVA Schweiz:

- begrüsst die Grundzüge dieser geplanten Änderung;
- begrüsst, dass die Meldepflicht auf Personen, die mit Kindern beruflich tätig sind, eingeschränkt wird (keine Universalmeldepflicht);
- begrüsst, dass das Berufsgeheimnis grundsätzlich geschützt bleibt und die meldepflichtigen Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, den Behörden erst nach einer Güterabwägung einen Fall melden sollen – damit unbürokratisch und schnell (ohne formalistische Entbindung durch die vorgesetzte Stelle) das Kindeswohl geschützt werden kann.
- begrüsst, dass eine Unterlassung der vorgesehenen Meldepflicht keine Sanktion nach sich zieht;
- verlangt, dass das Gesetz die Schnittstellen zwischen der vorgesehenen Meldepflicht und den durch Spezialgesetze vorgesehene Vorbehaltspflichten regelt;
- regt an, dass Kindeschutz-Wissen zu einer positiven Beeinflussung des Meldeverhaltens beitragen kann und deshalb in die Aus- und Weiterbildung aller betroffenen Fachpersonen in Bezug auf die Meldepflicht einfließen sollte.

3. Kommentar zu den Regelungen des betreffenden Änderungsentwurfs

a. Art. 314c des Zivilgesetzbuchs (ZGB) – Melderechte (im Kindeschutz)

CURAVIVA Schweiz begrüsst die angestrebte Vereinfachung des Rechts durch den Vorentwurf zur Änderung des Zivilgesetzbuchs, nach dem erlaubt werden soll, dass durch das Berufsgeheimnis Verpflichtete der Behörde unverzüglich Meldung erstatten können, ohne sich zuvor vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen. Zum Wohle des Kindes müssen tatsächlich andere Erwägungen zugunsten einer klaren und einfachen, wenn auch ausgewogenen Anwendung von Rechtsinstitutionen wie dem Berufsgeheimnis zurückstehen.

Insofern unterstützt CURAVIVA Schweiz die im Rahmen dieses Vorentwurfs bezeugte Absicht, das Berufsgeheimnis nicht in seinem Kern anzutasten, umso mehr da der Sinn des Berufsgeheimnisses insbesondere darin besteht, dass oft gerade dadurch eine Vertrauensbeziehung hergestellt werden kann, die dem Schutz der Opfer dient. So hält es CURAVIVA Schweiz für vernünftig, dass Personen, die an das Berufsgeheimnis gebunden sind, jedoch im Rahmen einer amtlichen Tätigkeit handeln, die Möglichkeit, aber nicht die Pflicht zu einer Meldung an die Behörde haben.

In diesem Sinne begrüsst es CURAVIVA Schweiz auch, dass nach dem Gegenvorschlag Personen, die an das Berufsgeheimnis gebunden sind, aufgefordert werden, die Interessen abzuwägen, ob es in einer bestimmten Lage ratsam ist, eine Meldung an die Kindeschutzbehörde zu machen.

b. Art. 314d des Zivilgesetzbuchs (ZGB) – Meldepflichten (im Kinderschutz)

Nach dem Vorentwurf der Änderung sind diejenigen, die bei der Ausübung ihrer amtlichen Tätigkeit Kenntnis eines Falles erhalten, verpflichtet – wie es auch heute schon der Fall ist – diesen zu melden (siehe der geplante Art. 314d, Abs. 1, Ziff. 2 Zivilgesetzbuch). Nach dem derzeitigen Bundesrecht sind nur die Personen, die eine amtliche Tätigkeit ausüben, meldepflichtig, wenn sie vermuten, dass ein Kind gefährdet ist (Art. 443 Abs. 2 in Verbindung mit Art. 314 Abs. 1 Zivilgesetzbuch). Um eine mögliche Gefährdung des Kindeswohls frühzeitig zu erkennen, soll bei der geplanten Änderung des Zivilgesetzbuchs die Meldepflicht auf einen weiter gefassten Personenkreis ausgedehnt werden, nämlich auf die Personen, die beruflich regelmässig Umgang mit Kindern pflegen. Der Vorentwurf der Änderung verzichtet im Gegenzug darauf, eine Meldepflicht für alle einzuführen.

Der vorliegende Vorentwurf der Änderung des Zivilgesetzbuchs geht davon aus, dass die bedrohten Kinder oft schon in einem frühen Stadium für diejenigen auffällig werden, die beruflich direkt mit ihnen zu tun haben (S. 14 des genannten Berichts). CURAVIVA Schweiz teilt die Meinung des erläuternden Berichts, dass diese Berufspersonen für die Verhütung und den Schutz oft eine entscheidende Rolle spielen. Soweit die hier geplante Änderung des Zivilgesetzbuchs darauf abzielt, ihnen eine Meldepflicht im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit aufzuerlegen, hält CURAVIVA Schweiz es für begründet, dass eine solche Meldepflicht sie dazu anhalten wird, sich aktiv für das Wohl des Kindes einzusetzen und somit seine eventuelle Gefährdung zu verhindern.

CURAVIVA Schweiz begrüsst den Grundsatz, die Meldepflicht gegenüber der Kinderschutzbehörde bei einer augenscheinlichen Bedrohung des Kindeswohls auszuweiten. Eine bessere Prävention gegen Übergriffe auf das Kindeswohl hat in den Augen von CURAVIVA Schweiz einen sehr hohen Stellenwert und sollte ohne Zögern durchgesetzt werden.

Trotzdem teilt CURAVIVA Schweiz die bei der Vorbereitung dieses Vorentwurfs herrschenden Vorbehalte, dass die Einführung einer Meldepflicht für alle zweifelsohne kontraproduktive Auswirkungen für das Kindeswohl hätte: Eine solche «universelle Meldepflicht» würde zwar auf den ersten Blick dem Kindeswohl dienen, da eine mögliche Gefährdung frühzeitig erkannt würde, doch sie würde die nicht zu vernachlässigende Gefahr mit sich bringen, dass eine Kultur der Denunzierung entstünde und zahlreiche ungerechtfertigte Meldungen bei der Kinderschutzbehörde eingingen. Das daraus entstehende Klima des Misstrauens hätte schliesslich oft nachteilige Folgen für das Wohl der betreffenden Kinder – obwohl die hier beabsichtigte Änderung des Zivilgesetzbuchs auf eine Verbesserung, und nicht auf eine Verschlechterung des Kinderschutzes abzielt.

CURAVIVA Schweiz betrachtet die Aussicht, dass die Kinderschutzbehörden von gegenstandslosen Meldungen überschwemmt werden, keinesfalls als wünschenswert. In vielen Kantonen sind diese Behörden jetzt schon überlastet. Anzustreben ist also, die Qualität statt der Quantität ihrer Arbeit zu verbessern. So gesehen würde eine allgemeine Meldepflicht bei einer möglichen Bedrohung des Kindeswohls ihre Aufgabe, tatsächliche Gefährdungen zu erkennen, sicherlich nicht erleichtern und mit der Zeit die Qualität ihrer Arbeit vermindern. Im Übrigen würde eine solche Vorschrift zu einer Rechtsunsicherheit bei der gesamten Bevölkerung führen. Zu bedenken ist, dass wahrscheinlich viele lieber zu viele als zu wenige Fälle melden würden, damit ihnen keine Unterlassung vorgeworfen werden kann, ohne jedoch die Schwere der Gefährdung in den betreffenden Fällen tatsächlich beurteilen zu können. Ob sich dies positiv auf den tatsächlichen Schutz der Kinder auswirken würde, ist sehr fraglich.

Mehrere Gesetze sehen besondere Schweigepflichten vor. Der erläuternde Bericht kommt zu dem Schluss, dass im jeweiligen Falle geprüft werden muss, ob diese besonderen Bestimmungen Vorrang vor der zivilrechtlichen Vorschrift haben (S. 19 des Berichts). Nach diesem Bericht muss die sich aus einem besonderen Vertrauensverhältnis ergebende Schweigepflicht zu einer Meldeberechtigung, aber nicht zu einer Meldeverpflichtung an die Behörde führen.

CURAVIVA Schweiz hält diese Situation für zu komplex und undurchsichtig. Damit sich die Fachleute der betreffenden Berufe angesichts dieser anscheinend widersprüchlichen Vorschriften entsprechend verhalten können, möchte CURAVIVA Schweiz, dass die fragliche Gesetzesänderung all diese Schnittstellen auflistet und ausdrücklich für jeden Fall regelt, welche Vorschrift vor der anderen Vorrang hat.

Fachpersonen sollten in jedem Fall erfahren, ob Spezialregelungen der zivilrechtlichen Regelung vorangehen. Um dies zu gewährleisten, sollten die Schnittstellen zwischen Spezialgesetzen, die besonderen Schweigepflichten vorsehen, und der Meldepflicht, geregelt werden. Dadurch würde die Rechtssicherheit für die betroffenen Fachpersonen erhöht. Umgekehrt wäre die Rechtssicherheit durch die Prüfung dieses Vorrangs durch Gerichte geschwächt, da die Erwartungen an die betroffenen Fachpersonen der Gefahr ausgesetzt würden, unübersichtlich zu sein.

Schweigepflichten, welche aufgrund eines besonderen Vertrauensverhältnisses bestehen, sollen in diesem Rahmen analog zu Artikel 314c zu einer Meldeberechtigung aber nicht zu einer Meldeverpflichtung führen.

c. Art. 314e ZGB – Mitwirkungspflichten und Amtshilfe (im Kinderschutz)

CURAVIVA Schweiz begrüsst den Vorentwurf zur Änderung des Zivilgesetzbuchs in diesem Punkt. Die nach Abs. 3 nicht zur Mitwirkung verpflichteten Personen sind wohl zur Mitwirkung berechtigt, sofern diese sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden lassen. Es dient der Klarheit, wenn dies in der Botschaft erwähnt wird.

d. Art. 443 Abs. 2 ZGB – Melderechte und -pflichten (im Erwachsenenschutz)

Diese Änderung des Zivilgesetzbuchs strebt unmittelbar eine Vereinheitlichung der kantonalen Vorschriften im Bereich der Meldepflicht für alle Angehörigen dieser Berufsgruppe bei einer Gefährdung des Kindeswohls an. Die kantonalen Vorschriften, die weiter gehen als dieser Vorentwurf mit der Einführung einer Meldepflicht, werden im Prinzip hinfällig, da nur der Bund in diesem Bereich zuständig ist (siehe Vorentwurf Art. 314d Abs. 2 Zivilgesetzbuch).

Auch wenn dadurch der Föderalismus unserer Gesetzgebung unweigerlich eingeschränkt wird, unterstützt CURAVIVA Schweiz den Vorentwurf zur Änderung in der Hinsicht, der Harmonisierung des materiellen Rechts Vorrang zu geben, um einen globalen und einheitlichen Schutz des Kindeswohls zu gewährleisten. Tatsächlich bringt diese Harmonisierung eine gewisse Rechtssicherheit in einer Zeit, in der die kantonalen Grenzen aufgrund der zunehmenden geographischen und sozialen Mobilität der Bevölkerung immer durchlässiger werden. Angesichts dieser Realität und der Wichtigkeit, das fragliche Rechtsgut (Kindeswohl) zu schützen, scheint es nicht gerechtfertigt, hier das Überleben kantonalen Partikularitäten zu garantieren. Viele Familien und Personen, die mit Minderjährigen arbeiten, wechseln regelmässig von einem Kanton in den anderen. Und zahlreiche Fachpersonen üben ihre Tätigkeit gleichzeitig in mehreren Kantonen aus. Daher müssen Rechtssicherheit und Klarheit für alle Vorrang haben, indem die Anwendung uneinheitlicher Regelungen weitgehend

ausgeschlossen wird. Die Gefährdung des Kindeswohls zu verhüten, hat nach Auffassung von CURAVIVA Schweiz hier eine vorrangige Bedeutung.

CURAVIVA Schweiz begrüsst infolgedessen diese Harmonisierungsanstrengung, die zu mehr Kohärenz, Transparenz und Effizienz der Regelung führt.

e. Art. 448 Abs. 2 ZGB – Mitwirkungspflichten und Amtshilfe (im Erwachsenenschutz)

CURAVIVA Schweiz hat in diesem Punkt dem Vorentwurf zur Änderung nichts hinzuzufügen oder daraus zu streichen.

f. Art. 321 Ziff. 3 des Strafgesetzbuchs (StGB)

CURAVIVA Schweiz hat in diesem Punkt dem Vorentwurf zur Änderung nichts hinzuzufügen oder daraus zu streichen.

g. Art. 364 des Strafgesetzbuchs (StGB)

CURAVIVA Schweiz verweist hier auf die unter Punkt 3.a aufgeführten Erwägungen.

h. Art. 75 Abs. 2 und 3 der Strafprozessordnung (StPO)

CURAVIVA Schweiz hat in diesem Punkt dem Vorentwurf zur Änderung nichts hinzuzufügen oder daraus zu streichen.

i. Art. 168 Abs. 1 Buchstabe g der Strafprozessordnung (StPO)

CURAVIVA Schweiz hat in diesem Punkt dem Vorentwurf zur Änderung nichts hinzuzufügen oder daraus zu streichen.

j. Art. 11 Abs. 3 des Gesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten

CURAVIVA Schweiz hat in diesem Punkt dem Vorentwurf zur Änderung nichts hinzuzufügen oder daraus zu streichen.

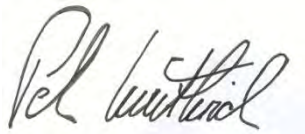
4. Abschliessende Anregung

CURAVIVA Schweiz ist der Ansicht, dass eine grosse Schwierigkeit der Umsetzung darin liegt, dass diejenigen, die mit Minderjährigen arbeiten, im Hinblick auf die geplante Meldepflicht und deren Inhalt nicht ausgebildet respektive ausreichend informiert sind. Vor Kurzem führte das Observatoire de la Maltraitance envers les Enfants der Universität Lausanne in Zusammenarbeit mit der Haute Ecole de la Santé – La Source in Lausanne eine Studie über das Verhalten von Fachleuten der Gesundheitsberufe bei einer vermuteten Gefährdung von Kindern durch (s. Roulet Schwab, D., Brioschi, N., Savioz, F. & Knüsel R., Maltraitance infantile et coordination: regards croisés d'acteurs professionnels et institutionnels confrontés au processus préalable au signalement. Wissenschaftlicher Bericht, eingereicht beim RECSS am 23. Mai 2012). Tatsächlich besteht im Kanton Waadt eine solche Meldepflicht bereits seit 2004. Diese Studie zeigt die Tendenz, dass viele Fachleute nicht wissen, dass eine solche Meldepflicht besteht, oder zumindest nicht, wie sie damit umgehen sollen. Die Schwierigkeiten für die Angehörigen dieser Berufe, ihre tatsächlichen Aufgaben angesichts einer möglichen Gefährdung des Kindeswohls zu erkennen, stellen ein grosses Hindernis für die effiziente Umsetzung einer Meldepflicht an die zuständige Behörde dar.

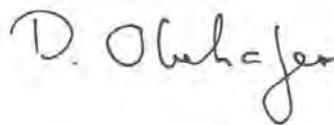
CURAVIVA Schweiz regt deshalb an, dass Kindeschutz-Wissen zu einer positiven Beeinflussung des Meldeverhaltens beitragen kann und zwingend in die Aus- und Weiterbildung aller betroffenen Fachpersonen in Bezug auf die Meldepflicht einfließen sollte. Es sollten Massnahmen ergriffen werden, dass diejenigen, die mit Minderjährigen arbeiten, über die Meldepflicht und deren Inhalt richtig unterrichtet werden – und zwar sowohl im Rahmen ihrer Basisausbildung, als auch im Rahmen ihrer Weiterbildung. Die entsprechenden Informationen sollten ihnen ausserdem jederzeit über die üblichen Informationskanäle des Bundes und der Kantone (insbesondere über offizielle Internetseiten) zur Verfügung stehen.

Wir danken Ihnen für Ihre Prüfung und Berücksichtigung der Bemerkungen, die CURAVIVA Schweiz im Rahmen der vorliegenden Änderung des Zivilgesetzbuchs hier vorgebracht hat. CURAVIVA Schweiz steht gerne zu Ihrer Verfügung, um die Ausarbeitung der entsprechenden Mitteilung an das Parlament zu diskutieren und zu unterstützen.

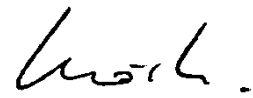
Mit freundlichen Grüssen



Peter Wüthrich
Präsident der Fachkonferenz
Kinder und Jugendliche
mit besonderen Bedürfnissen



Dr. David Oberholzer
Leiter Fachbereich
Kinder und Jugendliche
mit besonderen Bedürfnissen



Dr. Hansueli Mösle
Direktor

Bitte richten Sie alle Fragen zu dieser Stellungnahme an:

Yann Golay Trechsel
Öffentlichkeitsarbeit
E-Mail: y.golay@curaviva.ch
Tel: 031 385 33 36

Office fédéral de la justice
Bundesrain 20
3003 Berne

Berne, le 9. mars 2014

Modification du code civil relative à l'instauration d'une obligation d'aviser faite aux personnes qui travaillent avec des enfants

Réponse de CURAVIVA Suisse à la consultation

Mesdames, Messieurs,

CURAVIVA Suisse vous soumet la présente prise de position dans le cadre de la procédure de mise en consultation publique mentionnée.

En tant qu'association de branche et d'institutions orientée vers la politique des employeurs, CURAVIVA Suisse défend les intérêts des homes et des institutions sociales s'occupant d'adultes avec handicap, de personnes âgées ainsi que des enfants et des adolescents ayant des besoins spécifiques. CURAVIVA Suisse représente plus de 2'400 institutions où vivent environ 100'000 résidentes et résidents, et qui emploient 130'000 personnes. Son domaine spécialisé «Enfants et adolescents avec des besoins spécifiques » se concentre sur la prise en charge socio-pédagogique et l'encouragement par une pédagogie adaptée aux jeunes gens ayant des besoins spécifiques. Dans le but de créer les meilleures conditions-cadres possibles dans les centres d'éducation extra-familiaux, il représente ses membres dans les processus décisionnels politiques au niveau national et, partiellement, au niveau cantonal. Il participe à des mises en consultation et s'emploie à convaincre intervenants politiques et autorités.

Dans le cadre de la présente prise de position, CURAVIVA Suisse a pu bénéficier d'un échange de vues avec la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant, organisation participant également à la présente consultation et dont plusieurs opinions sont partagées ici.

1. Réflexions de fond sur les droits et obligations d'aviser

Les avis de détresse et évaluations du risque constituent une condition nécessaire à une protection efficace de l'enfant et de l'adulte. Procéder de manière compétente à ces avis et évaluations est une activité exigeante, qui nécessite à la fois des connaissances professionnelles et de l'expérience. Une responsabilité clé incombe ici aux professionnels de la santé, du social et de l'enseignement.

Principe de l'obligation d'aviser faite à des professionnels

CURAVIVA Suisse approuve les grandes lignes du présent projet de modification du code civil. L'association faitière aspire depuis longtemps à ce que les abus dont les résidents de ses institutions-membres pourraient être victimes soient déclarées à temps et de façon efficace. Dans ce contexte, CURAVIVA Suisse s'engage activement au sein du «Groupe de travail interassociatif Prévention». Elle a, en particulier, contribué à la rédaction et signé la «Charte pour la prévention des abus sexuels, de la maltraitance et d'autres formes de violation de l'intégrité» élaborée par ce groupe. CURAVIVA Suisse exige une politique de tolérance zéro face à de tels abus (dans ce contexte, voir également plus bas les points 3.b et 3.d).

Préservation de l'institution juridique du secret professionnel

CURAVIVA Suisse approuve la solution équilibrée proposée à l'égard des personnes soumises au secret professionnel qui, tout en préservant les principes de l'institution du secret professionnel, renforce la faculté de ses détenteurs de faire prévaloir le bien de l'enfant. De plus amples considérations à ce sujet sont disponibles au point 3.a.

Absence de sanctions en cas d'absence d'avis à l'autorité de protection

Le rapport explicatif relatif au présent avant-projet de révision du code civil souligne qu'en principe, nul n'encourra de peine pour n'avoir pas respecté l'obligation d'aviser l'autorité au sens de l'art. 314d du code civil. En revanche, il est possible que le fait de ne pas aviser puisse relever du droit pénal sous l'angle d'infraction par omission, si le mineur en question commet un acte punissable et que le dommage qui en résulte aurait facilement pu être évité par le biais de cette obligation d'aviser (page 20 du rapport). Il en va de même lorsqu'une personne n'avise pas l'autorité, alors qu'elle y était tenue, et que l'enfant concerné est victime d'une infraction qui aurait pu être évitée.

CURAVIVA Suisse estime qu'il ne serait pas souhaitable que des sanctions soient attachées au non-respect de l'obligation d'aviser l'autorité de protection de l'enfant. En effet, cette obligation vise avant tout à créer un cadre plus clair et plus sécurisant pour les personnes professionnellement en contact avec des enfants, et non l'inverse. En ce sens, le dispositif proposé par l'avant-projet ne vient pas justifier les craintes de dénonciation formulées par certains. En outre, des problèmes de preuve souvent insurmontables viendraient faire obstacle à la mise en œuvre de telles sanctions. Quoi qu'il en soit, l'immense majorité des personnes professionnellement en contact avec des enfants est sans aucun doute soucieuse de dénoncer leur mise en danger. Quant aux professionnels, qui noirciraient malgré tout la situation des enfants, des sanctions en cas d'absence d'avis à l'autorité de protection ne suffiraient certainement pas, à elles seules, à les rassurer.

2. Reconnaissance générale de l'avant-projet

CURAVIVA Suisse :

- approuve les principes de la révision projetée ;
- approuve le fait que l'obligation d'aviser se limite aux personnes qui travaillent avec les enfants (pas d'obligation d'aviser universelle) ;
- approuve le fait que le secret professionnel reste en principe préservé et que les personnes soumises au secret professionnel soient autorisées à aviser l'autorité après avoir pesé les intérêts en jeu dans le cas d'espèce, afin que le bien de l'enfant puisse être protégé rapidement (sans se faire délier formellement du secret professionnel par le niveau hiérarchique supérieur) ;
- approuve le fait que l'omission de l'obligation d'aviser prévue n'entraîne pas de sanctions ;
- demande que la loi règle les interfaces entre l'obligation prévue d'aviser et celles de réserve instituées par des lois spéciales ;
- suggère que les connaissances en matière de protection de l'enfant pourraient contribuer à influencer positivement le comportement de signalisation, et devraient donc être intégrées à la formation initiale et continue de tous les professionnels s'agissant de l'obligation d'aviser.

3. Commentaire des dispositions de l'avant-projet de modification concerné

a. Art. 314c code civil (CC) – Droits d'aviser (concernant la protection de l'enfant)

CURAVIVA Suisse approuve le but de simplification de l'application du droit visé par le biais du présent avant-projet de modification du code civil, qui permettrait que des personnes soumises au secret professionnel soient autorisées à aviser immédiatement l'autorité sans se faire délier au préalable du secret professionnel. En effet, au vu du bien de l'enfant, d'autres considérations doivent céder le pas afin de permettre une application claire et simple, tout en demeurant équilibrée, d'institutions juridiques telles que le secret professionnel.

Dans cette mesure, CURAVIVA Suisse soutient l'intention affichée dans le cadre du présent avant-projet de ne pas porter atteinte aux fondements du secret professionnel. D'autant plus que celui-ci a en particulier pour objet d'instaurer une relation de confiance qui contribue à la protection des victimes. Ainsi, CURAVIVA Suisse tient pour raisonnable que les personnes soumises au secret professionnel, mais agissant dans le cadre d'une fonction officielle, aient la possibilité, et non l'obligation, d'aviser l'autorité.

Dans cet esprit, CURAVIVA Suisse approuve qu'aux termes du contre-projet, les personnes soumises au secret professionnel soient appelées à peser les intérêts afin de déterminer dans une situation donnée s'il est opportun d'aviser l'autorité de protection de l'enfant.

b. Art. 314d CC – Droits d’aviser (concernant la protection de l’enfant)

Selon l’avant-projet de révision, les personnes ayant connaissance d’un cas dans l’exercice de leur fonction officielle seront tenues – comme c’est déjà le cas aujourd’hui – de le signaler (cf. art. 314d, al. 1, ch. 2 CC tel que projeté). Ainsi, d’après l’actuel droit fédéral, seules les personnes exerçant une fonction officielle sont tenues d’aviser l’autorité de leurs soupçons vis-à-vis d’un enfant exposé à un danger (art. 443, al. 2 en lien avec l’art 314, al. 1 du code civil). Afin d’améliorer la détection précoce de possibles mises en danger du bien de l’enfant, la modification du code civil projetée ici doit étendre l’obligation d’aviser à un cercle de personnes plus vaste, à savoir à celles régulièrement en contact avec des enfants dans le cadre de leur profession. L’avant-projet de modification renonce en revanche à instaurer une obligation d’aviser applicable à tous.

Le présent avant-projet de révision du code civil part du constat que les enfants menacés attirent souvent l’attention des professionnels en contact direct avec eux, à un stade déjà précoce (p. 14 dudit rapport). CURAVIVA Suisse partage l’avis exprimé dans le rapport explicatif selon lequel ces professionnels jouent souvent un rôle déterminant en termes de prévention et de protection. Dans la mesure où la modification du code civil projetée ici vise à les obliger à aviser l’autorité dans le cadre de leur activité professionnelle, CURAVIVA Suisse considère comme fondée la conviction qu’une telle obligation les encouragera à s’engager activement en faveur du bien de l’enfant, et à prévenir ainsi son éventuelle mise en danger.

CURAVIVA Suisse approuve le principe d’élargir l’obligation d’aviser l’autorité de protection de l’enfant en cas de menaces évidentes du bien de l’enfant. Une meilleure prévention contre les atteintes au bien de l’enfant revêt pour CURAVIVA Suisse une importance majeure, qu’il convient d’imposer sans la moindre hésitation.

Pour autant, CURAVIVA Suisse partage les réserves répandues lors de la préparation du présent avant-projet selon lesquelles l’instauration d’une obligation d’aviser pour tous aurait incontestablement des effets contre-productifs pour le bien de l’enfant. Une telle « obligation universelle » semblerait certes, à première vue, servir le bien de l’enfant en permettant de déceler plus tôt une mise en danger, mais comporterait un risque non négligeable d’instauration d’une culture de la dénonciation, engendrant de nombreux avis injustifiés auprès de l’autorité de protection de l’enfant. Le climat de méfiance qui en résulterait aurait, en fin de compte, souvent des répercussions négatives sur le bien des enfants concernés – alors même que la modification du code civil ici en cause vise à renforcer, et non à amoindrir, la protection du bien de l’enfant.

La perspective de voir les autorités de protection de l’enfant submergées par un grand nombre d’avis dépourvus de pertinence ne paraît nullement souhaitable à CURAVIVA Suisse. Dans de nombreux cantons, ces autorités sont déjà surchargées. Il convient donc plutôt de viser à améliorer la qualité, et non la quantité, de leur travail. À cet égard, une obligation de signaler les possibles menaces pesant sur des enfants ne faciliterait certainement pas leur tâche, et entraînerait sans doute, à terme, une baisse de la qualité de leur travail. En outre, un tel dispositif induirait une insécurité juridique pour l’ensemble de la population. Il serait à prévoir que nombre de personnes préféreraient signaler trop de cas plutôt que pas assez, par crainte de se voir reprocher une négligence, mais souvent sans qu’elles aient les moyens de juger la gravité réelle de la mise en danger dans les cas en cause. Il est loin d’être sûr que cela aurait des répercussions positives sur la protection effective des enfants.

Plusieurs lois prévoient des obligations spécifiques de garder le secret. Le rapport explicatif conclut qu'il faudra examiner dans le cas d'espèce si ces dispositions spéciales priment sur la règle de droit civil (p. 19 dudit rapport). Selon ledit rapport, les obligations de garder le secret qui découlent d'une relation de confiance particulière devront correspondre à un droit d'aviser l'autorité, mais non à une obligation.

CURAVIVA Suisse tient cette situation pour trop complexe et opaque. Afin que les professionnels concernés puissent s'orienter au mieux face à ces prescriptions apparemment contradictoires, CURAVIVA Suisse demande que la modification législative en cause dresse un relevé exhaustif de ces interfaces et règle expressément, dans chaque cas, quelle disposition prévaudra sur l'autre.

Les professionnels devraient dans chaque cas savoir si les réglementations spéciales priment sur le règlement de droit civil. Pour garantir cela, il faut régler les interfaces entre les lois spéciales, qui prévoient une obligation spécifique de garder le secret, et l'obligation d'aviser. La sécurité juridique des professionnels concernés s'en trouverait renforcée. À l'inverse, la sécurité juridique se trouverait affaiblie par l'examen de cette primauté par les tribunaux, car les attentes vis-à-vis des professionnels concernés courraient le risque d'être embrouillées.

Dans ce contexte, les obligations de garder le secret existant sur la base d'un rapport de confiance particulier devraient, par analogie avec l'article 314c, entraîner un droit d'aviser l'autorité, et non une obligation d'aviser.

c. Art. 314e CC – Obligation de collaborer et assistance administrative (dans le domaine de la protection de l'enfant)

CURAVIVA Suisse approuve l'avant-projet de modification du code civil sur ce point. Les personnes non astreintes à la collaboration selon l'al. 3 pourront collaborer avec l'autorité dans la mesure où elles se sont fait délier au préalable du secret professionnel. Mentionner ce point dans le message contribue à sa clarté.

d. Art. 443 al. 2 CC – Droits et obligations d'aviser (dans le domaine de la protection des adultes)

La présente modification du code civil tend directement à une uniformisation des prescriptions cantonales en matière d'obligation d'aviser pour tous les membres de ce groupe professionnel en cas de mise en danger du bien de l'enfant. Les prescriptions cantonales qui vont plus loin que le présent avant-projet en instituant des obligations d'aviser seront en principe caduques, car la Confédération sera seule compétente en la matière (cf. avant-projet d'art. 314d al. 2 code civil).

En dépit de l'inévitable restriction du caractère fédéraliste de notre législation impliquée par ce choix, CURAVIVA Suisse soutient l'option prise par l'avant-projet de révision de faire prévaloir une harmonisation du droit matériel en vue d'assurer une protection globale et uniforme du bien de l'enfant. En effet, cette harmonisation apportera une certaine sécurité juridique à une époque où les frontières cantonales sont de plus en plus perméables en raison de la mobilité géographique et sociale croissante de la population. Compte tenu de cette réalité et de l'importance de la préservation du bien juridique en cause (le bien de l'enfant), il n'apparaîtrait en l'occurrence pas justifié de vouloir garantir ici la survie de particularismes cantonaux. En effet, bien des familles et personnes travaillant avec des mineurs changent régulièrement de canton. Et nombre de professionnels exercent leur activité simultanément dans plusieurs cantons. Dès lors, il importe de faire prévaloir la sécurité et la lisibilité du droit pour tous, en

excluant largement l'application de règles divergentes. Selon CURAVIVA Suisse, prévenir la mise en danger du bien de l'enfant revêt à cet égard une importance prépondérante.

CURAVIVA Suisse approuve donc cet effort d'harmonisation, allant dans le sens d'un accroissement de la cohérence, de la transparence et de l'effectivité de la réglementation.

e. Art. 448 al. 2 CC – Obligation de collaborer et assistance administrative (dans le domaine de la protection des adultes)

Concernant ce point, CURAVIVA Suisse n'a rien à ajouter ou à retrancher à l'avant-projet de modification.

f. Art. 321 ch. 3 code pénal (CP)

Concernant ce point, CURAVIVA Suisse n'a rien à ajouter ou à supprimer à l'avant-projet de modification

g. Art. 364 code pénal (CP)

CURAVIVA Suisse renvoie ici à ses considérations exprimées au point 3.a.

h. Art. 75 al. 2 et 3 code de procédure pénale (CPP)

Concernant ce point, CURAVIVA Suisse n'a rien à ajouter ou à supprimer à l'avant-projet de modification.

i. Art. 168 al. 1 let. g code de procédure pénale (CPP)

Concernant ce point, CURAVIVA Suisse n'a rien à ajouter ou à supprimer à l'avant-projet de modification.

j. Art. 11 al. 3 loi sur l'aide aux victimes

Concernant ce point, CURAVIVA Suisse n'a rien à ajouter ou à supprimer à l'avant-projet de modification.

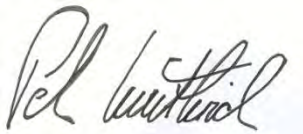
4. Suggestion finale

CURAVIVA Suisse est d'avis que l'une des principales difficultés posées par la mise en œuvre réside dans le fait que les personnes qui travaillent avec des mineurs ne sont pas formées, ou suffisamment informées, quant à l'obligation d'aviser projetée. Récemment, l'Observatoire de la Maltraitance envers les Enfants de l'Université de Lausanne a réalisé une étude en collaboration avec la Haute École de la Santé – La Source à Lausanne sur le comportement des acteurs professionnels de la santé confrontés à une menace présumée des enfants (s. Roulet Schwab, D., Brioschi, N., Savioz, F. & Knüsel R., Maltraitance infantile et coordination: regards croisés d'acteurs professionnels et institutionnels confrontés au processus préalable au signalement. Rapport scientifique déposé au RECSS le 23 mai 2012.). Dans le canton de Vaud, il existe en effet une telle obligation d'aviser depuis 2004. Cette étude met en évidence la tendance de nombreux experts à ignorer qu'il existe une telle obligation d'aviser ou, pour le moins, à ne pas savoir comment la gérer. Les difficultés que rencontrent les acteurs de ces métiers à identifier leurs tâches réelles lorsqu'ils sont confrontés à une éventuelle mise en danger du bien de l'enfant représente un obstacle important à la mise en œuvre efficace d'une obligation d'aviser l'autorité compétente.

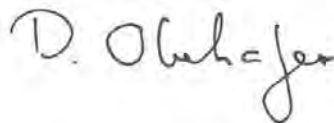
De ce fait, CURAVIVA Suisse suggère que des connaissances en matière de protection de l'enfant pourraient contribuer à influencer positivement le comportement de signalisation, et devraient donc être obligatoirement intégrées à la formation initiale et continue de tous les professionnels s'agissant de l'obligation d'aviser. Des mesures visant à informer dûment les personnes travaillant avec des mineurs sur l'obligation d'aviser ainsi que sur le contenu de cette obligation devraient être prises, et ce tant dans le cadre de la formation initiale que dans le cadre de la formation continue. De plus, les informations correspondantes devraient être mises à disposition de ces acteurs à travers les canaux d'information habituels de la Confédération et des cantons (en particulier sur les sites Internet officiels).

Nous vous remercions de bien vouloir examiner et tenir compte des observations que CURAVIVA Suisse a présentées ici relativement au présent avant-projet de modification du code civil. CURAVIVA Suisse se tient à votre entière disposition pour discuter et soutenir l'élaboration du message correspondant à l'attention du Parlement.


Veuillez croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre parfaite considération.



Peter Wüthrich
Président de la Conférence
spécialisée
enfants et adolescents
enfants et adolescents
avec des besoins spécifiques



Dr David Oberholzer
Responsable du Domaine
spécialisé
avec des besoins spécifiques

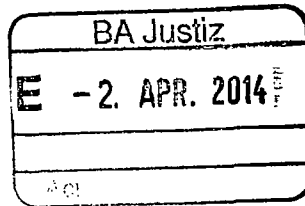


Dr Hansueli Mösle
Directeur
de CURAVIVA Suisse

Veuillez adresser toute question concernant cette prise de position à :

Yann Golay Trechsel
Relations publiques
E-mail: y.golay@curaviva.ch
Tél.: 031 385 33 36

Bundesamt für Justiz
z.H.v. Frau Judith Wyder
Bundesrain 20
3003 Bern



Bern, 31. März 2014

**Stellungnahme der DJS zur Änderung des Zivilgesetzbuches (Kinderschutz), Meldepflichten /
Melderechte; Vernehmlassungsfrist: 31. März 2014**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Die Demokratischen Juristinnen und Juristen der Schweiz danken Ihnen für die Gelegenheit, zum oben erwähnten Vernehmlassungsentwurf Stellung zu nehmen.

I. Grundsätzliches

1. Das mit der Revision angestrebte Ziel, die Melderegulung Schweiz weit zu vereinheitlichen, begrüssen wir vorbehaltlos. Dass heute die Kantone – zum Teil sehr – unterschiedlich ausgestalteten Regelungen kennen, ist sehr unbefriedigend und trägt wesentlich zur Erhöhung der Verunsicherung bei, welcher regelmässig mit Kindern arbeitende Fachpersonen, aber auch betroffene Privatpersonen im anspruchsvollen und heiklen Gebiet des Kinderschutzes ausgesetzt sind.
2. Auch das von der Motion verfolgte Ziel, Kinder besser vor Gefährdungen zu schützen, ist selbstverständlich sehr begrüssenswert.

3. Sodann unterstützen wir ausdrücklich, dass der Bundesrat von der Einführung einer allgemeinen Meldepflicht (für sämtliche Drittpersonen) *absehen* will. Dass eine solch weitgehende, jedermann treffende allgemeine Meldepflicht Kinder besser vor Gefährdungen schützt, ist nicht nachgewiesen und es gibt zahlreiche Hinweise, dass eine derartige Senkung der Meldeschwelle sogar kontraproduktiv wäre.¹ Aus diesem Grund erscheint es auch zwingend, dass der Bund im Bereich der Melderegungen abschliessend legiferiert und die entsprechende subsidiäre Kompetenz der Kantone (Art. 443 Abs. 2 ZGB) aufgehoben wird.

II. Stellungnahme zu den vorgeschlagenen Änderungen

Art. 314c

Absatz 1:

Die Meldeschwelle wird in dieser Grundnorm sehr tief angesetzt, was unseres Erachtens aber für dieses generelle Melderecht, welches von jedermann ausgeübt werden kann, vertretbar ist.

Absatz 2

Art. 314c Abs. 1 Ziff. 2 will eine Sonderregelung einführen für Personen, die einem strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnis unterliegen. Ziffer 1 nimmt dann aber auf Kategorien Bezug, welche nicht mit den Kategorien von Art. 321 StGB übereinstimmen (z.B. Sport, Sozialberatung, Bildung). Auf der anderen Seite werden einzelne Berufsgeheimnisträger von Art. 321 StGB (z.B. aus dem Justizbereich) gar nicht genannt. Den Erläuterungen ist nicht zu entnehmen, weshalb dies so ist. Die entsprechende Formulierung ist deshalb widersprüchlich und ihr Sinn erschliesst sich aus dem Wortlaut allein jedenfalls nicht.

Grundsätzlich erachten wir es als sehr heikel und tendenziell kontraproduktiv, wenn Berufsgeheimnisträger meldeberechtigt sein sollen oder Fachpersonen mit besonderem Vertrauensverhältnis zu ihren Klienten sogar zur Meldung verpflichtet werden (Art. 314d). Es gibt unseres Wissens keine Studien, welche belegen, dass damit der Schutz der betroffenen Kinder erhöht wird. In der vorgeschlagenen Form lehnen wir ein Melderecht für Berufsgeheimnisträger gemäss Art. 321 StGB (Art. 314c Abs. 2 Ziff. 1) ab. Es ist absehbar, dass das in seiner Bedeutung hoch einzustufende Vertrauensverhältnis zwischen solchen Fachpersonen und ihren Klienten verschlechtern wird, wenn das Berufsgeheimnis in

¹ Wir verweisen hiezu auf die Stiftung Kinderschutz Schweiz, Positionspapier „Erleichterung der Melderechte und qualifizierte Umsetzung der Meldepflichten:
http://kinderschutz.ch/cmsn/files/2014_Herleitung_PP_Melderechte_Meldepflichten.pdf (16.2.2014)

dieser weitgehenden Art partiell aufgehoben wird. Bedeutsam ist in diesem Zusammenhang auch, dass die die Meldeschwelle (Absatz 1) wie schon erwähnt sehr tief angesetzt ist. Betroffene Personen werden unter diesen Umständen diese Fachpersonen in vielen Fällen nicht mehr aufsuchen oder die gefährdenden Umstände nicht offenlegen oder bagatellisieren, was dem Schutz der Kinder nicht dient. Es ist vielmehr solchen Fachpersonen zuzumuten, dass sie sich auf dem dafür vorgesehenen Weg direkt vom Klienten (Patienten etc.) oder durch die zuständige Aufsichtsbehörde oder vorgesetzte Stelle von ihrem Berufsgeheimnis entbinden lassen, wenn sie das Wohl eines Kindes als gefährdet einstufen.

Sollte es bei einem Melderecht für Berufsgeheimnisträger bleiben, wäre zwingend die Meldeschwelle gegenüber dem allgemeinen Melderecht (Absatz 1) deutlich zu erhöhen. dh die Meldung soll nur bei einer konkreten Gefährdung und nur „im Interesse des Kindes“ zulässig sein.²

Weitere Bemerkungen zu Art. 321 StGB

Bei der Durchsicht der Vorlage fällt auf, dass die Stellung des Prozessbeistandes von Kindern und Jugendlichen insbesondere bezüglich des Berufsgeheimnisses unklar ist. Prozessbeistände vertreten Minderjährige in verschiedenen Verfahren und haben in der Praxis eine stark zunehmende Bedeutung (Art. 299 ZPO, 314a^{bis} ZGB, Art. 9 BG-KKE, Art. 265 Abs. 3 VE-ZGB (Adoption), Art. 306 Abs. 2 ZGB etc.). Es besteht hierfür kein Anwaltsmonopol und aufgrund der relativ offenen gesetzlichen Anforderungen an das Profil der Prozessbeistände werden diese Mandate von Angehörigen verschiedener Berufe geführt, welche nur zum Teil vom Geltungsbereich von Art. 321 StGB erfasst werden (Sozialarbeitende, -pädagogInnen, AnwältInnen, JuristInnen ohne Anwaltspatent, PsychologInnen etc.). Diese Prozessbeistände haben parteiliche Vertretungsfunktion für das Kind und die Wahrung der Vertraulichkeit ist von hoher Bedeutung. Es erscheint uns deshalb wichtig, dass Prozessbeistände von Minderjährigen in die Aufzählung des Art. 321 StGB von Berufen bzw. Funktionen aufgenommen werden und wir regen deshalb eine entsprechende Ergänzung dieses Artikels dringend an.

Art. 314d

Wie eingangs erwähnt sind gesetzliche Meldepflichten im Kinderschutz nicht zielführend. Art. 314d Abs. 1 Ziffer 1 erachten wir unter dem Aspekt der Verbesserung des Schutzes von Kindern als nicht zielführend und lehnen die vorgeschlagene Formulierung ab.

² Vgl. auch die Formulierung von Art. 364 StGB. Meldungen gegen das Interesse eines Kindes erscheinen fragwürdig.

Sollte die Meldepflicht für solche Fachpersonen Eingang ins Gesetz finden, wäre jedenfalls aus folgenden Gründen wichtig, dass die „Meldeschwelle“ bezüglich der Meldepflicht erkennbar höher angesetzt wird als für das Melderecht:

- a) Die in Art. 314d Abs. 1 Ziff. 2 des Vorentwurfs erwähnten Personen haben in der Regel erhöhte Kenntnisse über Kinder und zum Teil auch über Kindeswohlgefährdungen. Aus diesem Grund und weil diese Personen regelmässigen Kontakt mit Kindern haben, ist vorzusetzen und auch zumutbar, dass sie kindeswohlgefährdende Situationen besser einschätzen können und i.d.R. Sachverhaltsabklärungen vornehmen können, die ihnen eine bessere Einschätzung ermöglicht. Der vorgeschlagene Gesetzestext geht im Übrigen davon aus, dass die Meldepflicht nur besteht, wenn die Fachperson nicht im Rahmen ihrer eigenen Tätigkeit Abhilfe schaffen kann. Dies setzt ebenfalls eine erhöhte Fähigkeit, die Gefährdung einschätzen zu können, voraus. Wir erachten es deshalb als wichtig, dass die Meldeschwelle in Art. 314d Abs. 1 VE gegenüber Art. 314c Abs. 1 VE erkennbar erhöht wird, beispielsweise durch folgende Formulierung:

„Zur Meldung verpflichtet sind folgende Personen (...), wenn Sie davon ausgehen, dass das Wohl eines Kindes gefährdet ist und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können und die Meldung im Interesse des Kindes geboten ist.“

Einbezug des urteilsfähigen Kindes / Jugendlichen

Im Rahmen der Meldepflicht (Art. 314d) ist zwingend der Einbezug der urteilsfähigen Minderjährigen gesetzlich vorzusehen. Im Bericht bzw. Kommentar zum Vorentwurf (S. 18, den Art. 314c VE betreffend) wird dies zwar beiläufig ausgeführt. Das Recht des Kindes auf Gehör (Art. 12 UN-Kinderrechtskonvention) ist unseres Erachtens aber von so zentraler Bedeutung, dass es gerade hier im Bereich der Meldepflichten ausdrücklich gesetzlich vorgeschrieben werden muss. Hinzu kommt, dass die gemäss Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 VE meldepflichtigen Fachpersonen in der Regel eine Vertrauensbeziehung zum betroffenen Kind haben werden, was zusätzlich für dessen Einbezug spricht. Wir schlagen deshalb die Hinzufügung eines neuen Abs. 3 zu beiden Artikeln vor:

„Ist der oder die betroffene Minderjährige urteilsfähig, ist – soweit möglich – vor einer Meldung ihr oder sein Einverständnis einzuholen.“

Art. 314e

Absatz 2: Die Entbindung vom Berufsgeheimnis ist auch auf eigenes Gesuch hin möglich, weshalb wir folgende geänderte Formulierung anregen: „...oder die vorgesetzte Stelle sie auf eigenes Gesuch oder auf Gesuch der Kinderschutzbehörde vom Berufsgeheimnis entbunden hat.“

Absatz 3: In Art. 314e Abs. 3 ist für uns unklar, was mit „ehemaligen Beiständinnen und Beiständen, die für das Verfahren ernannt wurden“ gemeint ist.

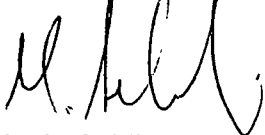
Sodann müssten konsequenterweise in dieser Aufzählung auch die Prozessbeistände von Kindern und Jugendlichen enthalten sein, welche nicht Rechtsanwältinnen oder Rechtsanwälte sein müssen (vgl. die Ausführungen zu Art. 321 StGB vorstehend).

Übrige Absätze: Keine Bemerkungen

Art. 443 Abs. 2 und 448 Abs. 2: Keine Bemerkungen

Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme und verbleiben

Mit freundlichen Grüßen,



Melanie Aebli

Geschäftsleitung DJS



Demokratische
Juristinnen und Juristen
Zürich

Direktion der Justiz und des Innern
des Kantons Zürich
Herrn Regierungsrat Martin Graf
Neumühlequai 10
Postfach
8090 Zürich

Zürich, 17. Februar 2014

**Änderung des Zivilgesetzbuches
(Meldepflicht bei Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls)**

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, im Hinblick zum oben erwähnten Vernehmlassungsentwurf Stellung zu nehmen und tun dies hiermit gerne:

I. Allgemein

1. Das mit der Revision angestrebte Ziel, die Melderegulation schweizweit zu vereinheitlichen, begrüßen wir vorbehaltlos. Dass heute die Kantone – zum Teil sehr – unterschiedlich ausgestalteten Regelungen kennen, ist unbefriedigend und trägt wesentlich zur Erhöhung der Verunsicherung bei, welcher regelmässig mit Kindern arbeitende Fachpersonen, aber auch betroffene Privatpersonen im grundsätzlich schon anspruchsvollen und heiklen Gebiet des Kinderschutzes ausgesetzt sind.
2. Auch das vom Bundesrat verfolgte Ziel, Kinder besser vor Gefährdungen zu schützen, begrüßen wir selbstverständlich sehr.

Postfach
CH-8026 Zürich
Telefon +41 44 241 24 55
info@djz.ch
www.djz.ch

3. Sodann unterstützen wir ausdrücklich, dass der Bundesrat von der Einführung einer allgemeinen Meldepflicht (für sämtliche Drittpersonen) *absehen* will. Dass eine solch weitgehende, jedermann treffende allgemeine Meldepflicht Kinder besser vor Gefährdungen schützt, ist in keiner Weise nachgewiesen und es gibt zahlreiche Hinweise, dass eine derartige Senkung der Meldeschwelle sogar kontraproduktiv ist.¹ Aus diesem Grund erscheint es auch zwingend, dass der Bund im Bereich der Melderegungen abschliessend legiferiert und die entsprechende subsidiäre Kompetenz der Kantone (Art. 443 Abs. 2 ZGB) aufgehoben wird.

II. Im einzelnen zu den vorgeschlagenen Änderungen

Art. 314c und 314d VE-ZGB

Der Entwurf unterscheidet einerseits zwischen Melderechten und Meldepflichten und andererseits zwischen den Adressaten dieser Rechte und Pflichten („Jede Person“, Fachpersonen mit und ohne regelmässigen Kontakt zu Kindern; Fachpersonen mit und ohne strafrechtlich geschütztem Berufsgeheimnis).

Grundsätzlich erachten wir es (wie dies auch im erläuternden Bericht des Bundesamts für Justiz auf Seite 18 unten angetönt wird) als heikel und potentiell kontraproduktiv, wenn Fachpersonen mit besonderem Vertrauensverhältnis zu ihren Klienten zur Meldung verpflichtet werden oder Berufsgeheimnisträger meldeberechtigt erklärt werden. Andererseits können die in den Art. 314c und 314d vorgeschlagenen Regelungen grundsätzlich geeignet sein, den Druck auf die Erkennung, Abklärung und Veränderung von Kindeswohlgefährdenden Umständen zu erhöhen. Wir erachten es jedenfalls aus folgenden Gründen als wichtig, dass die „Meldeschwelle“ bezüglich der *Meldepflicht* erkennbar höher angesetzt wird als für das *Melderecht*: Die in Art. 314d Abs. 1 Ziff. 2 des Vorentwurfs erwähnten Personen haben in der Regel erhöhte Kenntnisse über Kinder und Kindeswohlgefährdungen. Aus diesem Grund und weil diese Personen regelmässi-

¹ Wir verweisen hiezu auf die Stiftung Kinderschutz Schweiz, Positionspapier „Erleichterung der Melde-rechte und qualifizierte Umsetzung der Meldepflichten: http://kinderschutz.ch/cmsn/files/2014_Herleitung_PP_Melderechte_Meldepflichten.pdf (16.2.2014)

gen Kontakt mit Kindern haben, ist vorauszusetzen und auch zumutbar, dass sie kindeswohlgefährdende Situationen besser einschätzen können und i.d.R. Sachverhaltsabklärungen vornehmen können, die ihnen eine bessere Einschätzung ermöglicht. Der vorgeschlagene Gesetzestext geht im übrigen davon aus, dass die Meldepflicht nur besteht, wenn die Fachperson nicht im Rahmen ihrer eigenen Tätigkeit Abhilfe schaffen kann. Dies setzt ebenfalls eine erhöhte Fähigkeit, die Gefährdung einschätzen zu können, voraus. Wir erachten es deshalb als wichtig, dass die Meldeschwelle in Art. 314d Abs. 1 VE gegenüber Art. 314c Abs. 1 VE erkennbar erhöht wird, beispielsweise durch folgende Formulierung:

„Zur Meldung verpflichtet sind folgende Personen (...), wenn Sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet ist und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können“.

Kreis der meldepflichtigen bzw. -berechtigten Fachpersonen

Wir gehen davon aus, dass die Aufzählungen der Fachpersonen in Art. 314c Abs. 2 und Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 VE *abschliessend* sind. Insbesondere ist es wichtig, dass im Rahmen von Art. 314c VE die dort nicht aufgezählten Fachpersonen unter Berufsgeheimnis nicht zur Meldung berechtigt sind (insb. Rechtsanwälte, Verteidiger, Prozessbeistände von Kinderna; vgl. Art. 321 StGB).

Einbezug des urteilsfähigen Kindes / Jugendlichen

Im Rahmen der Meldepflicht (Art. 314d) ist zwingend der Einbezug der urteilsfähigen Minderjährigen gesetzlich vorzusehen. Im Bericht bzw. Kommentar zum Vorentwurf (S. 18, den Art. 314c VE betreffend) wird dies zwar beiläufig ausgeführt. Das Recht des Kindes auf Gehör (Art. 12 UN-Kinderrechtskonvention) ist unseres Erachtens aber von so

zentraler Bedeutung, dass es gerade hier im Bereich der Meldepflichten ausdrücklich gesetzlich vorgeschrieben werden muss. Hinzu kommt, dass die gemäss Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 VE meldepflichtigen Fachpersonen in der Regel eine Vertrauensbeziehung zum betroffenen Kind haben werden, was zusätzlich für dessen Einbezug spricht. Wir schlagen deshalb die Hinzufügung eines neuen Abs. 3 zu beiden Artikeln vor:

„Ist der oder die betroffene Minderjährige urteilsfähig, ist – soweit möglich – vor einer Meldung ihr oder sein Einverständnis einzuholen.“

Art. 314e VE-ZGB

In Art. 314e Abs. 3 VE-ZGB ist für uns unklar, was mit „ehemaligen Beiständinnen und Beiständen, die für das Verfahren ernannt wurden“ gemeint ist.

Ansonsten haben wir zu dieser Bestimmung keine Bemerkungen.

Art. 321 StGB

Bei der Durchsicht der Vorlage fällt auf, dass die Stellung des Prozessbeistandes von Kindern und Jugendlichen insbesondere bezüglich des Berufsgeheimnisses unklar ist. Prozessbeistände vertreten Minderjährige in verschiedenen Verfahren und haben in der Praxis eine stark zunehmende Bedeutung (Art. 299 ZPO, 314a bis ZGB, Art. 9 BG-KKE, Art. 265 Abs. 3 VE-ZB B(Adoption), Art. 306 Abs. 2 ZGB etc.). Es besteht hierfür kein Anwaltsmonopol und aufgrund der relativ offenen gesetzlichen Anforderungen an das Profil der Prozessbeistand werden diese Mandate von Angehörigen verschiedener Berufe (Sozialarbeitende, -pädagogInnen, AnwältInnen, JuristInnen ohne Anwaltspatent, PsychologInnen etc.) geführt. Es erscheint uns wichtig, dass Prozessbeistände von Minderjährigen in die Aufzählung des Art. 321 StGB von Berufen bzw. Funktionen aufgenommen werden und wir bitten Sie, im Rahmen Ihrer Vernehmlassung an den Bundesrat dies entsprechend anzuregen.

Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Demokratische Juristinnen und Juristen Zürich



Direction

chemin des Abeilles 14
CH – 1010 Lausanne

Tél. + 41 21 651 62 13
Fax + 41 21 651 62 88
@ www.eesp.ch

OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE
A l'att. de Mme Judith WYDER
Bundesrain 20
3003 BERNE

Lausanne, le 11 mars 2014
N. réf.: PRD/EHE/ach

Consultation relative à une modification du code civil en matière de protection de l'enfant

Chère Madame,

La haute école de travail social et de la santé | EESP | Lausanne (ci-après la HETS&Sa-EESP-Lausanne) tient à remercier les organes en charge de la consultation portant sur une modification du code civil en matière de protection de l'enfant de nous avoir associés au processus. Il nous paraît en effet essentiel de pouvoir présenter notre position en tant qu'institution de formation d'un nombre important de futur-e-s professionnel-le-s amené-e-s à travailler auprès et avec des publics concernés par la protection des enfants. Ces professionnel-le-s agissent par ailleurs régulièrement dans des contextes interdisciplinaires et institutionnels où des situations de mineurs en danger peuvent être prises en charge ou interviennent auprès de membres de familles ou de proches concerné-e-s par de telles situations. La HETS&Sa-EESP-Lausanne dispense de nombreuses formations spécifiques de base et continue en matière d'aide, de protection de l'enfance et de soutien aux familles en difficultés. Elle mène régulièrement des recherches dans ce champ depuis de nombreuses années. En ce sens, elle est au cœur des questions de formation et d'études qui touchent à l'adéquation des bases légales et des méthodes d'actions et d'interventions auprès des enfants et des familles, prenant en compte les bases légales suisses sur les plans fédéral et cantonal, les conventions internationales et les nombreuses recommandations européennes en la matière, recommandations du Conseil de l'Europe dont la Suisse est membre. Il s'agit ici notamment des aspects touchant aux notions de parentalité positive, de prestations de soutien socio-éducatives en milieu ouvert et familial, de subsidiarité et de déjudiciarisation, de placements lorsque nécessaire et de mesures relatives aux mineurs en situation d'infractions.

Notre prise de position en qualité de « milieu concerné » et d'expertises est la suivante :

Articles 314c à 448 al. 2 CC

a) Art. 314c et 314d CC

S'il est judicieux de distinguer le droit d'aviser (art. 314c CC) de l'obligation d'aviser (art. 314d CC), force est de constater que la formulation des dispositions prête à confusion. En effet, les deux textes comportent exactement la même énumération de professionnels, leur distinction relevant de leur soumission ou non au secret professionnel instauré par l'art. 321 CPS. Il serait ainsi plus aisé de reprendre la teneur de l'art. 443 CC, lequel prévoit, en deux alinéas, un droit et une obligation d'aviser l'autorité de protection de l'adulte.

En outre, l'art. 314d al. 1 prévoit une condition supplémentaire à la menace du bien de l'enfant, à savoir le fait "qu'elles ne peuvent pas remédier elles-mêmes à la situation". D'une part cette formulation laisse ouverte la possibilité au milieu familial et au mineur, lorsqu'il n'y a pas

d'infractions pénales à l'encontre de ce dernier, de pouvoir prendre les dispositions pour exercer ses prérogatives pour retrouver l'autonomie à l'exercice de l'autorité parentale optimale, rejoignant en cela les principes de déjudiciarisation et de parentalité positive prévus par le Conseil de l'Europe. D'autre part, comprise d'une certaine façon, cette exigence pourrait faire fi du travail en réseau et interdisciplinaire, donnant à la personne qui constate une mise en danger, en particulier un médecin ou ses auxiliaires, le pouvoir de déterminer seule ce qu'est le "bien de l'enfant" ou non. Ceci peut poser problème, en donnant une forme de prévalence, un statut supérieur et quasi exceptionnel à une fonction professionnelle et sociale, le médecin, parmi bien d'autres aussi légitimes et liées à l'aide et la protection de l'enfance, pour l'interprétation d'une situation de mise en danger d'un mineur. Cette situation peut entraîner l'arbitraire et l'inégalité de traitement. Il en va de même pour les ecclésiastiques.

Les termes de "fonction officielle", présents tant à l'art. 314c que 314d CC, ne vont pas sans susciter des inquiétudes puisqu'ils sont indéfinis et susceptibles d'interprétation tant au niveau des milieux professionnels que des cantons : s'ils devaient être maintenus, il serait très important qu'ils soient très largement explicités et illustrés avant leur entrée en vigueur. L'on renvoie ici à la pratique vaudoise (voir ci-dessous, art. 32 LVP AE) qui nous semble pouvoir être proposée comme référence.

b) Art. 443 al. 2 CC

Cette disposition prévoit, in fine, que les "cantons ne peuvent pas prévoir d'autres obligations d'aviser l'autorité". Cette proposition impactera directement sur la réglementation en vigueur dans le canton de Vaud, lequel a instauré depuis de nombreuses années un double signalement : l'un à l'autorité de protection, l'autre au service compétent, à savoir le Service de protection de la jeunesse (SPJ), ceci d'abord par l'entremise de l'art. 26 LProMin et, depuis le 1er janvier 2013, de l'art. 26a LPRoMin et de la loi vaudoise d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant (art. 32 al. 1 LVP AE).

Cette double obligation présente pour avantage certain de ne pas confier à la seule appréciation d'une autorité judiciaire, et cela même si l'autorité est administrative selon l'organisation des cantons, le cas d'un mineur dont le bien est ou semble être menacé. En effet, les autorités de protection de l'adulte et de l'enfant ne sont pas outillées en matière d'évaluation d'une situation, en particulier lorsqu'il s'agit de mineurs, pour lesquels l'intervention d'une instance à caractère social est primordiale dès le début de l'intervention.

L'art. 32 LVP AE a également le mérite d'illustrer, à l'alinéa 2, qui peuvent être les personnes qui, "dans le cadre d'une profession, d'une charge ou d'une fonction en relation avec les mineurs", sont soumises à l'obligation de signalement. Cette formulation serait certainement plus aidante pour les terrains concernés que les termes "fonction officielle" utilisés à ce jour dans l'avant-projet.

c) De façon générale

Le fait que l'avant-projet ne comporte pas de sanctions en cas de violation de l'obligation d'aviser comporte le risque que les cantons, par le biais d'une loi d'application, introduisent des différences, lesquelles devaient justement être gommées par une réglementation fédérale : ces traitements cantonaux disparates conduiraient à nouveau à des incertitudes et des inégalités de traitement sur le plan fédéral.

Nous vous remercions d'avance pour l'intérêt que vous porterez à nos propositions et vous adressons, Chère Madame, nos salutations respectueuses.

La directrice :



Paola Richard-De Paolis



CH-3003 Bern, BSV, EKFF

Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Eidg. Justiz- und Polizeidepartement EJPD
Bundesamt für Justiz BJ
z.H. Frau Judith Wyder
Bundesrain 20
3003 Bern

Unser Zeichen: 753.1/2007/00972 21.03.2014 Doknr: 296
Sachbearbeiter/in: Viviane Marti
Bern, 26. März 2014

Stellungnahme der Eidg. Koordinationskommission für Familienfragen (EKFF) zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Wyder, sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zum Vorentwurf der Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches Stellung zu nehmen.

Allgemeine Bemerkungen zur Revision

Die EKFF unterstützt grundsätzlich die Einführung einer allgemeinen Meldepflicht, die zum Ziel hat, Kinder vor Gefährdungen zu schützen sowie Kindesmisshandlungen und weiteren Risikosituationen, die das Wohl des Kindes gefährden könnten, präventiv entgegenzuwirken. Die EKFF teilt die Ansicht, dass der Schutz des Kindes durch die Ausweitung der Meldepflicht auf einen grösseren Personenkreis (insbesondere auf Personen, die beruflich regelmässig mit Kindern zu tun haben) gestärkt wird. Deshalb begrüsst es die Kommission, dass die Melderegulierung vereinheitlicht werden soll, so dass Fachpersonen, die in verschiedenen Kantonen tätig sind, nicht mehr unterschiedlichen Regelungen unterstellt sind und der Rechtsungleichheit entgegen gewirkt werden kann.

Neben der Vereinheitlichung unterstützt die EKFF ausserdem eine Vereinfachung des Meldeverfahrens, bei dem der Schutz von gefährdeten Kindern verbessert und auch schneller gewährleistet werden kann. In diesem Sinne schlägt die EKFF vor, einerseits die Zielgruppe klarer zu definieren und andererseits über die entsprechenden Melderechte, Meldepflichten und die einzelnen Vorgehensschritte zu sensibilisieren, informieren und zu instruieren. Dies bedarf entsprechender Schulungen (Aus- und Weiterbildung) und Kommunikationsmassnahmen.

Melderechte (neu Art. 314c ZGB)

Der Vorentwurf sieht vor, dass Personen mit einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis neu Gefährdungsmeldungen an die Kindesschutzbehörde erstatten können, ohne dass sie sich im Voraus vom Berufsgeheimnis entbinden lassen müssen.

In diesem Sinne orientiert sich der Vorentwurf an der Meldeberechtigung von Artikel 3c BetmG (vgl. Ziff. 2.3). Eine Meldung an die Kindesschutzbehörde (KESB) wäre in diesen Fällen nicht strafbar (Art. 14 StGB und Art. 321 Ziff. 3 VE-StGB).

Die EKFF begrüsst diese Neuerung. Sie ermöglicht es den betroffenen Fachpersonen einfacher eine Gefährdungsmeldung bei der KESB einzureichen, wenn sie „den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte“. Eine Erleichterung des Melderechts kann die Meldebereitschaft erhöhen und auch den Meldungsvorgang beschleunigen. Dies ist besonders wichtig, wenn unmittelbarer Schutz eines Kindes erforderlich ist.

Ergänzungsvorschlag der EKFF

Da die in Art. 314c Abs. 2 Ziff. 2 angeführten „Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit“ nicht zwingend dem Berufsgeheimnis unterstellt sind, schlägt die EKFF vor, den ersten Satz in Abs. 2 wie folgt zu ergänzen: „....Personen, die (....) Berufsgeheimnis oder Amtsgeheimnis unterstehen“.

Meldepflichten (neu Art. 314d ZGB)

Das Wohl des Kindes gilt als oberste Maxime des Kindesrechts (Art. 3 Ziff. 2 KRK). In diesem Sinne unterstützt die EKFF grundsätzlich die Ausweitung der Meldepflicht für Fachpersonen und insbesondere den Spielraum der Interessensabwägung zu Gunsten des „Wohls des Kindes“.

Art. 314d

„..., wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können.“

Die EKFF erachtet diesen Spielraum der Interessensabwägung als sehr grundlegend. Denn eine absolute Meldepflicht könnte in manchen Fällen kontraproduktiv wirken und ihrem eigentlichen Ziel, nämlich der Verwirklichung des Schutzes der/des betroffenen Minderjährigen, zuwiderlaufen¹. Eine absolute Meldepflicht für Berufsgeheimnistragende könnte beispielsweise dazu führen, dass Eltern ihr verletztes Kind nicht mehr ärztlich behandeln lassen aus Angst, gemeldet zu werden.

Gleichzeitig will die EKFF aber darauf hinweisen, dass die Verantwortung und demzufolge auch die Anforderungen an meldepflichtige Personen sehr gross sind. Sie muss in der Lage sein, Risiko- und Gefährdungslage einzuschätzen und abzuwägen, was die Konsequenzen sind, sowie über den „guten“ Zeitpunkt der Meldung entscheiden. Dies erfordert viel Wissen, Erfahrung und Kenntnisse über die Bedürfnisse von Kindern, über die Formen von Gewalt und den damit verbundenen Folgen sowie Wissen über Organisation, Gesetzgebung und die Vorgehensschritte im Bereich Kindesschutz, etc. Deshalb möchte die EKFF - wie unter den allgemeinen Bemerkungen zur Revision bereits erwähnt - an dieser Stelle nochmals darauf hinweisen, dass eine angemessene Schulung (Aus- und Weiterbildung) der angesprochenen Personen sowie entsprechende Kommunikationsmassnahmen sichergestellt werden müssen.

In Bezug auf die aufgezählten Gruppen von Fachpersonen (z.B. SporttrainerInnen, vgl. dazu erläuternder Bericht S. 19), die neu meldepflichtig werden sollen, regt die Kommission an, dass diese nochmals überdacht werden. Diese Personen könnten von einer Meldepflicht ggf. überfordert sein und sie deshalb womöglich auch nicht erfüllen. Diese Personen wären zur Meldung verpflichtet, wenn sie nicht selber den betroffenen Kindern die nötige Hilfe zur Behebung der Gefährdung leisten können.

¹ Daniel Rosch, Melderechte, Melde- und Mitwirkungspflichten, Amtshilfe: die Zusammenarbeit mit der neuen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde, FamPra 2012, S. 1024.

In diesem Zusammenhang bleibt zudem ungeklärt, wie weit die Gefährdungsmeldung abzuwenden gilt. Es bleibt offen, wie viel Personen, die einen Missbrauchsverdacht haben - abgesehen von der Meldepflicht - zu unternehmen verpflichtet sind. In diesem Kontext stehen dann auch Fragen der Verantwortlichkeit und rechtlichen Folgen, wenn z.B. Personen eine Gefährdungsmeldung unterlassen.

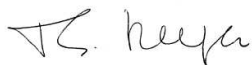
Mitwirkungspflichten und Amtshilfe (neu Art. 314e ZGB)

Inhaltlich neu ist lediglich Absatz 4 von Artikel 314e. Fachpersonen mit einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis, die gestützt auf Artikel 314c VE-ZGB eine Gefährdungsmeldung an die Kinderschutzbehörde erstatten, sollen berechtigt sein, bei der Abklärung des Sachverhalts mitzuwirken, ohne sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen.

Die EKFF begrüsst die Neuerung von Art. 314e Absatz 4 und dass im Vorentwurf für diese Fachpersonen bewusst nur eine Berechtigung und keine Verpflichtung zur Mitwirkung vorgesehen ist, so dass auch hier eine Interessensabwägung durch die betroffene berufsgeheimnistragende Person vorgenommen werden kann und sie entscheiden kann, welche Informationen weitergegeben werden sollen und welche nicht.

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Thérèse Meyer-Kaelin
Präsidentin EKFF



Viviane Marti
Co-Leitung wiss. Sekretariat EKFF



CH-3003 Bern, BSV

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EJPD
Bundesamt für Justiz BJ
Frau Judith Wyder
3003 Bern

Per E-Mail an: judith.wyder@bj.admin.ch

Unser Zeichen: 733.1/2006/20474 10.03.2014 Doknr: 8
Sachbearbeiter/in: Claudia Profos Frick / Prc
Bern, 19. März 2014

Stellungnahme der EKKJ zur Änderung des schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga,
sehr geehrte Frau Wyder

Gerne nehmen wir hiermit Stellung zur vorgesehenen Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches.

Allgemeine Beurteilung

Die EKKJ unterstützt grundsätzlich die mit der Vorlage vorgesehenen Erleichterungen der Melderechte, die Erweiterung der Meldepflichten und die Präzisierungen der Mitwirkungspflichten. Melderechte und Meldepflichten tragen zum Kinderschutz bei, indem sie Schutz und Hilfe dann zugänglich machen, wenn die Erziehungsverantwortlichen nicht selber für Abhilfe sorgen, bzw. nicht bereit oder nicht in der Lage sind, erforderliche Hilfen in Anspruch zu nehmen. Meldungen sind in diesen Fällen Voraussetzung dafür, dass die Kinderschutzbehörde den Sachverhalt wahrnehmen und hinsichtlich der Notwendigkeit behördlichen Eingreifens beurteilen kann.

Der EKKJ ist es aber ein Anliegen, dass die Subsidiarität gewährleistet ist, indem behördliches Eingreifen nur dann erfolgt, wenn andere Zugänge zu notwendigen Hilfen nicht möglich sind. Weiter ist es der EKKJ wichtig, dass allen Fachpersonen, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten, im Einzelfall Ermessensspielräume bleiben, um sorgfältig abzuwägen, ob sie Meldung erstatten oder ob es dem Kindeswohl mehr entspricht, ein bestehendes Vertrauensverhältnis zu wahren und (einstweilen) auf eine Meldung zu verzichten.

Melderechte (neu Art. 314c ZGB)

Die EKKJ begrüsst die vorgesehene Befreiung der dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen von der Auflage, sich für eine Meldung an die Kinderschutzbehörde von der vorgesetzten Behörde vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen. Damit wird gewährleistet, dass bei Risiko- und Gefährdungslagen von Kindern Fachpersonen die Kinderschutzbehörde sofort und ohne bürokratische Hindernisse benachrichtigen können. Dies ist ganz besonders dann wichtig, wenn unmittelbarer Schutz erforderlich ist. Ausserdem setzt die Bestimmung ein symbolisches Zeichen für den Vorrang des Schutzes gefährdeter Kinder vor den Interessen beteiligter Erwachsener.

Hingegen ist die Formulierung „dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte“ unzureichend als Voraussetzung für den Vorrang des Melderechts gegenüber dem Berufsgeheimnis. Für den unter Art. 314c Abs. 2 Ziffer 1 aufgeführten Personenkreis sollte als weiteres Kriterium hinzugefügt werden, dass zum Schutz des Kindeswohls das Handeln der Kinderschutzbehörde erforderlich erscheint. Dies ermöglicht bei der Beurteilung eine Bezugnahme auf eine konkrete Lösungsvorstellung, nämlich die des behördlichen Eingriffs. Ausserdem enthielte eine solche Formulierung implizit die Aufforderung, alternative Vorgehensweisen als diejenige der Gefährdungsmeldung an die Kinderschutzbehörde mit in Erwägung zu ziehen.

In Art. 314c Abs. 2 wird die Bezeichnung: „Personen, die einem (.....) Berufsgeheimnis unterstehen, als Sammelbegriff für die in Ziff. 1. und 2 bezeichneten Personen verwendet. Die in Art. 314c Abs. 2 Ziff. 2 angeführten „Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit“ sind jedoch nicht zwingend dem Berufsgeheimnis unterstellt. Daher wäre es richtig, in Abs. 2 den ersten Satz zu ergänzen: „...Personen, die (...) Berufsgeheimnis oder Amtsgeheimnis unterstehen.“

Antrag:

Neu Art. 314c Abs. 2 sei wie folgt zu ergänzen:

² *wenn davon auszugehen ist, dass zum Schutz des Kindeswohls behördliches Eingreifen erforderlich ist, sind folgende Personen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis oder dem Amtsgeheimnis unterstehen, zur Meldung berechtigt: [...].*

Meldepflichten (neu Art. 314d ZGB)

Die EKKJ unterstützt die Ausweitung der Meldepflicht für Fachpersonen aus den genannten Bereichen insofern, dass (im Gegensatz zu den aktuellen Gesetzesbestimmungen) nicht zwischen Fachpersonen in öffentlichen Ämtern und in privaten Institutionen unterschieden wird. Die Kommission spricht sich aber entschieden dafür aus, dass diese Meldepflicht weniger absolut gesetzt wird, sondern Ermessensspielräume offen hält. Für viele der nach der neuen Regelung meldepflichtigen Fachpersonen ist die Zusicherung und Wahrung eines Vertrauensverhältnisses mit den KlientInnen ein wichtiges Gelingenskriterium für Ihre Arbeit – eine Arbeit, die in der Regel gleichermassen wie die Tätigkeit der Kinderschutzbehörde auf das Kindeswohl ausgerichtet ist. Oft ist für KlientInnen der Verlass auf Verschwiegenheit Voraussetzung dafür, dass sie sich Fachpersonen anvertrauen. Dies gilt beispielsweise für Schulsozialarbeitende, JugendarbeiterInnen, SozialarbeiterInnen in Jugend- und Familienberatungsstellen, Fachpersonen in Erziehungsberatungsstellen, aber auch in öffentlichen Diensten tätige Psychologinnen und Psychologen (gemäss Art. 27 Bundesgesetz über die Psychologieberufe gilt für Psychologinnen und Psychologen das Berufsgeheimnis nur dann, wenn sie in eigener privater Praxis tätig sind) und für Lehrpersonen. Eine zu absolut verstandene Meldepflicht für diese Fachpersonen würde deren präventiv ausgerichtete, auf die Motivationslagen der Klientel aufbauende Arbeit erheblich beeinträchtigen. KlientInnen würden sich nur mehr zurückhaltend an diese Stellen oder Personen wenden, wenn sie eine „Meldung“ zu befürchten hätten. Zugänge zu früh einsetzenden, niederschweligen „massgeschneiderten“ Leistungen im Modus der Vereinbarung oder als Antwort auf aktive Nachfragen würden damit strukturell erschwert (Schnurr 2013¹). Daher sollten auch die nicht dem Berufsgeheimnis unterstellten Fachpersonen der Kinder- und Jugendhilfe die Möglichkeit haben, im Einzelfall Güterabwägungen zwischen verschiedenen Vorgehensweisen vorzunehmen. Dabei geht es nicht nur um das Abwägen zwischen der Wahrung der Vertrauenssphäre in der Bezie-

hung mit den Klientinnen und Klienten versus einer Meldung an die Kinderschutzbehörde, sondern auch um dasjenige zwischen dem Versuch, im Rahmen der eigenen Tätigkeit, in Vereinbarung mit den KlientInnen und in Kooperation mit anderen Fachpersonen die wahrgenommenen Probleme anzugehen, oder aber durch Meldung an die Kinderschutzbehörde ein Verfahren im Anordnungskontext einzuleiten. Entscheidungsspielräume bezüglich „Gefährdungsmeldungen“ müssen auch gewährleistet sein, weil in sehr vielen Fällen „Gefährdung“ nicht eindeutig feststellbar ist, sondern lediglich entsprechende Hinweise vorliegen. Im Zeitpunkt, in dem sich die Frage einer allfälligen „Gefährdungsmeldung“ stellt, lässt sich meist noch nicht voraussagen, inwieweit sich die Gefährdung durch das Handeln der Fachpersonen beseitigen lassen wird. Aufgrund dieser Überlegungen dürfen die in Art. 314c Abs. 1, Ziff. 1 aufgeführten Fachpersonen auch keinen Haftungsrisiken (wie im erläuternden Bericht, S. 20, angeführt) ausgesetzt werden.

Eine absolute Meldepflicht für Fachpersonen würde unterstellen, dass behördliche Zugänge per se die „richtige“ Vorgehensweise im Kinderschutz darstellen. Hilfe- und Schutz-Zugänge über behördliche Anordnung sind aber nicht a priori besser als mit den KlientInnen vereinbarte Lösungsversuche. So haben etwa Voll et al. (2008¹¹) mit ihrer Studie aufgezeigt, dass viele angeordnete Massnahmen nur wenig Wirkung im Sinne angestrebter Problemlösungen zeigten.

Fehler im Kinderschutz sind nur ganz selten darauf zurückzuführen, dass Fachpersonen problematische Zustände nicht oder zu spät melden. Viel öfters versagt der Kinderschutz, weil Versorgungsmängel von Kindern unterschätzt oder zu spät erkannt werden, dass erforderliche Kooperationen nicht gelingen, dass Mitarbeitenden von Fachdiensten die notwendige Zeit fehlt, um Anzeichen von Gefährdung sorgfältig nachzugehen, oder dass notwendige Hilfeleistungen nicht verfügbar sind.

Das Kriterium für die in Neu Art. 314c Abs. 1, Ziff. 1 bezeichneten meldepflichtigen Fachpersonen, dass diese Personen „regelmässig“ Kontakt mit Kindern haben, soll ergänzt werden mit der Zusatzbedingung, dass es sich dabei um berufliche Kontakte handelt. Die Meldepflicht dieser Fachpersonen soll sich damit auf den beruflichen Handlungskontext beschränken und die betreffenden Personen in ihrer Privatsphäre nicht verpflichten.

Anträge:

Neu Art. 314c Abs. 2 sei wie folgt zu ändern:

¹ *Zur Meldung verpflichtet sind folgende Personen, die keinem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte und dass zur Behebung der Gefährdung behördliches Eingreifen erforderlich ist.*

Auch Personen, die nicht dem nach dem Strafgesetz geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, und zu denen Kinder und/oder Eltern ein schützenswertes Vertrauensverhältnis aufbauen, sollen nicht in jedem Fall zu einer Meldung verpflichtet sein. Sie müssen eine Güterabwägung vornehmen können. Eine allfällige Haftbarkeit soll nicht mit den Folgen von Nichtmeldung, sondern gegebenenfalls mit nicht erfolgter Güterabwägung begründet werden können.

Neu Art. 314c Abs. 2 Ziff. 1 sei wie folgt zu ändern:

1. *Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die regelmässig beruflichen Kontakt zu Kindern haben;*

Mitwirkungspflichten und Amtshilfe (neu Art. 314e ZGB)

Die EKKJ begrüsst grundsätzlich die Klärung der Mitwirkungspflichten. Das Trägerinnen und Träger des Berufsgeheimnisses, welche der Kinderschutzbehörde Meldung erstattet haben, ohne weitere Auflagen zur Mitwirkung an Kinderschutzverfahren berechtigt sind, folgt der Logik der in Art. 314c, Abs. 2 festgelegten Melderechte. Unverständlich ist hingegen die in Art. 314e Abs. 2 enthaltene Vorgabe, dass sich die (mit den in Art. 314c Abs. 1 aufgeführten praktisch identischen) Berufsgeheimnis-

träger für die Mitwirkung im Kindesschutzverfahren vom Berufsgeheimnis entbinden lassen müssen. Damit wird die Logik von 314c, Abs. 2 wieder verlassen, ohne dass sich die Gründe dafür erschliessen. Es wäre konsequent, dass auch hier die Berufsgeheimnisträger selbst – also ohne sich entbinden lassen zu müssen – nach den in dieser Vernehmlassungsantwort zu 314c Abs. 2 aufgeführten Kriterien - die Entscheidung für oder gegen eine Mitwirkung im Verfahren treffen könnten.

Anträge:

Neu Art. 314e Abs. 2 ZGB ist so zu formulieren, dass für die aufgeführten Berufsgeheimnisträger die Voraussetzung der Entbindung vom Berufsgeheimnis zur Mitwirkung bei Sachverhaltsabklärungen im Kindesschutzverfahren entfällt. Diese Fachpersonen sollen in eigener Güterabwägung für oder gegen ihre Mitwirkung entscheiden können.

Strafgesetzbuch Art. 364 StGB

Die neue Bestimmung nach Art. 364 StGB verpflichtet die an das Amtsgeheimnis gebundenen Personen, festgestellte strafbare Handlungen gegen minderjährige Personen der Kindesschutzbehörde mitzuteilen. Dies ist unbestrittenermassen dann angemessen, wenn es sich um Delikte gegen Leib und Leben oder gegen die sexuelle Integrität handelt. Die neue Bestimmung enthält aber keine Einschränkungen. Das würde bedeuten, dass Amtspersonen auch alle Bagatelldelikte der Kindesschutzbehörde melden müssten. Dies wäre aus Sicht der EKKJ unverhältnismässig.

Antrag

Die Meldepflicht für Amtspersonen nach Artikel 364 StGB ist auf Delikte mit erheblichen Auswirkungen auf das Kindeswohl – etwa Delikte gegen Leib und Leben oder gegen die sexuelle Integrität – zu beschränken.

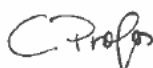
Wir danken Ihnen für Ihr Interesse an unserer Stellungnahme und hoffen, dass unsere Anregungen und Anliegen Berücksichtigung finden.

Mit freundlichen Grüssen

Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen EKKJ



Pierre Maudet
Präsident



Claudia Profos
Co-Leiterin des Sekretariats

ⁱ Schnurr, Stefan: Wo steht die Kinder- und Jugendhilfe in der Schweiz; Referat bei famwiss, Basel, 5.12.2013

ⁱⁱ Voll, Peter; et al.: Zivilrechtlicher Kindesschutz: Akteure, Prozesse, Strukturen; eine empirische –Studie mit Kommentaren aus der Praxis, Luzern 2008

An das
Eidgenössische Justiz- und
Polizeidepartement

Elektronische Einreichung

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz) Stellungnahme des ErgotherapeutInnen-Verbandes Schweiz EVS

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zur Änderung des ZGB betreffend Kindesschutz Stellung zu nehmen. Der ErgotherapeutInnen-Verband Schweiz ist der einzige nationale Berufsverband der ErgotherapeutInnen.

Die Problematik der Gewalt gegen Kinder und die Frage des Umganges mit Verdacht darauf betrifft die im EVS organisierten Berufsleute direkt. Ein verbesserter und rechtzeitiger Schutz der betroffenen Kinder ist uns ein wichtiges Anliegen.

Der EVS begrüsst und unterstützt die beiden Schwerpunkte der Vorlage:

1. grundsätzlich soll der Kreis der Personen, die der *Meldepflicht* bei Verdacht auf Kindsmisshandlung oder –missbrauch unterstehen im Sinne eines verstärkten Kindesschutzes erweitert werden;
2. die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, werden vom erwähnten Grundsatz ausgenommen und erhalten stattdessen ein *Melderecht*, aus Rücksicht auf die das Berufsgeheimnis begründende Vertrauensbeziehung.

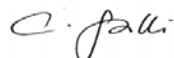
Wie Sie im Bericht festhalten, könnte sich eine Meldepflicht im Verdachtsfall bei Berufen, welche der beruflichen Schweigepflicht unterstehen, im schlimmsten Fall kontraproduktiv auswirken, indem sie das Vertrauen des Opfers, dessen Angehörigen bzw. u.U. der Täter gegenüber den Fachpersonen untergraben würde.

Deshalb kann die adäquate und berufsethisch „richtige“ Reaktion beim Verdacht auf Misshandlung oder Missbrauch nicht in jedem Fall pauschal in einer Meldung an die Kindesschutzbehörde bestehen.

Die in der Vorlage gewählte Lösung eines *Melderechts* für Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, schafft im Einzelfall Raum für eine sorgfältige Interessensabwägung der nicht selten konfligierenden Bedürfnisse und Ziele. Wir unterstützen daher, dass die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, ein Melderecht erhalten und nicht der Meldepflicht unterstellt sind und gehen davon aus, dass hier auch die ErgotherapeutInnen dazu gehören.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und verbleiben

Mit freundlichen Grüssen



Claudia Galli
Präsidentin

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EJPD
Bundesamt für Justiz
Frau Judith Wyder
3003 Bern

Fachhochschule Nordwestschweiz
Hochschule für Soziale Arbeit
Institut Kinder- und Jugendhilfe

Prof. Dr. Stefan Schnurr
Institutsleiter
Thiersteinallee 57
4053 Basel
stefan.schnurr@fhnw.ch

Per Mail an
judith.wyder@bj.admin.ch

Basel, den 31.03.2014

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga,
sehr geehrte Frau Wyder

Ich bedanke mich für die Gelegenheit, den Vorentwurf der vorgesehenen Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz / Melderechte und Meldepflichten) kommentieren zu bedürfen und nehme dazu gerne Stellung.

Im ersten Teil referiere ich Wissensgrundlagen, die ich zur Urteilsbildung herangezogen habe. Im zweiten Teil kommentiere ich den Vorentwurf.

1. Meldepflichten im Kindesschutz

In den 1960er Jahren haben innerhalb von nur drei Jahren 50 Staaten der USA kindeschutzbezogene Meldepflichten eingeführt. Seitdem sind zahlreiche Länder auf allen Kontinenten diesem Beispiel gefolgt. Meldepflichten bestehen unter anderem in Australien, Canada, Dänemark, Israel, Finnland, Norwegen, Polen, Schweden (Gilbert/Parton/Skivenes 2011; Pietrantonio et al. 2013). Diese Meldepflichten sind allerdings keineswegs gleich. Sie unterscheiden sich vor allem hinsichtlich

- der *Anlässe* (Schwellenwerte), die zu einer Meldung verpflichten und
- der *Personenkreise*, die zu einer Meldung verpflichtet sind.

In Dänemark verpflichtet das entsprechende Gesetz zu einer Meldung, wenn ein *offensichtliches Risiko* besteht („obvious risk“), dass ein Kind einer *erheblichen Schädigung* bzw. *erheblichem Leid* („significant harm“) ausgesetzt ist und erläutert die Anlässe durch Explikation verschiedener Kategorien von Schädigung bzw. Leid (Hestbaek 2011, S. 141).

In Finnland bspw. verpflichtet das Kinder- und Jugendhilfegesetz Fachpersonen zu einer Meldung, wenn die Annahme begründet ist, dass ein *Bedarf für eine vertiefte Abklärung* der Situation eines jungen Menschen besteht (Pösö 2011, S. 117).

Einige Länder verzichten auf eine Meldepflicht. Dazu zählen unter anderem das Vereinigte Königreich, Deutschland, die Niederlande und Neuseeland – Länder, die zweifellos Kinderschutzsysteme mit einem hohen Grad an Institutionalisierung, Verrechtlichung und Professionalisierung aufweisen. Teilweise haben diese Länder Gesetze geschaffen, die Fachpersonen, die in der Kinder- und Jugendhilfe tätig sind, einen erhöhten Schutzauftrag zuweisen. Deutschland hat 2005 das Kinder- und Jugendhilfegesetz (SGB VIII) durch eine Artikel erweitert, der Jugendämter darauf verpflichtet, bei gewichtigen Anhaltspunkten für das Vorliegen einer Kindeswohlgefährdung, das Gefährdungsrisiko im Zusammenwirken mehrere Fachkräfte abzuschätzen. Fachpersonen, die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe erbringen, wurden durch diese Änderung neu ebenfalls dazu verpflichtet unter Einbezug einer „insoweit erfahrenen Fachkraft“ das Gefährdungsrisiko einschätzen, Hilfen anbieten und „falls die angenommenen Hilfen nicht ausreichend erscheinen“ das Jugendamt zu informieren (Art. 8a SGB VIII) (Wolff/Biesel/Heinitz 2011, S. 184).

In den Niederlanden besteht seit 2006 ein „Reporting Code“, der Fachpersonen, die mit beruflich mit Kindern in Kontakt kommen Anweisungen gibt, *wie* und *an wen* sie (freiwillig) Verdachtsfälle melden können (Knijn/Nijnatten 2011, S. 234).

Contra Meldepflicht ...

In der *wissenschaftlichen* Fachdiskussion ist die Meldepflicht umstritten. Positionen, die Meldepflichten vorwiegend kritisch betrachten und/oder deren Ablehnung begründen, stützen sich vor allem auf folgende Argumente (Drake/Jonson-Reid 2007; Melton 2005):

- Meldepflichten lenken die Aufmerksamkeit der für den Kinderschutz zuständigen Fachpersonen, Fachstellen und Behörden von den vielfältigen und breiten *Bedürfnissen* und *Bedarfen* von Kindern, Jugendlichen und Familien ab und leisten einer Fokussierung auf die kriminalisierten Tatbestände der Misshandlung Vorschub.
- Meldepflichten tragen dazu bei, dass Kinderschutz primär als ein investigatives und nicht als ein unterstützendes Teilsystem der Kinder- und Jugendhilfe wahrgenommen wird. Sie unterstützen ein öffentliches Image der für Kinder, Jugendliche und Familien zuständigen Fachdienste und Behörden, die Personen mit Unterstützungsbedarf davon abhalten, in Krisen rechtzeitig selbst um Hilfe und Unterstützung nachzufragen.
- Meldepflichten erhöhen die Raten von Meldungen, von denen sich ein erheblicher Teil als unbegründet erweist. Damit lenken sie grosse Anteile der insgesamt für den Kinderschutz bzw. Kinder- und Jugendhilfe bereitgestellten Mittel in die Abklärungsaufgaben: diese Mittel stehen dann für Hilfen und Leistungen nicht mehr zur Verfügung.

Diese Gesichtspunkte sind ernst zu nehmen und bei der Einführung einer Meldepflicht zu berücksichtigen. Unerwünschte Effekte wie sie oben benannt sind, sollten bedacht und in der konkreten Ausgestaltung einer Meldepflicht kontrolliert werden.

Eine Gruppe von Kinderschutzeexpertinnen und –experten, die im Auftrag des *Schweizerischen Fonds für Kinderschutzprojekte* die Kinderschutzsysteme der Länder Australien, Deutschland, Schweden und Vereinigtes Königreich auf „good practice“ hin untersucht und verglichen hat, um Schlussfolgerungen für die Weiterentwicklung des Kinderschutzes in der Schweiz abzuleiten, kommt ebenfalls zu einer kritisch zurückhaltenden Haltung gegenüber einer allgemeinen Meldepflicht in der Schweiz:

„Es gibt Arrangements in diese Richtung (d.i. allgemeine Meldepflichten, St. Sch.) in den untersuchten Ländern, allerdings ist kein bevorzugtes Modell feststellbar. (...) In Systemen, in denen Kinderschutzfälle aufgrund eines Kindesmisshandlungsverdachts eröffnet werden, d.h. Staaten mit breit gefassten, pauschalen Meldepflichtgesetzen sehen sich mit Gefährdungsmeldungen anderer Fachleute überschwemmt. Dies ist hauptsächlich darauf zurückzuführen, dass diese Fachleute übersensibilisiert auf mögliche Risiken reagieren und bloss keinen Verdachtsmoment einer möglichen Kindesmisshandlung ungemeldet lassen wollen, da ihnen dies später eventuell Schwierigkeiten bereiten könnte, falls sich bei einer späteren Untersuchung eines Kindesmisshandlungsfalles herausstellen sollte, dass die zuständige Fachperson die nötige Information nicht früher weitergeleitet hat“ (Kinderschutzprojekte 2012, S. 89 f.).

Die Autorinnen/Autoren dieses Berichtes treten mit Blick auf die Schweiz ausdrücklich dafür ein, von der Einführung einer Meldepflicht abzusehen. Alternativ plädieren sie für eine Steigerung der Kompetenz der Fachpersonen durch Aus- und Weiterbildung und für die Entwicklung eines Kontinuums an Diensten und Hilfen für Kinder, Jugendliche und Familien (Kinderschutzprojekte 2012, S. 90; 94 ff.). Dass in einigen Kantonen Meldepflichten unterschiedlichen Zuschnitts bestehen, wird in diesem Bericht allerdings nicht explizit diskutiert.

... und Pro Meldepflicht

Ein wichtiger Anhaltspunkt für die Beurteilung von Meldepflichten im Kinderschutz sind die Raten dokumentierter und erwiesener Fälle von Kindesmisshandlung und –vernachlässigung in Ländern *mit* und *ohne* Meldepflicht. Matthews & Bross (2008) diskutieren Statistiken und Studien, welche aufzeigen, dass bspw. in England (2005/2006) und in Western Australia (2004/05) – das sind Rechtsgebiete *ohne* Meldepflicht – die Raten bei 2.4 resp. 2.3 pro 1'000 Kinder lagen, während sie in Ländern mit bestehender Meldepflicht bei 11.9 (USA / Bezugsjahr 2004) und Canada 13.89 (Bezugsjahr 2003) lagen; in Bundesländern Australiens *mit* Meldepflicht schwankten die Raten zwischen 4.5 und 14.1 (Bezugsjahre 2004/05) (siehe Mathews/Bross 2008, S. 512). Diese Zahlen weisen darauf hin, dass in Rechtsgebieten mit bestehender Meldepflicht die Chancen für das Bekanntwerden von Fällen von Kindesmisshandlung und Vernachlässigung höher sind (ebd.). Allerdings befinden sich in der Vergleichsgruppe der Länder ohne Meldepflicht ausschliesslich Länder mit einem investigativ ausgerichteten Kinderschutz; Länder, die auf eine Meldepflicht verzichten und gleichzeitig ein eher familienorientiertes oder kindzentriertes Kinderschutzsystem mit breiter Verantwortung für die Belange von Kindern und Erziehenden aufweisen (Betonung von Kinderrechten, niederschwellige Zugänge zu Leistungen; ein differenziertes und breit zugängliches Leistungsangebot, welches präventive und intervenierende Leistungen bereithält; Unterstützung von Erziehenden), fehlen in dieser Vergleichsgruppe.

Diskussion

Nach gegenwärtigem Stand der Diskussion kann die Frage, ob die Einführung einer Meldepflicht die Sicherheit und das Wohlergehen von Kindern in einem Rechtsgebiet signifikant erhöht, nicht pauschal und eindeutig beantwortet werden. Sie ist grundsätzlich vor dem Hintergrund der jeweils historisch gewachsenen Formen der Institutionalisierung der Kinder- und Jugendhilfe bzw. des Kinderschutzes, der Rechtsgrundlagen, der Muster der Verteilung von Zuständig-

keiten, der in den zuständigen Behörden und Diensten vorhandenen Qualifikationen, Kompetenzen und etablierten Verfahren usw. zu beurteilen. Als weitere wichtige Anhaltspunkte sind zu nennen: die in einem Rechtsgebiet dokumentierte Prävalenz von Kindesmisshandlung und Vernachlässigung, Statistiken zur Zahl eingehender Gefährdungsmeldungen pro Jahr, zu den meldenden Personen (Professionelle vs. Laien; welche Professionen?), statistische Aussagen dazu, wie viele der insgesamt gemeldeten Fälle sich als begründet erweisen und schliesslich Informationen zu den Antworten, die das System auf Misshandlung und Vernachlässigung – und auf weniger schwerwiegende Bedarfskonstellationen – bereit hält und zu deren Wirksamkeit.

Die Datenlage zu den angesprochenen Sachverhalten und der Stand der Forschung zur Kinder- und Jugendhilfe und zum Kinderschutz in der Schweiz (Piller/Schnurr 2013) erschweren eine gründliche und seriöse Diskussion erheblich. Eine Abschätzung der Folgen, die sich aus der Einführung einer allgemeinen Meldepflicht unter den gegebenen Umständen ergeben, ist nur eingeschränkt möglich. Gleichwohl wäre sie dringend geboten. Empfehlenswert wäre es, wenn vor Einführung einer allgemeinen Meldepflicht die Erfahrungen mit unterschiedlich konzipierten und umgesetzten Meldepflichten in verschiedenen Kantonen untersucht würden.

Zwischenfazit

Generell lässt sich argumentieren, dass die Leistungsfähigkeit eines Kinderschutzesystems sich an der Frage entscheidet, welche Antworten ein System auf bekannt gewordene Bedarfslagen oberhalb *und* unterhalb der Schwelle signifikanter Schäden für Kinder und Jugendliche bereit hält und zugänglich machen kann (Bundesrat 2012), und nicht an der Frage, ob eine Meldepflicht existiert, oder nicht. Die Meldepflicht ist eine unter verschiedenen Möglichkeiten bzw. Strategien zu Steigerung der Chancen, dass ein sich bereits manifestierendes Misshandlungsgeschehen bekannt wird und betroffene Kinder geschützt werden. Vieles spricht dafür, dass ein breit aufgestelltes, in der Bevölkerung bekanntes und anerkanntes System von Fachdiensten und Fachbehörden sowie ein Kontinuum von Leistungen sehr viel dazu beitragen kann, dass Krisen und Unterversorgungslagen frühzeitig erkannt werden und das Vorkommen von Misshandlung und Vernachlässigung gesenkt werden kann.

2. Einschätzung des Vorentwurfes

Gegenwärtig bestehen kantonal unterschiedliche Regelungen zu Meldepflichten bei Kindeswohlgefährdungen. Meldepflichten berühren grundsätzlich Fragen der Aufrechterhaltung von Vertrauensbeziehungen zwischen Fachpersonen in helfenden Professionen/Berufen und ihren hilfesuchenden Klientinnen/Klienten sowie Fragen der Wahrung von Berufs- und Amtsheimnissen. Eine Vielfalt unterschiedlicher Meldepflichten in Kombination mit unterschiedlichen oder fehlenden Regelungen zur Vertraulichkeit bzw. zum Umgang mit Berufs- und Amtsheimnissen ist ungünstig.

Vor diesem Hintergrund kann festgehalten werden:

- Im Interesse der Rechtssicherheit und der praktischen Umsetzung der Zwecke des zivilrechtlichen Kinderschutzes ist es geboten und zu unterstützen, dass (in den Kantonen) geltende Meldepflichten im Falle von vermuteten Kindeswohlgefährdungen harmonisiert werden, geltende Normen klar ersichtlich sind und diese so ausgestaltet sind, dass sie in der Praxis kohärent umgesetzt werden können.

- Desgleichen ist es im Interesse der Rechtssicherheit und der praktischen Umsetzung der Zwecke des zivilrechtlichen Kindesschutzes geboten und zu unterstützen, dass Fachpersonen, die einem Berufs- oder Amtsgeheimnis unterstehen, einen durch das Recht abgesicherten Ermessens- und Handlungsspielraum haben und auf einen konkreten Fall bezogen abwägen können, ob eine Meldung an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde der Sicherheit und dem Wohl eines Kindes eher dienlich ist, oder diese eher gefährdet.
- Eine Klärung der Umstände, unter denen Träger/innen von Berufs- und Amtsgeheimnissen von Verschwiegenheitspflichten entbunden sind, ist im Interesse der Steigerung der Sicherheit von Kindern und Jugendlichen sinnvoll.
- Hinsichtlich der Umsetzung dieser Zielsetzungen zeigt der Vorentwurf an verschiedenen Stellen Verbesserungspotenziale.
- Insgesamt erscheinen die Anlässe, die im Vorentwurf als Schwellenwerte für das Vorliegen einer Pflicht zur Meldung fixiert werden, auch im internationalen Vergleich als zu niedrig.
- Es muss dringend bedacht und sorgfältig geprüft werden, ob die Ausstattung der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden und der verschiedenen Dienste, die Abklärungen von Gefährdungsmeldungen im Auftrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden durchführen, für eine allgemeine Meldepflicht in quantitativer und qualitativer Hinsicht ausreichen.
- Es muss berücksichtigt werden, dass der Zuschnitt (Ausformulierung) einer Meldepflicht die Zahl unbegründeter Meldungen mitsteuert.

Zu den Artikeln des Vorentwurfes

Ad Art 314c Abs 1

Die in Art 314c eingeführte Anlassschwelle ist zu niedrig angesetzt. Die „begründete Annahme (...), dass das Wohl eines Kindes gefährdet sei könnte“ eröffnet dem Spekulativen einen viel zu weiten Raum. Mindestens wäre zu formulieren „jede Person kann der Kindesschutzbehörde Meldung erstatten, wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme hat, dass das Wohl eines Kindes *erheblich* gefährdet ist.“

Ad Art 314c Abs 2

Der Anlass für die Befreiung von Fachpersonen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, ist zu niedrig angesetzt. Sie wäre mindestens analog der Änderungsvorschläge zu Abs 1 zu erhöhen.

Ad Art. 314d

Die Anlassschwelle für die Meldepflicht ist zu niedrig angesetzt. Die Kopplung der Pflicht an eine doppelte Annahme (dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte *und* die Fachperson annimmt, dass sie im Rahmen ihrer Tätigkeit keine Abhilfe schaffen kann) weitet die Pflicht zur Meldung viel zu weit aus. Sie legt die Überlegung nahe, dass es im Interesse der Fachperson liege, lieber zu melden, um Schaden von sich selbst abzuwenden, als sich für die Sicherheit ei-

nes Kindes zu engagieren. Insbesondere ist eine Kopplung der Pflicht an das antizipierte Scheitern der eigenen Bemühungen problematisch, da in pädagogischen Berufen und erst recht im Kinderschutz grundsätzlich mit dem Scheitern der eigenen Bemühungen zu rechnen ist. Es ist geradezu ein Merkmal von Professionalität, damit zu rechnen, dass eine Intervention auch scheitern kann; ein Grund zur Annahme, dass man im Rahmen der eigenen Tätigkeit keine Abhilfe schaffen kann, beschreibt insofern die Normalität. Der Wortlaut begünstigt daher eine Kultur der Verantwortungsdelegation und dient damit gerade nicht der Steigerung der Sicherheit und des Wohlergehens von Kindern und Jugendlichen.

Besser wäre es, das Gesetz würde die Meldepflicht an die Voraussetzung knüpfen, dass *gewichtige Gründe* für die Annahme sprechen, dass das Wohl eines Kindes *erheblich gefährdet* und eine *Gefährdungsabklärung erforderlich* ist. Weiter wäre es sinnvoll, wenn das Gesetz typische Ausprägungen und Formen erheblicher Gefährdungen explizit benennen würde, aus denen ersichtlich wird, dass es bei um körperliche, sexuelle und emotionale Misshandlung sowie um Vernachlässigung geht. Dies dient erstens der Rechtssicherheit (Perspektive der von der Meldepflicht Betroffenen und Perspektive der von einer Meldung betroffenen Erziehenden), wirkt zweitens als Filter und Wegweiser für Meldungen (Unterscheidung zwischen Hinweisen, die von vornherein besser an Fachstellen / Fachdienste der Kinder- und Jugendhilfe gehen und Meldungen, die besser an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden gehen) und sorgt drittens dafür, dass eine Fehllenkung von Ressourcen (im Verhältnis Abklärungen vs. Leistungen) vermieden werden.

Das im erläuternden Bericht vorgestellte Beispiel von Eltern mit einer Suchterkrankung ohne Kenntnis der „Gesundheitssituation des betroffenen Kindes“ (S. 17) geht als Anlass für eine Pflicht zur Meldung an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde entschieden zu weit. Aus fachlicher Perspektive handelt es um einen Anlass für ein aufmerksames Beobachten und ein Gespräch zwischen einer Fachperson und den Eltern. Gerade mit Blick auf die im schweizerischen Kinder- und Jugendhilfesystem bestehenden Muster der Arbeits- und Aufgabenteilung zwischen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden und anderen Fachstellen mit öffentlichem Auftrag zur Gewährleistung des Schutzes und der Förderung von Kindern und Jugendlichen (Fachstellen der Kinder- und Jugendhilfe, Beratungsstellen, Schulsozialarbeit, Schulpsychologische Dienste usw.), erscheint die Einführung einer allgemeinen Meldepflicht mit einer derart exzeptionell niedrig angesetzten Anlässchwelle systemfremd, wenn nicht systemsprengend. Eine allgemeine Meldepflicht dieses Zuschnitts konterkariert nicht nur den Grundsatz der Subsidiarität (angebotene bzw. freiwillig in Anspruch genommene Hilfe hat Vorrang vor angeordneter Hilfe und weiterer behördlicher Einschränkung von Elternrechten). Eine Verabschiedung des Gesetzes in der Fassung des Vorentwurfes könnte in der Tat dazu führen, dass Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden mit Meldungen überschwemmt werden.

Vorschlag: Im Interesse einer Verbesserung des Schutzes von Kindern wäre es zielführend, wenn das Gesetz die Schwelle zur Meldung an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde deutlich höher ansetzen und die Anlässe klarer explizieren würde. Weiter wäre es sinnvoll, wenn das Gesetz (etwa nach Vorbild des Art 8a des deutschen Kinder- und Jugendhilfegesetzes) flankierend einen Schutzauftrag für Fachpersonen, die beruflich mit Kindern und Jugendlichen zu tun haben, statuieren würde, diesen aber – eindeutiger als im Vorentwurf – auf die Sphäre des Berufs eingrenzen würde.

Art 443 Abs 2

Aus dem oben Ausgeführten folgt, dass - mit Blick auf den Kinderschutz – die Voraussetzung für eine Verpflichtung zur Meldung zu vage bleibt und zu niedrig angesetzt ist. Ich befürworte eine Lösung, die die sinngemässe Geltung dieser Bestimmung für den Kinderschutz zugunsten von spezifisch für den Kinderschutz ausgestalteten Melderechten und –pflichten (bspw. im Abschnitt C. Kinderschutz [Art. 307-]) aufhebt.

Ich würde mich freuen, wenn diese Ausführungen der Sache dienen. Für Rückfragen stehe ich Ihnen sehr gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stefan Schnurr', with a long horizontal flourish extending to the right.

Prof. Dr. Stefan Schnurr

Literatur

- Bundesrat (2012). Gewalt und Vernachlässigung in der Familie: notwendige Massnahmen im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe und der staatlichen Sanktionierung. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats Fehr (07.3725) vom 5. Oktober 2007. Bern: Schweizerische Eidgenossenschaft. URL: <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/27305.pdf>.
- Drake, Brett/Jonson-Reid, Melissa (2007). A response to Melton based on the best available data. In: *Child Abuse & Neglect*. 31. Jg. (4). S. 343-360. URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213407000671>. <http://dx.doi.org/10.1016/j.chiabu.2006.08.009>.
- Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (2011) (Hg.). *Child Protection Systems. International Trends and Orientations*. New York: Oxford University Press.
- Hestbaek, Anne-Dorthe (2011). Denmark: A Child Welfare System under Reframing. In: Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (Hg.). *Child Protection Systems*. New York: Oxford University Press. S. 131-153.
- Kinderschutzprojekte, Schweizerischer Fonds für (2012). *Kinderschuttsysteme: Ein internationaler Vergleich der "Good Practice" aus fünf Ländern (Australien, Deutschland, Finnland, Schweden und Vereinigtes Königreich) mit Schlussfolgerungen für die Schweiz*. Zürich: Schweizerischer Fonds für Kinderschutzprojekte. URL: http://kinderschutzfonds.ch/wp-content/uploads/Bericht_Nett_DE.pdf.
- Knijjn, Trudie/Nijnatten, Carolus van (2011). *Child Welfare in the Netherlands: Between Privacy and Protection*. In: Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (Hg.). *Child Protection Systems. International Trends and Orientations*. New York: Oxford University Press. S. 223-240.
- Mathews, Ben/Bross, Donald C. (2008). Mandated reporting is still a policy with reason: Empirical evidence and philosophical grounds. In: *Child Abuse & Neglect*. 32. Jg. (5). S. 511-516. URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213408000549>. <http://dx.doi.org/10.1016/j.chiabu.2007.06.010>.
- Melton, Gary B. (2005). Mandated reporting: a policy without reason. In: *Child Abuse & Neglect*. 29. Jg. (1). S. 9-18. URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213404002789>. <http://dx.doi.org/10.1016/j.chiabu.2004.05.005>.
- Pietrantonio, Anna Marie/Wright, Elise/Gibson, Kathleen N./Alldred, Tracy/Jacobson, Dustin/Niec, Anne (2013). Mandatory reporting of child abuse and neglect: Crafting a positive process for health professionals and caregivers. In: *Child Abuse & Neglect*. 37. Jg. (2-3). S. 102-109. URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213412002670>. <http://dx.doi.org/10.1016/j.chiabu.2012.12.007>.
- Piller, Edith Maud/Schnurr, Stefan (2013). *Kinder- und Jugendhilfe in der Schweiz - Forschung und Diskurse*. Wiesbaden: Springer VS.
- Pösö, Tarja (2011). *Combatting Child Abuse in Finland: From Family Orientation to Child Centered Orientation*. In: Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (Hg.). *Child Protection Systems. International Trends and Orientations*. New York: Oxford University Press. S. 112-130.
- Wolff, Reinhart/Biesel, Kay/Heinitz, Stefan (2011). *Child Protection in an Age of Uncertainty: Germany's Responses*. In: Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (Hg.). *Child Protection Systems*. Oxford: Oxford University Press. S. 183-203.

Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Vorsteherin EJPD
3003 Bern

judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 18. März 2014

FMH-Stellungnahme zur Vernehmlassung Änderung des Zivilgesetzbuches: Kinderschutz

Sehr geehrter Frau Bundesrätin

Die FMH dankt für den Einbezug in das Vernehmlassungsverfahren. Der FMH-Zentralvorstand nimmt nach Konsultation der besonders involvierten Fachgesellschaften wie folgt Stellung:

Personen unter Berufsgeheimnis, insbesondere Ärzteschaft

Die FMH begrüsst ein gesetzliches *Melderecht*, das die heute je nach Kanton unterschiedliche Rechtslage im Kinderschutz einheitlich regelt. Begrüsst wird insbesondere die Ausdehnung des Melderechts auf Gefährdungssituationen, d.h. bevor eine strafbare Handlung¹ vorgefallen ist. Abzusehen ist hingegen von einer *Meldepflicht*, weil diese sich oft kontraproduktiv auswirken kann. Eine Meldepflicht führt zu einer Aushöhlung des Berufsgeheimnisses und damit zur Untergrabung jenes Vertrauensverhältnisses, das für die Ausübung des Berufs und für die niederschwellige Zugänglichkeit des Behandlungsangebots für die Patienten unabdingbar ist. Die Chancen und Risiken einer Meldung und der beste Meldezeitpunkt müssen sorgfältig abgewogen werden. Dabei spielen auch Faktoren wie Verfahrensdauer und Beweisfragen eine Rolle (steht am Ende Aussage gegen Aussage und droht eine Re-Traumatisierung des Kindes?). Wichtig ist auch eine niederschwellige Zusammenarbeit der Fachpersonen, die beruflich mit Kindern arbeiten, mit den spezialisierten Opferhilfestellen.

Aus denselben Gründen ist die bisher im ZGB verankerte *Mitwirkungspflicht* für Ärztinnen und Ärzte im Kinderschutzverfahren kontraproduktiv. Die Gesundheitsberufe sollen bezüglich Mitwirkung am Verfahren den Geistlichen, Rechtsanwälten, Verteidigerinnen und Verteidigern, Mediatorinnen und

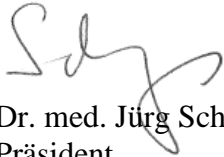
¹ Geltender Art. 364 Strafgesetzbuch

Mediatoren sowie Beiständen gleichgestellt werden. Gefährdete Kinder müssen sich mit demselben Vertrauen an den Anwalt und an die Ärztin wenden können.

Die FMH dankt für die Berücksichtigung ihrer Anliegen.

Mit freundlichen Grüßen

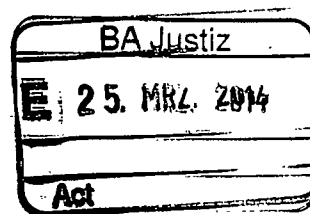
FMH



Dr. med. Jürg Schlup
Präsident



Dr. med. Christine Romann
Mitglied Zentralvorstand
Departementsverantwortliche Gesundheits-
förderung und Prävention



Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Département fédéral de justice et police
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Fribourg, le 21 mars 2014

Concerne: Position de la fPmh sur la modification du code civil - protection de l'enfant

Madame la Conseillère fédérale,

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de prendre position sur l'objet précité. L'Union des médecins d'enfants et d'adolescents réunit les Sociétés suisses de pédiatrie, de chirurgie pédiatrique et de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent. Tous ces médecins sont particulièrement impliqués dans le domaine de la protection de l'enfance, et concernés par cet avant-projet pour lequel nous nous permettons de vous adresser la position qui suit, position que soutient également le Collège des médecins de premier recours.

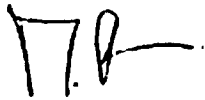
Nous saluons ces aménagements législatifs mettant la Suisse en meilleure concordance avec la Convention internationale relative aux droits de l'enfant pour assurer à ce dernier, comme le prévoit la CDE, la protection et les soins nécessaires à son bien-être et le protéger contre toute forme de violence ou de négligence. Nous y voyons également un progrès dans l'application du droit constitutionnel suisse de l'enfant à une protection particulière de son intégrité et à l'encouragement de son développement.

- L'élargissement du droit et du devoir d'aviser non seulement pour des situations d'infraction, mais lorsque le bien de l'enfant est menacé permet de mieux anticiper la protection de l'enfant. Cet aspect est particulièrement important pour des êtres humains en plein développement qui n'ont pas le temps d'attendre.
- L'obligation d'aviser et de collaborer à un plus grand cercle de personnes, obligation assortie des conditions d'avoir des raisons de croire que le bien de l'enfant est menacé et d'être dans l'impossibilité de remédier soi-même à la situation, nous paraît pertinente.
- Le maintien du droit d'aviser est essentiel pour le corps médical soumis au secret professionnel.
- L'ajout du droit de collaborer sans être délié du secret est un élément facilitateur pour le corps médical, donc favorable à l'intérêt de l'enfant.
- Il est également appréciable de prévoir assurer une cohérence des exigences légales afin d'unifier les pratiques entre les cantons.

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur la formulation «professions de la médecine» qui prête à confusion dans les deux articles suivants:

- art 314c: A l'alinéa 2, point 1, à la place de «professions de la médecine, etc», il nous paraîtrait plus opportun de clairement reprendre le texte du CP art 321: «Les médecins, sages-femmes ainsi que leurs auxiliaires» des domaines psycho-socio-éducatifs ainsi que «les ecclésiastiques» ...
- Art. 314 d: Ici, le terme les professionnels de la santé serait plus approprié que professionnels de la médecine, qui peut s'interpréter comme limité aux seuls «médecins».

En souhaitant que ces appréciations puissent vous être utiles et permettent de progresser pour la protection des enfants en Suisse, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de nos respectueuses salutations.



Dr Michael Hofer
Président fPmh



Dr Nicole Pellaud
Présidente Société Suisse de Pédiatrie

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement (EJPD)
Frau Bundesrätin S. Sommaruga
Bundeshaus West
3003 Bern
(wird auf Wunsch nur in el. Form geschickt)

Föderation
der Schweizer Psychologinnen
und Psychologen



Fédération
Suisse des Psychologues

Federazione
Svizzera delle Psicologhe
e degli Psicologi

Choisystrasse 11, PF/CP 510, 3000 Bern 14
T +41 31 388 88 00, F +41 31 388 88 01
www.psychologie.ch

Bern, 20. März 2014

Stellungnahme zur Änderung des ZGB (Kinderschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Wyder
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Föderation Schweizer Psychologinnen und Psychologen FSP ist mit rund 7'000 Mitgliedern der grösste Berufsverband von PsychologInnen und PsychotherapeutInnen in der Schweiz. Viele unserer Mitglieder haben beruflich mit Kindern und Jugendlichen zu tun und erfahren dabei immer wieder auch von Misshandlungen und Missbräuchen. Klare Leitlinien zu Meldepflicht und Melderechten sind in diesen Fällen ganz zentral, um schnell und korrekt handeln zu können. Wir danken Ihnen daher sehr für die Möglichkeit, zu den vorgeschlagenen Änderungen Stellung nehmen zu können. Erfasst sind dabei auch Rückmeldungen unserer 48 Gliedverbände, die intern konsultiert wurden.

Die FSP begrüsst den vorliegenden Entwurf grundsätzlich und ist mit der generellen Stossrichtung einverstanden. Wir erachten die vorgeschlagene Regelung als eine geeignete Massnahme, um misshandelte Kinder und Jugendliche unmittelbar und wirksam schützen und sinnvoll intervenieren zu können. Dabei ist es der FSP ein Anliegen, dass auch präventive Interventionen ermöglicht werden und es nicht in jedem Fall „zum Äussersten kommen“ muss, bevor gehandelt werden kann und darf. Insofern erachten wir es als sehr positiv, dass im vorliegenden Projekt gerade auch diesem Aspekt die notwendige Aufmerksamkeit beigemessen wird. Ebenso unterstützen wir eine gewisse Vereinheitlichung der heute teilweise sehr unterschiedlichen kantonalen Vorgaben – dies selbstverständlich unter Berücksichtigung der nach wie vor kantonalen Kompetenz, in den in ihrer Autonomie liegenden Bereichen zusätzliche Bestimmungen aufzustellen. Letztlich sollte vermieden werden, dass bei Kindern in vergleichbaren Situationen unterschiedliche Massnahmen getroffen werden bzw. möglich sind, je nachdem, in welchem Kanton sie leben.

Im Hinblick auf das **für die Therapie unabdingbare Vertrauensverhältnis** zwischen den dem Berufsgeheimnis unterstehenden Psychologinnen und Psychologen und den betroffenen Kindern, Jugendlichen und deren Umfeld erscheint es uns zentral, dass für die an das Berufsgeheimnis gebundenen Personen **keine absolute Meldepflicht** eingeführt werden soll, sondern dass den psychologischen Fachleuten ein Ermessensspielraum eingeräumt wird.

So können sie entscheiden, wo und in welcher Art sie von ihrem Melderecht Gebrauch machen oder ob sie den Schutz der betreffenden Kinder und Jugendlichen auch auf andere Weise gewährleisten können. Auf diese Weise hat ein Opfer die Gewissheit, dass nicht gegen seinen Willen eine Anzeige erstattet wird und kann sich im Gespräch öffnen. Und erst dadurch wird es möglich, dass die Eltern ihr misshandeltes Kind zur Behandlung bringen und dies nicht aus Angst vor Bestrafung unterlassen. Nur so können PsychologInnen die KlientInnen – Kinder wie Eltern – im Prozess zur Aufarbeitung des Geschehens und allenfalls zur möglichen Aufdeckung begleiten und unterstützen.

Wir sind uns bewusst, dass diese Abwägung der verschiedenen Interessen und Aspekte äusserst anspruchsvoll ist und in jedem Einzelfall sehr sorgfältig erfolgen muss. Eine absolute Meldepflicht ohne die Möglichkeit, Lösungen im Einzelfall suchen zu können, erscheint uns aber aus therapeutischer Hinsicht weit weniger zielführend. Wie im Erläuternden Bericht gut ausgeführt, wäre das Risiko, dass sich unterstützungsbedürftige Kinder und Jugendliche, aber auch deren Eltern aus Angst vor möglichen Konsequenzen nicht an psychologische Fachpersonen wenden würden, sehr beachtlich. Letztlich würde eine solche Lösung dem Schutzgedanken, der dem Projekt zugrunde liegt, daher aus unserer Sicht klar zuwiderlaufen. Es wird von der FSP daher vorbehaltlos unterstützt, dass auch Personen, die in amtlicher Tätigkeit handeln, wie z.B. SchulpsychologInnen, ein *Melderecht* und keine absolute *Meldepflicht* haben sollen, wie dies im Erläuternden Bericht ausdrücklich erwähnt wird.

Diese Regelung trägt unseres Erachtens auch dazu bei, einem ungewollten „Denunziantentum“ keinen Vorschub zu leisten. Dieses gerade in zerstrittenen Gruppen leider vorkommende Verhalten führt zu einer weiteren Konflikteskalation, was dem Kindeswohl zweifellos schadet.

Es wird Aufgabe der Gesetzesumsetzung, aber auch der berufsethischen Vorgaben der Berufsverbände sein, den betroffenen Fachleuten Leitlinien zur Verfügung zu stellen, um die oben erwähnte anspruchsvolle Abwägung zu erleichtern und zu vermeiden, dass die Betroffenen den geplanten Ermessensspielraum zu oft dahingehend nutzen, noch nicht und nicht zu melden. Zu berücksichtigen ist dabei selbstverständlich auch, ob die Therapie aufarbeitend ist und das Kind geschützt ist, oder ob es akut bedroht oder missbraucht wird.

Wir begrüßen zudem insbesondere, dass durch die vorliegende Revision eine **Lücke in der heutigen Regelung im Bereich des Kindes- und Erwachsenenschutts** geschlossen werden soll: PsychologInnen werden in Art. 448 Abs. 2 ZGB nun explizit erwähnt, was aktuell leider nicht der Fall ist. Weshalb die abschliessende Aufzählung nicht mit derjenigen des Berufsgeheimnisses gemäss Art. 321 StGB korrespondiert und insbesondere die Psychologen/innen nicht erfasst, ist aus unserer Sicht

nicht erklärbar. Einzelne Autoren halten dies für ein Versehen des Gesetzgebers und wenden Art. 448 Abs. 2 ZGB auf sämtliche Personen gemäss Art. 321 StGB an, also auch auf Psychologinnen und Psychologen (FamPra.ch 4/2012; Orell Füssli Kommentar ZGB/Fassbind, Art. 448 ZGB, N 2). Dass hier nun explizit die erforderliche Klarheit geschaffen wird, erachten wir als sehr positiv.

Wir gehen abschliessend gerne davon aus, dass PsychologInnen im Dienste der KESB, so zum Beispiel die psychologischen FachrichterInnen, zu ihren im Zusammenhang mit der vorliegenden Änderung relevanten Erfahrungen befragt wurden bzw. werden und diese im Projekt Niederschlag finden.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme sowie die Berücksichtigung unserer Überlegungen und stehen für allfällige Fragen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Peter Sonderegger
Präsident FSP



Dolores Krapf
Stv. Geschäftsleiterin FSP

Département fédéral de justice et police (DFJP)
Madame la Conseillère fédérale S. Sommaruga
Palais fédéral, aile ouest
3003 Berne

Föderation
der Schweizer Psychologinnen
und Psychologen



Fédération
Suisse des Psychologues

Federazione
Svizzera delle Psicologhe
e degli Psicologi

Choisystrasse 11, PF/CP 510, 3000 Bern 14
T +41 31 388 88 00, F +41 31 388 88 01
www.psychologie.ch

Berne, le 20 mars 2014

Prise de position sur la modification du Code civil (protection de l'enfant)

Madame la Conseillère fédérale,
Chère Madame Wyder,
Madame, Monsieur,

Avec près de 7000 membres, la Fédération Suisse des Psychologues (FSP) est la principale association professionnelle regroupant des psychologues et psychothérapeutes en Suisse. Beaucoup de nos membres travaillent avec des enfants et des adolescents et sont régulièrement confrontés à des cas de mauvais traitements et d'abus. Dans ce contexte, il est primordial de disposer de directives claires relatives à l'obligation et au droit d'aviser l'autorité pour pouvoir agir rapidement et de façon appropriée. Nous vous sommes donc très reconnaissants de nous offrir la possibilité de prendre position sur les modifications proposées. Cette prise de position tient compte de l'avis de nos 48 associations affiliées, consultées à l'interne.

La FSP salue l'essentiel de l'avant-projet présenté et en approuve l'orientation générale. Nous considérons le texte proposé comme une mesure adaptée pour assurer une protection directe et efficace des enfants et des adolescents ainsi que pour pouvoir intervenir comme il se doit. Pour la FSP, il est important que la possibilité de pouvoir mener des actions préventives existe et qu'il ne soit pas nécessaire d'attendre les situations les plus extrêmes pour être autorisé à intervenir. Il nous paraît donc particulièrement positif que le projet présenté accorde l'attention nécessaire à cet aspect. De même, nous sommes favorables à certaine une harmonisation des directives cantonales, actuellement plutôt hétéroclites. Ceci bien entendu sans remettre en cause le droit des cantons à édicter des dispositions complémentaires dans les domaines qui relèvent de leur compétence. Pour des enfants dont la situation est similaire, il faudrait en fin de compte éviter que des mesures différentes soient prises, ou même possibles, en fonction du canton où ils vivent.

Dans le cadre d'une **thérapie**, un **rapport de confiance** doit pouvoir s'installer entre le psychologue soumis au secret professionnel et les enfants et adolescents touchés, ainsi que les proches de ces derniers. Il nous paraît donc primordial **qu'aucune obli-**

gation absolue d'aviser l'autorité ne soit instaurée pour les personnes liées par le secret professionnel. Nous préconisons qu'une marge d'appréciation soit laissée aux professionnels de la psychologie pour leur permettre de décider où et comment faire usage de leur droit d'aviser l'autorité ou, le cas échéant, s'ils peuvent assurer la protection des enfants et des adolescents concernés d'une autre façon. Ainsi, une victime a l'assurance qu'aucune plainte ne sera déposée contre sa volonté et peut s'ouvrir lors de la conversation. Ainsi seulement, les parents pourront faire soigner leur enfant maltraité et ne pas négliger de le faire par peur des répercussions. Et c'est le seul moyen pour que les psychologues de pouvoir accompagner et soutenir leurs client-e-s – les enfants tout comme les parents – dans un processus d'assimilation, et éventuellement de détection des faits.

Nous sommes conscients que cette pesée des intérêts et des différents aspects est une tâche très complexe, qui doit s'effectuer au cas par cas avec la plus grande minutie. Cependant, l'obligation absolue d'aviser l'autorité, qui exclut la recherche de solutions individuelles, nous paraît peu indiquée d'un point de vue thérapeutique. Comme le décrit parfaitement le rapport explicatif, le risque majeur est que les enfants et les adolescents dans le besoin, mais aussi leurs parents, ne se tournent pas vers les professionnels de la psychologie par peur des conséquences éventuelles. De notre point de vue, une telle solution irait finalement clairement à l'encontre de l'objectif de protection sous-jacent au projet. La FSP partage donc l'avis que les fonctionnaires, notamment les psychologues scolaires, doivent également pouvoir disposer d'un droit d'aviser l'autorité, mais en aucun cas être soumis à une obligation absolue d'aviser l'autorité, comme mentionné dans le rapport explicatif.

A notre avis, cette réglementation contribue aussi à ne pas encourager la dénonciation intempestive. Un tel comportement au sein de groupes justement déjà divisés risquerait de mener à une aggravation du conflit, qui nuirait sans doute au bien être de l'enfant.

Dans la mise en œuvre de la loi, mais également dans les principes déontologiques des associations professionnelles, il faudra veiller à mettre à disposition des personnes concernées des directives pour faciliter la conduite de l'exigeant examen mentionné ci-dessus et éviter que les personnes concernées utilisent trop souvent cette marge d'appréciation pour ne pas, ou pas encore, aviser. Il faut voir également si la thérapie porte sur des faits passés et si l'enfant est protégé, ou si ce dernier est urgemment menacé ou maltraité.

Nous nous réjouissons par ailleurs tout particulièrement que le **projet de révision comble un vide juridique dans le droit actuel de la protection de l'adulte et de l'enfant**: l'art. 448, al. 2 CC mentionne désormais explicitement les psychologues, ce qui n'est hélas pas le cas aujourd'hui. Nous ne comprenons pas que la liste actuelle ne concorde pas avec celle des personnes soumises au secret professionnel, dressée à l'art. 321 CP et, plus particulièrement, qu'elle ne mentionne pas les psychologues. Certains auteurs considèrent qu'il s'agit d'une omission du législateur et que l'art. 448, al. 2 CC s'applique à toutes les personnes mentionnées à l'art. 321 CP, dont les psychologues (FamPra.ch 4/2012; commentaire d'Orell Füssli sur le CC/Fassbind, art. 448 CC, N 2). De notre point de vue, il est très positif que cette question soit clarifiée.

Nous partons finalement du principe que les psychologues au service des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), dont notamment les juges spécialisés en psychologie, ont été consultés au sujet de leurs expériences vécues dans ce contexte et que celles-ci se reflèteront dans le projet.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, nous vous remercions de nous offrir la possibilité de prendre position et espérons que vous tiendrez compte de nos observations.

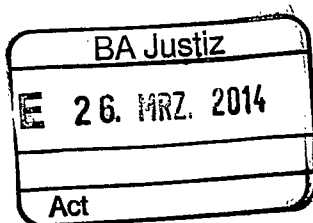
Veillez croire, Madame la Conseillère fédérale, chère Madame Wyder, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Peter Sonderegger
Président de la FSP



Dolores Krapf
Secrétaire générale adjointe de la FSP



Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD
Bundesamt für Justiz
z.H. Judith Wyder
3003 Bern

Zürich, 25. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz): Stellungnahme zum Vernehmlassungsentwurf

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz) Stellung nehmen zu können. Der Fachverband Sucht ist der Verband der Deutschschweizer Suchtfachleute und -institutionen und vertritt mehr als 200 Institutionen und rund 100 Einzelpersonen aus dem ganzen Bereich der Suchthilfe. Zahlreiche Mitarbeitende unserer Mitgliedsorganisationen sind in ihrer beruflichen Tätigkeit direkt oder indirekt in Kontakt mit Kindern (beispielsweise Suchtprävention an Schulen, Suchtberatungen für Jugendliche oder Angebote für Kinder aus suchtbelasteten Familien). Sie sind daher von der beantragten Neuregelung direkt betroffen.

Allgemeine Würdigung

Der Fachverband Sucht begrüsst und unterstützt die Stossrichtung der Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Aus Sicht der Suchtfachpersonen ist die Ausdehnung der Meldepflicht auf Fachpersonen ohne amtliche Tätigkeit, die jedoch eine besondere Beziehung zu Kindern haben, weil sie beruflich regelmässig in Kontakt mit Ihnen stehen, sinnvoll. Indem mit dem Gesetzestext neu alle Berufsgruppen erfasst werden sollen, die in Kontakt mit Kindern sind, wird das Gesetz logisch und konsequent ergänzt, und der Schutz der Kinder wird erhöht.

Weiter wird begrüsst, dass Fachpersonen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, neu berechtigt sein sollen, eine Meldung an die Kindesschutzbehörde zu erstatten. Aus Sicht der Suchtfachpersonen kann eine Meldepflicht die Vertrauensbeziehung zum betroffenen Kind oder zu Dritten unnötig belasten, ein Melderecht jedoch dient dem Wohl des Kindes.

Stellungnahme zu einzelnen Artikeln

Art. 314c

Der Fachverband Sucht unterstützt es, dass durch die Aufhebung der Einschränkung durch das Berufsgeheimnis weiteren Gruppen von Fachpersonen eine Meldung ermöglicht werden soll. Da es sich für Fachpersonen mit einem Berufsgeheimnis um eine Meldebefugnis und nicht um eine Meldepflicht handelt, wird das Vertrauensverhältnis mit dem/der KlientIn aus Sicht der Suchtfachpersonen nicht belastet.

Art. 314d

Es wird ausdrücklich begrüsst, dass neu auch Fachpersonen ohne amtliche Tätigkeit, die jedoch eine besondere Beziehung zu Kindern haben, weil sie beruflich regelmässig in Kontakt mit ihnen stehen, der Meldepflicht unterstehen sollen.

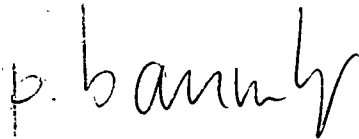
Auch die Vereinheitlichung der Melderegulation in sämtlichen Kantonen wird vom Fachverband Sucht begrüsst. Dies verhindert die Einführung von zusätzlichen Meldepflichten und erleichtert die Übersicht über die geltenden Regelungen und Abläufe.

Art. 314e

Dass Fachpersonen mit einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis, die eine Gefährdungsmeldung erstatten, berechtigt sein sollen, bei der Abklärungen des Sachverhaltes mitzuwirken, ohne sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen, wird vom Fachverband Sucht sehr unterstützt. Dies vereinfacht die Abläufe in der Praxis erheblich.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen bei Rückfragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Petra Baumberger
Generalsekretärin
Fachverband Sucht



SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG FÜR GEMEINSAME ELTERNCHAFT
ASSOCIATION SUISSE POUR LA COPARENTALITÉ
ASSOCIAZIONE SVIZZERA PER LA BIGENITORIALITÀ

GeCoBi - Stellungnahme

Meldepflicht bei Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls

Worum geht es?

Fachpersonen, die beruflich regelmässig Kontakt zu Kindern haben, sind etwa Sporttrainer, Lehrer, Ärzte oder Pflege. Sie sollen künftig verpflichtet werden, der Kinderschutzbehörde Meldung zu erstatten, wenn sie den begründeten Verdacht haben, dass das Kindeswohl gefährdet sei. Heute sind nur Personen in amtlicher Tätigkeit verpflichtet, Meldung zu machen (z.B. Beistände, Sozialarbeiter). Fachpersonen, die einem Berufsgeheimnis unterstehen, müssen heute die Erlaubnis der Betroffenen oder der vorgesetzten Behörde einholen, um Meldung an die KESB zu machen. Neu sollen sie nicht gezwungen sein, aber selbständig (d.h. ohne Rücksprache mit den Geheimnisberechtigten) Kindeswohlverletzungen melden können.

Unsere Stellungnahme

Die geplanten Änderungen helfen den betroffenen Kindern kaum. Vielmehr schaffen sie zahlreiche neue Probleme – für die Kinder, die betroffenen Fachpersonen und die Gesellschaft als Ganzes. Deshalb lehnen wir die geplante Meldepflicht ab. Im folgenden die Argumente dafür:

Kindeswohl

Der Begriff „Kindeswohl“ ist überaus schwammig und wenig fassbar. Die in der Botschaft dargestellte Definition ist so weit gefasst, dass er kein fassbares Instrument für den konkreten Einsatz darstellt. Wie dies bereits heute geschieht, werden Gerichte und Behörden das Kindeswohl nach ihrem Gusto auslegen (Originalzitat der KESB der Stadt Zürich: „Kindeswohl ist, wenn wir es sehen.“). Somit sind der Willkür dieser Gremien weiterhin Tür und Tor geöffnet.

Grundannahme des Vorstosses fragwürdig

Der gesamte Ansatz dieser Gesetzesänderung und mit ihm die Botschaft gehen davon aus, dass die Meldung einer Kindeswohlverletzung an die KESB die Situation des Kindes automatisch verbessere. Unsere jahrelange, breit gefächerte Beratungserfahrung zeigt, dass dem nicht so ist. Die Behörden haben eine Zwitterrolle inne: Einerseits sollen Sie die Situation entspannen, in dem sie beraten und unterstützen. Sie



haben jedoch auch die Funktion zu richten und strafen, z.B. indem sie das Kind seinen Eltern wegnehmen. Die Fälle behördlich induzierter Sekundärviktimsierung sind alles andere als selten.

Kinder wollen häufig keine staatliche Intervention

Häufig ist es so, dass die betroffenen Kinder nicht wollen, in die Behördenmaschinerie zu kommen. Sie wollen zwar, dass ihr Leiden aufhört, aber nicht unbedingt den Kontakt zu den Eltern verlieren. Wenn dies als konkrete Möglichkeit in Betracht kommt, verzichten sie lieber darauf, sich an aussenstehende zu wenden. Die Folgen sind nicht nur, dass dann die Peinigung wohl unverändert weiter geht, sondern möglicherweise verstärkte destruktive und autodestruktive Handlungen (Gewalt, Missbrauch, Drogensucht, Suizid). Durch die erzwungene Einschaltung der Behörden werden andere, weniger invasive Lösungsansätze, die gerade bei weniger gravierenden Fällen durchaus erfolgversprechend sind, zum Vorneherein ausgeschlossen.

Behörden sind bereits heute überfordert

Bereits heute beklagen sich die KESB lautstark über ihre Überlastung. Bereits heute ist es nicht selten, dass Gefährdungsmeldungen von Lehrpersonen oder Elternteilen über ein halbes Jahr nicht bearbeitet werden. Eine Flut neuer Meldungen würde die KESB mit dem heutigen Ausbaustand vollends ins Chaos stürzen. Die Gefährdungsmeldungen würden sich türmen, die KESB wären faktisch handlungsunfähig und trotz korrekter Meldung würde sich niemand mehr um die Kindeswohlverletzungen kümmern, da die Fachpersonen im Kontakt zum Kind (gesetzeskonform) ihre Verantwortlichkeit bei der KESB deponiert hätten. Es stellt sich die Frage, ob die Gesellschaft bereit ist, die Mittel für einen massiven Ausbau des Behördenapparates zu investieren, der für eine sachgerechte und zeitnahe Bearbeitung dieser Gefährdungsmeldungen notwendig wäre.

Entmündigung von Bezugspersonen

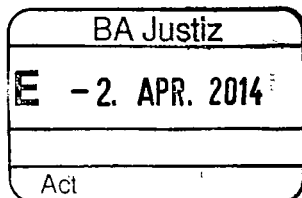
Nicht dem Berufsgeheimnis unterstehenden Fachpersonen wären verpflichtet, möglichst rasch Meldung an die KESB zu machen. Sie hätten auch den Anreiz, dies zu tun. Wenn sie dies nicht täten, müssten sie selbst gravierende Konsequenzen befürchten, etwa Strafverfolgung, Arbeitsplatzverlust, Zuweisung der Sündenbock-Rolle durch die Medien. Die Folge wäre einerseits, dass kein abgestufter Einsatz unterschiedlicher Mittel (wie etwa ein Elterngespräch oder der Beizug einer neutralen Drittperson) mehr möglich wäre, sondern gleich das ganz grobe Geschütz aufgeföhren würde. Die Folge ist, dass Kontaktpersonen zu Kindern es vermeiden würden, eine vertrautere Beziehung zu Kindern einzugehen, um nicht selbst in Schwierigkeiten zu kommen. Nicht nur wird kindlichen Bezugspersonen die Fähigkeit zum Umgang mit schwierigen Situationen grundsätzlich abgesprochen, es fördert auch die Anonymisierung und Beziehungslosigkeit zwischen Erwachsenen und Kindern. Diese haben noch weniger Möglichkeiten, mit jemanden über ihr Leiden zu sprechen, mit den bereits dargestellten Konsequenzen.



Schweizerische Vereinigung für gemeinsame Elternschaft
Association suisse pour la coparentalité - Associazione svizzera per la bigenitorialità

Zusammenfassung

Die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen sind aus Sicht des Kindesschutzes kontraproduktiv. Sie würden lediglich das Denunziantentum fördern und einen massiven Ausbau des Überwachungs- und Kontrollstaates zur Folge haben. Betroffene Kinder müssten wohl noch mehr als heute im Stillen leiden. Aus diesen Gründen lehnen wir den Entwurf ab.



Eidgenössisches Justiz-
und Polizeidepartement
Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Bundeshaus West
3003 Bern

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz), Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, uns zur geplanten Gesetzesrevision äussern zu können. Hausärzte Schweiz, der Berufsverband der Haus- und Kinderärzte der Schweiz, vertritt Ärzte und Ärztinnen, die immer wieder mit Fragen um den Kinderschutz konfrontiert sind. Wir begrüssen die Bestrebungen, die Situation des Kindes zu verbessern.

Kinder sind eine besonders vulnerable Gruppe unserer Gesellschaft und bedürfen des bestmöglichen Schutzes, um möglichst unversehrt aufwachsen zu können.

Die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen bringen eine klare Verbesserung für den Schutz der Kinder. Wir halten die folgenden Punkte für besonders wichtig:

- Jede Person darf Meldung erstatten, wenn sie einen berechtigten Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls hegt;
- die dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen sind ebenfalls meldeberechtigt;
- die dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen sind nicht zur Meldung verpflichtet (im Einzelfall kann es sinnvoll und zielführend sein, andere Lösungen zu suchen, zum Beispiel in Zusammenarbeit mit den gut etablierten Kinderschutzgruppen, bevor die Behörden eingeschaltet werden);

- die Verpflichtung der nicht dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen mit beruflichem Kontakt zu Kindern zur Meldung bei begründetem Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls ist sinnvoll und erspart diesen Personen schwierige Gewissenskonflikte. Die in Art. 314 d Abs. 1 der Revisionsvorlage statuierte Pflicht wird von uns daher unterstützt;
- unsere Erfahrung zeigt aber, dass das Einschalten der Behörden nicht in jedem Fall das für das Kind beste Vorgehen ist. In gewissen Fällen lassen sich in Zusammenarbeit mit den Kinderschutzgruppen schneller bessere Lösungen finden;
- die Vereinheitlichung des Vorgehens in allen Kantonen.

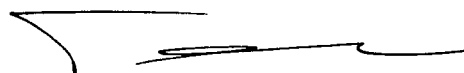
Hausärzte Schweiz befürwortet den vorliegenden Gesetzesentwurf zum Wohle des Kindes.

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir und verbleiben

mit freundlichen Grüssen



Marc Müller
Präsident des Berufsverbandes
Haus- und Kinderärzte Schweiz



Rolf Temperli
Vorstand des Berufsverbandes
Haus- und Kinderärzte Schweiz

Département fédéral de
Justice et Police
Att. Ms Judith Wyder, par courriel
judith.wyder@bj.admin.ch

Givisiez, le 19 mars 2014

**Consultation à propos de la modification du code civil (protection de l'enfant) :
prise de position de la Haute Ecole fribourgeoise de travail social**

Madame,

Vous trouverez ci-après notre prise de position sur la modification projetée.

Veillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Christophe Bourquin
Directeur de la Haute école fribourgeoise
de travail social

Commentaire général

Les modifications envisagées nous paraissent claires et nous pouvons les partager. En tant qu'institution de formation de travailleuses sociales et travailleurs sociaux qui vont, pour certain-e-s du moins - être en « contact régulier » avec des enfants, on ne peut que partager l'option affichée : « Toute forme de maltraitance doit être combattue, même si elle semble inoffensive ou de peu de gravité. » (Rapport explicatif, 1.9, p. 10).

Les objectifs de la révision de loi sont une meilleure prévention de la mise en danger du bien de l'enfant, mais aussi une uniformisation des pratiques au niveau de l'ensemble des cantons (« solution standard », cf. RE, p. 14). Nous les partageons. Nous attirons néanmoins l'attention sur le fait que l'augmentation des signalements ne pourra renforcer effectivement la protection de l'enfant que si les moyens mis à disposition des services compétents en matière de protection se trouvent nettement renforcés (augmentation du personnel).

In fine, nous trouvons inapproprié de présenter à consultation un document qui mélange des articles modifiant le code civil – protection de l'enfant et des modifications de la législation régissant la protection de l'adulte (art. 443, al. 2 et art. 448, al. 2).

Art. 314c

Nous partageons la formulation de cet article, qui ouvre de fait un droit d'aviser élargi y compris aux personnes soumises au secret professionnel.

Nous attirons tout de même l'attention sur le fait que ce droit élargi peut tendre à une responsabilisation individuelle au sens du code civil suisse. Les responsabilités institutionnelles ne sont plus directement engagées.

Art. 314d (et art. 443, al. 2)

Nous comprenons l'intention inscrite dans le présent article. Par contre, nous voyons un danger que des personnes se trouvent à être « juges et parties » dans des situations. En d'autres termes, se pose ici à nos yeux la question du « jugement » ou de « l'évaluation » de la situation.

Bien entendu que dans chaque activité humaine, dans l'intervention psycho-sociale y compris, la question de « l'appréciation » (ou de « l'évaluation » ou encore du « jugement ») se pose. Elle semble d'autant plus importante que le texte de loi précise (Art. 314d, Art. 443, al. 2) que « Les personnes (...) sont tenues d'aviser l'autorité si elles ont des raisons de croire que le bien de l'enfant est menacé et qu'elles ne peuvent pas remédier elles-mêmes à la situation ». A une estimation de la situation (« ont des raisons de croire que ») s'en rajoute une deuxième (« elles ne peuvent pas remédier elles-mêmes à la situation »).

La catégorisation des types de maltraitance produite aux pages 8-9 du RE, qui « tient compte des plus récentes découvertes de la science », est sans doute connue des professionnels exerçant au sein de « l'autorité de protection de l'enfant ». L'est-elle pour toute personne en « contact régulier » avec les enfants ?

Nous y voyons un danger potentiel que des situations soient signalées/dénoncées pour des raisons insuffisamment étayées, et/ou que d'autres ne le soient pas car la personne estime, à tort, pouvoir y remédier elle-même. Il n'est pas dans notre intention d'afficher un soupçon général d'incompétence à juger ou à évaluer les situations. Nous partageons l'idée selon laquelle des professionnel-le-s – dont le secret professionnel est protégé par le code pénal, ou pas soumise au secret professionnel – sont « en mesure d'agir eux-mêmes pour que le bien de l'enfant soit rétabli » (RE, p. 19). Le caractère subsidiaire

dans l'intervention de l'autorité de protection de l'enfant nous semble dans ce cas judicieux. Mais cette capacité d'évaluation n'est peut-être pas universellement établie chez toute personne en contact régulier envers des enfants.

Demeure donc aussi ouverte la question fondamentale de la définition du « bien de l'enfant ». A notre connaissance, « l'autorité de protection de l'enfant » possède des instruments d'évaluation du dit « bien » et de sa « mise en danger » (RE, 1.6 Maltraitance).

Est-ce le cas pour toute « personne » qui « a le droit », soumise ou pas au « secret professionnel » ? En effet : « Ni la pratique, ni la recherche ne donnent une définition uniforme de la maltraitance envers les enfants. » (RE, 1.6, p. 8).

Art. 314 e

Nous partageons la formulation de cet article.

Code pénal

Nous ne nous exprimons par spécifiquement sur les modifications proposées du code pénal, qui sont une conséquence logique des modifications proposées au niveau du code civil.

Autres remarques

Au sens de la prévention, le terme de « détection précoce » est explicitement utilisé dans le Rapport explicatif (Rapport explicatif, p. 16, à propos de l'art. 3c LStup). En tant que professionnel-le-s de l'intervention sociale, nous pouvons comprendre les avantages mais aussi les dangers potentiels de ce type de démarche qui fait parfois courir un risque de stigmatisation de certains groupes de population. Nous partageons la mise en garde sur un danger potentiel de « déboucher sur une culture de la dénonciation » (RE, p. 15).

L'enjeu de sensibilisation, mais surtout de formation est ici central : « Selon toutes prévisions, une obligation universelle entraînerait une pluie de communications manifestement infondées auprès des l'autorité de protection de l'enfant. Le climat de méfiance (...) serait en fin de compte préjudiciable aux objectifs de la révision (...). » (RE, p. 15)

Cette question doit être traitée avec la plus grande attention. Les nouvelles dispositions du code civil telles que proposées, et le RE est explicite à ce propos, ne vont pas permettre de normer avec certitude les pratiques des personnes. Le Commentaire des dispositions (dès p. 17) montre bien que la nécessité d'intervention doit être guidée par « le bon sens », qu'il est question de « soupçon » voire « d'impressions ».

La proposition d'introduire un « droit d'aviser » (une *possibilité*) pour les personnes soumises au secret professionnel nous semble judicieuse. Nous partageons le point de vue, clairement explicité dans le RE (p. 15-16), selon lequel une « obligation absolue d'aviser » pourrait être préjudiciable à la relation de confiance qui doit s'instaurer entre le-la professionnel-le et l'enfant (voire son ou ses parents ou la personne exerçant l'autorité sur l'enfant).

Au sens d'une action préventive, et tenant toujours compte de nos remarques concernant les dangers potentiels de la « détection précoce », l'élargissement de la possibilité pour une personne soumise au secret professionnel de signaler à l'autorité une situation de mise en danger du bien de l'enfant « alors qu'aucune infraction n'a été commise à l'encontre du mineur » (RE, p. 17) peut être partagée.



Haute Ecole
fribourgeoise
de travail social

Rue Jean-Prouvé 10 • CH-1762 Givisiez
Tél 026 429 62 00 • Fax 026 429 62 01
secretariat@hef-ts.ch • www.hef-ts.ch

EJPD
Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Frau BR Simonetta Sommaruga
Bundeshaus West
CH-3003 Bern

Erlinsbach 31. März 2014

zum Vernehmlassungsentwurf zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Vernehmlassungsverfahren

Zum Vorentwurf des vom EJPD auf Grund der Motion 08.3790 Aubert vom 9. Dezember 2008 erarbeiteten Teilrevision, nehmen wir heute, fast sechs Jahre später, wie folgt Stellung:

Grundsätzlich befürwortet die IGM Schweiz die Motion Aubert.

Die überwiegend negativen Erfahrungen unserer Organisation im Zusammenhang mit dem Besuchsrecht bei Scheidung und Trennung mit Behörden, die nicht neutral sind und meist Mütter bevorzugen, zeigen aber viele Missstände auf. Das KESB gefährdet vielmals mit seinen Handlungen das Kindeswohl. Seit der Verdingkinderzeit hat sich bei den Behörden noch nicht viel geändert. Bei Kindeswohlgefährdungen hat sich seitdem, was die Rolle der Behörden betrifft, überhaupt nicht viel geändert: an allem sind immer die andern schuld. Daher drängen sich zusätzliche Kriterien auf, die in der Änderung zu verankern sind.

Art 314 c lautet:

Die Kindesschutzbehörde ist verpflichtet, jede Gefährdungsmeldung zu prüfen und – wenn sich diese nicht als offensichtlich unbegründet erweist – dieser nachzugehen. Der meldenden Person soll es auch möglich sein, ihre Meldung anonym abzugeben.

Die IGM verlangt, dass Meldungen nicht anonym abgegeben werden dürfen. Im gesellschaftlichen Teil unserer Gesetzesregelungen, speziell im Familienrecht, hat Anonymität keinen Platz. Der Bespitzelung durch Amtspersonen, Fachpersonen und Bürger gegen Bürger in einem Themenkreis wo die Beweisführung nur in äusserst seltenen Fällen überhaupt gelingt, darf kein Vorschub geleistet werden. Wohin das führte, konnten wir in unserem noch nördlicheren Nachbarland in den vergangenen Jahrzehnten hautnah beobachten.

Hier fehlt die Kontrolle. Gibt es eine Ombudsstelle oder eine, vergleichbar mit einem Schulinspektor, installierte Instanz, die der KESB auf die Finger schaut? Es gibt keine. Und eine solche müsste auch durch den Bund von Kantonen eingefordert werden. Viele „Fälle in der IGM“ schreien geradezu danach.

Zwingend ist im Abschnitt über psychische Misshandlung (im unteren Teil der Seite 8) die Entfremdung zu verankern. Die Kontaktverweigerung (eine Vorstufe zur Entfremdung) gehört zwingend in die Liste der Vernachlässigungen.

Aus IGM-Sicht ist es zentral zu betonen, dass Entfremdung eine psychische Kindsmisshandlung darstellt und dass auch Kontaktverweigerung bereits eine Kindsmisshandlung ist. Es ist eindeutig eine Vernachlässigung. Wir betonen, dass es diesbezüglich Hunderte von Fällen in der Schweiz gibt und dass wir hier von einem Problem von gesellschaftlicher Relevanz sprechen (Scheidungsraten). Im Weiteren weisen wir darauf hin, dass Kontaktverweigerung und Kindesentfremdung nicht nur Kindesmisshandlungen sind, sondern auch psychische Gewalt gegenüber dem betroffenen anderen Elternteil, im Normalfall dem Vater, darstellen.

Zusammenfassung:

Die IGM verlangt:

Die Einrichtung einer Ombudsstelle oder einer offiziellen Kontrollinstanz über die Aktionen der KESB.

1. Der Ausschluss der anonymen Meldemöglichkeit. (Art. 314c)
2. Kindsentfremdung und Kontaktverweigerung müssen unter Punkt 1.6. (Seite 8) als Kriterien verankert werden.
3. Kindsentfremdung und Kontaktverweigerung müssen unter den Risikofaktoren, die zu Kindsmisshandlungen führen, (Punkt 1.8, Seite 9) als Kriterien verankert werden.

Wir wünschen uns, dass unsere Forderungen berücksichtigt werden. Sie sollen in der geänderten gesetzlichen Regelung ihren festen Platz finden.

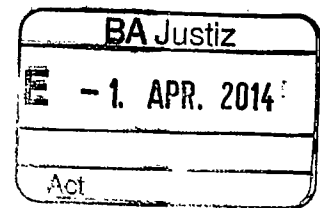
Für Ihr geneigtes Ohr in dieser Sache danken wir Ihnen.



George Zimmermann
Präsident



Anton Dudli
Geschäftsführer



Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Bern, 27. März 2014

Stellungnahme insieme zum Vernehmlassungsentwurf zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Sehr geehrte Damen und Herren

insieme vertritt als Elternvereinigung die Interessen von rund 50'000 Menschen mit einer geistigen Behinderung in der Schweiz. Kinder mit einer intellektuellen Beeinträchtigung sind in besonderem Masse gefährdet, Opfer einer Misshandlung zu werden. **insieme** hat deshalb die Vorschläge zur Verstärkung des Kindesschutzes mit Interesse zur Kenntnis genommen und nimmt gerne Stellung dazu.

1. **insieme begrüsst grundsätzlich die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Meldepflicht von Fachpersonen.**

insieme begrüsst es grundsätzlich, dass mit der Neureglung der Melderechte und -pflichten der Schutz des Kindeswohls verbessert werden soll und ist mit den Grundzügen der vorgeschlagenen Neuregelung einverstanden. Für Kinder mit einer geistigen Behinderung besteht ein besonderes Gefährdungspotential, weil es für sie aufgrund ihrer Behinderung besonders schwierig ist, sich selbst gegen Übergriffe zur Wehr zu setzen. Vergleichsweise viele Kinder mit einer geistigen Behinderung leben in institutionellen Verhältnissen (Sonderschulen und Heime). Diese Kinder werden häufig sehr intensiv oder umfassend von Lehr- und Fachpersonen begleitet und betreut.

Als positiv beurteilt insieme insbesondere die neue Meldepflicht für Fachpersonen, welche beruflich regelmässig Kontakt zu Kindern haben (Art. 314 Abs. 1 Ziff. 1)

insieme geht davon aus, dass auch mit Einführung der Meldepflicht gerade in Sonderschulen und Kinderheimen in erster Linie die Institutionen selbst aktiv ist, um präventiv Gefährdungen zu verhindern oder – wenn es doch dazu kommt – rasch zum Schutz des Kindes Massnahmen vorzusehen. Wenn jedoch die Präventionskonzepte einer Institution nicht greifen, muss eine Fachperson, welche behinderte Kinder betreut, auch selbst Verantwortung übernehmen. In diesem Fall muss sie persönlich dafür sorgen, dass die Kindeschutzbehörde eingreifen und Schutzmassnahmen treffen kann. Es ist deshalb richtig, eine Meldepflicht nicht nur für Lehrkräfte, sondern auch für weitere Betreuende zu statuieren.

insieme setzt zudem darauf, dass die Verankerung einer Meldepflicht auch Auswirkungen auf die Aus- und Weiterbildung der Fachpersonen haben wird. Wir hoffen, dass im Rahmen der Ausbil-

dungen die Erkennung von Gefährdungssituationen und mögliche Präventionsmassnahmen stärker thematisiert werden und bei den Auszubildenden auf grösseres Interesse stossen.

2. insieme regt eine Meldepflicht von Fachpersonen nicht nur bei Kindern, sondern auch bei der Gefährdung schutzbedürftiger Erwachsener an (Art. 443 Abs. 2 ZGB)

Gemäss Art. 443 Abs. 2 ZGB sind Personen, die in amtlicher Tätigkeit von einer hilfsbedürftigen Person erfahren, meldepflichtig. Die Kantone können weitere Meldepflichten vorsehen. Der Vernehmlassungsentwurf streicht nun diese Kompetenz der Kantone und begründet dies mit der Vereinheitlichung der Melderegelung.

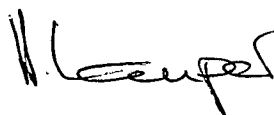
Verschiedene Kantone haben entsprechende Meldepflichten statuiert (vgl. Punkt 1.2.2 Vernehmlassungsbericht). So haben einzelne Kantone u.a. auch Meldepflichten für Mitarbeitende in privaten bzw. subventionierten Institutionen in den Bereichen Bildung, Betreuung und Pflege vorsehen. Diese Meldepflichten würden nun mit der Revision aufgehoben. Mit dieser Auswirkung ist **insieme nicht einverstanden**.

Menschen mit einer geistigen Behinderung, die in einer Institution leben oder arbeiten, befinden sich, was ihre Schutzbedürftigkeit bzw. das Gefährdungspotential betrifft, in einer vergleichbaren Situation wie Kinder. Auch für sie gilt: Der institutionelle Lebensraum mit den damit verbundenen Abhängigkeiten schafft bekanntermassen ein erhöhtes Gefahrenpotential für Missbrauch oder Übergriffe. Auch für diese Erwachsenen gilt, dass sie aufgrund ihrer Behinderung besonders vulnerabel sind. Auch in den Wohn- und Pflegeeinrichtungen sowie den Werkstätten für erwachsene Menschen mit Behinderung müssen die Betreuungspersonen eine Verantwortung dafür übernehmen, dass das Wohl der in der Institution lebenden oder arbeitenden Menschen nicht gefährdet wird.

insieme regt deshalb an, in Art. 443 Abs. 2 ZGB die Kompetenz der Kantone nicht ersatzlos zu streichen. **insieme** beantragt vielmehr, dass im ZGB auch für Fachpersonen, die Erwachsene in Institutionen begleiten und betreuen, eine Meldepflicht vorgesehen wird, wenn sie eine Hilfsbedürftigkeit der betreuten Personen feststellen.

Wir ersuchen Sie höflich, unsere Stellungnahme bei der Auswertung der Vernehmlassung zu berücksichtigen und unserem Antrag zu folgen.

Mit freundlichen Grüssen
insieme



Heidi Lauper
Co-Geschäftsführerin



Christa Schönbächler
Co-Geschäftsführerin

Eidgenössisches Justiz- und Polizei-
departement EJPD
Judith Wyder

Luzern, 31. März 2014

Vernehmlassung zur Änderung des Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Frau Wyder
Sehr geehrte Damen und Herren

Jungwacht Blauring Schweiz begrüsst die vorgeschlagenen Änderungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz).

Mit Bedauern mussten wir feststellen, dass Jungwacht Blauring Schweiz, aber auch weitere Kinder- und Jugendverbände, nicht unter den direkt eingeladenen Vernehmlassungsadressaten zu finden war. Jungwacht Blauring Schweiz ist mit 28'000 Mitgliedern einer der wichtigsten Player im Bereich der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit. Wir würden es daher höchst schätzen, wenn wir von Ihnen zukünftig zu den «interessierten Kreisen» gezählt würden. Nachfolgend finden Sie gleichwohl die kurze Stellungnahme von Jungwacht Blauring Schweiz zum vorliegenden Entwurf der Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz).

Die vorgeschlagenen Änderungen halten wir für wünschenswert und erachten vor allem die Vereinheitlichung der Melderegulung auf Bundesebene als sinnvoll.

In Art. 314d ZGB wird definiert, dass Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die regelmässig Kontakt zu Kindern haben, zur Meldung verpflichtet sind. Eine Meldepflicht macht richtigerweise für jene Fachpersonen Sinn, die in der Lage sind, eine Risiko- bzw. eine Gefährdungslage zu erkennen. Dies bedingt entsprechendes Fachwissen und Erfahrung. Im Einladungsbrief an Organisationen, Stellung zu den Änderungen zu nehmen, wird daher explizit von «Fachpersonen, die beruflich regelmässig Kontakt zu Kindern haben», gesprochen. Im erläuternden Bericht, S. 19, wird aber auch von Trainerinnen und Trainer jeder Sportart im Allgemeinen gesprochen. Hierunter könnten auch ehrenamtlich leitende Personen, die im Rahmen von Jugend+Sport ausgebildet wurden, verstanden werden und damit auch die jugendlichen Leitenden (ca. 15 – 24 Jahre) von Jungwacht Blauring, die in ihrer Freizeit sinnvolle Aktivitäten für Kinder ermöglichen.

Eine Meldepflicht ehrenamtlich arbeitender Personen ist unseres Erachtens aber

nicht zweckmässig, da diese mit einer zwingenden Meldepflicht überfordert sein könnten und eine unbegründete Meldung nicht dem Kindeswohl dient. Für sie ist das Melderecht gemäss Art. 314c Abs. 1 ZGB relevant.

Darüber hinaus ist es unseres Erachtens gerade bei Jugendlichen wichtig, auf Präventionsebene und daher im Sinne der Sensibilisierung und der Aufklärung zu agieren. Prävention ist zentraler Bestandteil der Arbeit von Jungwacht Blauring. Insbesondere im Bereich der sozialen Integration und der Prävention leisten wir in unseren ehrenamtlichen Strukturen nachhaltige Arbeit für die Gesellschaft.

Im Sinne unserer Argumentation fordern wir, dass Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 ZGB wie folgt präzisiert wird:

... 1. Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die in ihrer beruflichen Tätigkeit regelmässig Kontakt zu Kindern haben;

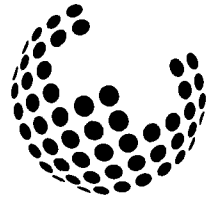
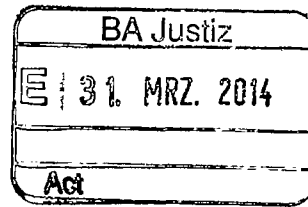
Gerne stehen wir Ihnen für allfällige Rückfragen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Jungwacht Blauring Schweiz



Anastas Odermatt
Co-Präsident

anastas.odermatt@jubla.ch



kibesuisse, Josefstrasse 53, 8005 Zürich

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EJPD
Bundesamt für Justiz BJ
Frau Judith Wyder
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich, 24. März 2014

Stellungnahme von kibesuisse, Verband Kinderbetreuung Schweiz, zur Änderung des schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Einladung zur Vernehmlassung zur Änderung des schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz) und nehmen gerne zu den Punkten Stellung, welche die Branche der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung betreffen.

Generell

Wir begrüßen die Bemühungen zur Verbesserung des Kindesschutzes, indem auf Bundesebene eine Regelung der Meldepflichten und Melderechte geschaffen werden soll. Dies trägt zur Rechtssicherheit bei und gewährleistet Rechtsgleichheit für alle in der Schweiz lebenden Kinder.

Ausweitung der Meldepflicht auf alle Fachpersonen

Der vorliegende Gesetzesentwurf verlangt, dass neu Berufspersonen, die mit Kindern zusammenarbeiten einer Meldepflicht unterliegen, wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte.

Im Gesetzestext heisst es: Fachpersonen aus dem Bereichen Betreuung, Erziehung, die regelmässig Kontakt zu Kindern haben.

→Kibesuisse lehnt eine Ausweitung der Meldepflicht auf die oben genannten Fachpersonen in diesem Ausmass ab.

Begründung

Es ist zu wenig präzisiert, was der Gesetzgeber unter *Fachpersonen* in privaten Institutionen versteht. Eine zu absolut verstandene Meldepflicht für diese Fachpersonen würde deren oftmals präventiv ausgerichtete Arbeit stark beeinträchtigen. Die Fachpersonen müssen abwägen können, ob sie eine Gefährdungsmeldung machen oder nicht. Gefährdung ist ein weiter Begriff und deshalb sollen Fachpersonen Entscheidungsspielräume haben, welche Vorgehensweise für das Wohl des Kindes zielführender ist. Eine allgemeine Meldepflicht führt nicht automatisch zu einem besseren Schutz von Kindern.

Im erläuternden Bericht spricht man nicht von Fachpersonen, sondern „Berufspersonen“. Wären damit auch Nannies, Spielgruppenleiterinnen oder selbstständige Tagesmütter gemeint? Diese Personen unterliegen in

kibesuisse

Verband Kinderbetreuung Schweiz
Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant
Federazione svizzera delle strutture d'accoglienza per l'infanzia
Josefstrasse 53, CH-8005 Zürich, T +41 44 212 24 44, www.kibesuisse.ch

den meisten Kantonen keiner gesetzlichen Melde- und Bewilligungspflicht und auch keinem Ausbildungszwang. Hier stellt sich insbesondere die Frage der Schulung, Information, Kontrolle und Sanktionierung.

Schon heute kann jede Person, die mit Kindern arbeitet, Gefährdungsmeldungen an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde machen. Viele Fachpersonen tun dies unter sorgfältiger Abwägung des Verdachtsanlasses auch.

Aus den genannten Gründen ist kibesuisse der Ansicht, dass die Einführung einer allgemeinen Meldepflicht nicht zielführend ist, sondern vielmehr die Aufklärung, Schulung, Information und Beratung der Fachpersonen in der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung und der Aufbau von Netzwerken in diesem Bereich gefördert werden sollte.

In der institutionellen Kinderbetreuung in Kindertagesstätten, Horten und Tagesfamilienorganisationen soll zudem die Verantwortung für die Meldung grundsätzlich bei der Leitung und nicht bei den einzelnen Angestellten liegen.

Freundliche Grüsse
Kibesuisse, Verband Kinderbetreuung Schweiz



Nadine Hoch
Co-Geschäftsleiterin



Talin Stoffel
Co-Geschäftsleiterin

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Winterthur, 31. März 2014

**Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz):
Melderechte / Meldepflichten
Stellungnahme zur Vernehmlassung**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, uns im Rahmen des obengenannten Vernehmlassungsverfahrens äussern zu können.

Kinderanwaltschaft Schweiz als unabhängiger, überkonfessioneller und parteipolitisch neutraler Verein bietet Kindern und Jugendlichen in allen sie betreffenden rechtlichen Verfahren unabhängige Hilfe und Unterstützung. Der Verein fördert und unterstützt auf Grundlage der UN-Kinderrechtskonvention und der Leitlinien des Ministerkomitees des Europarates für eine kindgerechte Justiz mit gezielten Massnahmen die Sensibilisierung und die Umsetzung einer kindgerechten Justiz in der Schweiz.

Kinderanwaltschaft Schweiz begrüsst grundsätzlich sowohl das erklärte Ziel der Revision, Kinder vor Gefährdungen zu schützen, als auch die angestrebte, bundesweite Vereinheitlichung der Melderegulung. Kritisch steht Kinderanwaltschaft Schweiz, als Vertreterin der Interessen der Kinder, jedoch den folgenden Punkten gegenüber:

1. Erweiterung der Melderechte nach Art. 314c Absatz 2 Ziffer 1 VE-ZGB

Im Falle eines begründeten Anlasses, dass das Kindeswohl gefährdet sein könnte, sollen Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, welche einem nach Art. 321 StGB geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, neu ohne vorgängige entsprechende Entbindung berechtigt sein, der Kindeschutzbehörde Meldung zu erstatten.

Die vorgeschlagene Neuregelung überlässt die Abwägung, ob in einem Fall von vermuteter Kindesgefährdung die Interessen am Schutz des Kindes oder diejenigen an der Geheimhaltung bestimmter Informationen vorgehen, den betroffenen Berufsheimnisträgerinnen und –trägern. Diesen kommt jedoch eine hohe, strafrechtlich geschützte Vertrauensstellung zu, welche garantiert, dass Personen, die sich an sie wenden, davon ausgehen können, dass nichts, das sie ihnen anvertrauen, unbefugt weitergegeben werden darf.

Auch wenn diesen qualifizierten Fachleuten eine sorgfältige Interessenabwägung zweifellos zugetraut werden darf, sind wir der Ansicht, dass es opportun ist, dass Berufsheimnisträgerinnen und –träger vor einer solch einschneidenden Massnahme wie der Gefährdungsmeldung an die Kinderschutzbehörden weiterhin die Einwilligung des oder der Betroffenen, insbesondere auch urteilsfähiger Minderjährigen, einholen. Dies entspricht dem Grundprinzip der Beteiligung des Kindes gemäss den Leitlinien für eine kindgerechte Justiz, wonach Kinder als eigenständige Rechtsträger umfassend wahrgenommen und in die Entscheidungen einbezogen werden müssen.

.¹ Das Einholen des Einverständnisses von betroffenen Minderjährigen wird nota bene auch im erläuternden Bericht (Seite 18) erwähnt, – allerdings mit der Einschränkung „falls möglich und sinnvoll“.

Sollte es nicht zu einer Einwilligung seitens der oder des Betroffenen kommen (Weigerung, fehlende Urteilsfähigkeit), erachten wir es als zumutbar, dass sich Berufsheimnisträgerinnen und –träger an die vorgesetzte Behörde oder Aufsichtsinstanz wenden und darlegen, warum sie eine Gefährdungsmeldung als notwendig erachten. Diese Vorgehensweise führt zu einer Einschätzung im Sinne eines Vier-Augen-Prinzips, was in Fällen von vermuteten Kindesgefährdungen äusserst sinnvoll ist.

In dringenden Fällen, in welchen der Weg über die vorgesetzte Behörde oder Aufsichtsinstanz aus Zeitgründen nicht möglich ist, greift subsidiär das Notstandsrecht, in Fällen von strafbaren Handlungen an Minderjährigen Art. 364 StGB. Somit besteht bereits die Möglichkeit in äusserster Gefahr ohne Entbindung Meldung zu erstatten.

Schliesslich ist noch zu erwähnen, dass die Aufzählung von Artikel 314c Absatz 2 Ziffer 1 nicht derjenigen von Artikel 321 Ziffer 1 StGB entspricht: Fachpersonen aus dem Bereich Justiz fehlen, sind mithin also weiterhin vom Berufsheimnis erfasst und demnach ohne vorherige Entbindung nicht zu einer Gefährdungsmeldung berechtigt. Falls an der vorgeschlagenen Neuregelung festgehalten wird, ist die Ausnahme von Fachpersonen aus dem Bereich Justiz aus unserer Sicht zwar berechtigt, kann aber in der Praxis wiederum zu Unklarheiten führen, beispielsweise im Falle von Rechtsvertreterinnen und –vertretern von Kindern und Jugendlichen.

Aus diesen Gründen stehen wir einer Erweiterung der Melderechte nach Art. 314c Absatz 2 Ziffer 1 VE-ZGB kritisch gegenüber.

¹ Leitlinien des Ministerkomitees des Europarats für eine kindgerechte Justiz, Paragraph III. Grundprinzipien, 2. Beteiligung, Ziff. 2 ff

2. Zur Erweiterung der Meldepflichten nach Art. 314d Absatz 1 VE-ZGB

Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die regelmässig mit Kindern zu tun haben und keinem Berufsgeheimnis unterstehen, sollen neu verpflichtet sein, der Kinderschutzbehörde Meldung zu erstatten, falls sie den begründeten Anlass zu Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können.

In Ziffer 2.2. des erläuternden Berichtes wird als Ziel der Einführung einer allgemeinen Meldepflicht die rechtzeitige Erkennung einer Entwicklungsgefährdung des Kindes genannt.

Gemäss der Stellungnahme von Stiftung Kinderschutz Schweiz ist eine allgemeine Meldepflicht in Fachkreisen in Bezug auf ihre Wirkung jedoch sehr umstritten. Es ist offenbar so, dass Studien gezeigt haben, *'dass eine allgemeine Meldepflicht nicht per se zu einem verbesserten Kinderschutz führt'*.²

Ein zentraler Punkt der Meldeerstattung betrifft aus unserer Sicht – wie bereits oben erwähnt – das Vertrauensverhältnis zwischen minderjährigen oder auch erwachsenen Ratsuchenden und der Fachperson. Diesem Vertrauensverhältnis wird mit der bisherigen (und neuen) Regelung der Meldepflicht für Fachpersonen mit einem Berufsgeheimnis Rechnung getragen. In Ziffer 2.3. des erläuternden Berichtes wird die bundesweite Einführung einer Meldepflicht für Berufsgeheimnisträger denn auch abgelehnt mit der Begründung, dass Meldepflichten in Bereichen, in denen der Erfolg einer Zusammenarbeit entscheidend vom Vertrauensverhältnis zwischen Fachperson und Minderjährigem abhängt, mitunter kontraproduktiv wirken können. Dies gilt unserer Ansicht nach gerade auch für Fachpersonen, die keine amtliche Tätigkeit ausüben (und keinem Berufsgeheimnis unterstehen).

Diese Auffassung entspricht im Übrigen den Leitlinien für eine kindgerechte Justiz, welche festhalten, dass „Fachkräfte, die mit Kindern und für Kinder arbeiten, sich an die strengen Bedingungen der Vertraulichkeit halten sollten, es sei denn, das Kind ist in Gefahr.“³

Des Weiteren umfasst die Ausdehnung der Meldepflicht auf die in Artikel 314d Absatz 1 Ziffer 1 VE-ZGB genannten Fachpersonen auch solche, welche keinerlei Aus- oder Weiterbildung haben, die ihnen eine sorgfältige Einschätzung der Gefährdung des Kindeswohls erlauben würden. Dies kann einerseits zur Unterlassung von Meldungen, andererseits aber auch zu überstürzten Meldungen führen. In beiden Fällen ist dem Kind nicht geholfen.

² Kinderschutz Schweiz, Positionspapier Erleichterung der Melderechte und qualifizierte Umsetzung der Meldepflichten, Januar 2014, (http://kinderschutz.ch/cmsn/files/2014_Herleitung_PP_Melderechte_Meldepflichten.pdf)

³ Leitlinien des Ministerkomitees des Europarats für eine kindgerechte Justiz, Paragraph IV. A, Ziffer 2. Schutz des Privat- und Familienlebens Punkt 10

Fazit und Empfehlungen

Zusammenfassend begrüsst Kinderanwaltschaft Schweiz das Ziel und die Bestrebungen des Bundesamtes für Justiz, den Kinderschutz zu stärken. Wichtig ist insbesondere die einheitliche Regelung in der ganzen Schweiz und dass die Kantone künftig Berufsheimnisträgerinnen und -träger nicht mehr individuell der Meldepflicht unterstellen dürfen (Artikel 314d Abs. 2 VE-ZGB).

Die Erweiterung des Melderechts (Artikel 314c 2) sowie der Meldepflicht (Artikel 314d) sieht Kinderanwaltschaft Schweiz jedoch nicht als geeignete Gesetze, um das Kind wirksam zu schützen.

Um das Ziel der rechtzeitigen Meldung einer Entwicklungsgefährdung eines Kindes zu erreichen, genügt das Melderecht nach Art. 314c Abs. 1 VE-ZGB, da jedermann – mithin auch Fachpersonen, die regelmässig mit Kindern zu tun haben – zu einer entsprechenden Meldung berechtigt ist.

Voraussetzung, eine Kindeswohlgefährdung oder einen Kindesmissbrauch überhaupt erkennen zu können, ist ein solides Vertrauensverhältnis zwischen dem Kind und der Person im Umfeld des Kindes. Nur durch dieses Vertrauensverhältnis kann mit Einbezug des Kindes eine Risikoabschätzung erfolgen. Durch die Erweiterung des Melderechts und der Meldepflicht wird aber diese wichtige Vertrauensbasis gestört. Für Situationen in unmittelbarer Gefährdung genügt das aktuelle Notstandsrecht (Artikel 364 StGB). Wichtig aber sind Fort- und Weiterbildungen zum Thema Kinderschutz und unabhängige Anlaufstellen für Kinder, für das Umfeld der Kinder sowie für Fachpersonen, z.B. eine multidisziplinäre Kinderschutzgruppe, an welche sich Informationssuchende wenden können.

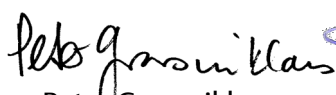
Damit das bestehende Melderecht und die Meldepflicht auch vermehrt wahrgenommen werden, ist das Vertrauen in ein kindgerechtes Rechtssystem unabdingbar. Dies bedeutet, dass Behörden, Ämter, Gerichte, Jugendstrafrechtspflege, Staatsanwaltschaft und Polizei die Leitlinien des Europarates für eine kindgerechte Justiz in ihrer täglichen Arbeit als Standard anwenden.

Die bestehenden Gesetze werden nur auf Grundlage des Vertrauens umgesetzt, dass ein Kind durch ein kindgerechtes Rechtssystem gestärkt und damit auch geschützt wird.

Für die Berücksichtigung unserer Standpunkte danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

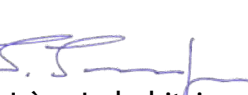
Kinderanwaltschaft Schweiz



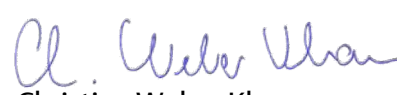
Peter Grossniklaus
Co-Präsident



Susanne Meier
Co-Präsidentin



Irène Inderbitzin
Geschäftsführerin



Christina Weber Khan
Leiterin Behörden & Gerichte

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Bundeshaus West
3003 Bern

Zürich, 31. März 2014

Vernehmlassung zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz)
Unsere Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, uns zur geplanten Gesetzesrevision äussern zu können. Kinderärzte Schweiz, der Berufsverband der Kinderärzte in der Praxis, vertritt Ärzte und Ärztinnen, die immer wieder mit Fragen um den Kinderschutz konfrontiert sind. Wir begrüssen die Bestrebungen, die Situation des Kindes zu verbessern.

Kinder sind eine besonders vulnerable Gruppe unserer Gesellschaft und bedürfen des bestmöglichen Schutzes, um möglichst unversehrt aufwachsen zu können.

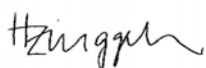
Die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen bringen eine klare Verbesserung für den Schutz der Kinder. Wir halten die folgenden Punkte für besonders wichtig:

- Jede Person darf Meldung erstatten, wenn sie einen berechtigten Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls hegt
- Die dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen sind ebenfalls meldeberechtigt
- Die dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen sind nicht zur Meldung verpflichtet (im Einzelfall kann es sinnvoll und zielführend sein, andere Lösungen zu suchen, zum Beispiel in Zusammenarbeit mit den gut etablierten Kinderschutzgruppen, bevor die Behörden eingeschaltet werden)
- Die Verpflichtung der nicht dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen mit beruflichem Kontakt zu Kindern zur Meldung bei begründetem Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls ist sinnvoll und erspart diesen Personen schwierige Gewissenskonflikte.
- Unsere Erfahrung zeigt aber, dass das Einschalten der Behörden nicht in jedem Fall das für das Kind beste Vorgehen ist. In gewissen Fällen lassen sich in Zusammenarbeit mit den Kinderschutzgruppen schneller bessere Lösungen finden
- Die Vereinheitlichung des Vorgehens in allen Kantonen

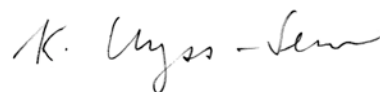
Kinderärzte Schweiz befürwortet den vorliegenden Gesetzesentwurf zum Wohle des Kindes.

Wir bitten um Kenntnisnahme unserer Stellungnahme. Besten Dank.

Freundliche Grüsse



Dr. med. Heidi Zinggeler Fuhrer
Co-Präsidentin Kinderärzte Schweiz



Dr. med. Katharina Wyss-Senn
Co-Präsidentin Kinderärzte Schweiz

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern
(per Mail an judith.wyder@bj.admin.ch)

Luzern, 31. März 2014

Änderung des Zivilgesetzbuches (Kindesschutz), Meldepflichten/Melderechte, Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Konferenz der Kantone für Kindes- und Erwachsenenschutz KOKES dankt Ihnen für die Gelegenheit, zur rubrizierten Vorlage Stellung nehmen zu dürfen.

Grundsätzliche Überlegungen zu Melderechten und Meldepflichten

Die Erstattung von Gefährdungsmeldungen ist eine notwendige Voraussetzung für einen wirksamen Kindes- und Erwachsenenschutz. Nur wenn die KESB rechtzeitig von Gefährdungssituationen Kenntnis erhält, kann sie bei akuten Gefährdungen sofort für den nötigen Schutz sorgen oder nach sorgfältiger und differenzierter Abklärung geeignete Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen anordnen.

Gefährdungs- und Risikoeinschätzungen sind anspruchsvolle berufliche Tätigkeiten, die Fachwissen und Erfahrung erfordern. Fachleuten im Gesundheits-, Sozial- und Bildungswesen kommt dabei eine Schlüsselverantwortung zu.

Dennoch ist es richtig, dass jede Person berechtigt ist, der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde Meldung zu erstatten, wenn sie begründeten Anlass zur Annahme hat, dass das Wohl eines Kindes gefährdet oder eine erwachsene Person hilfsbedürftig erscheint. Dass Gefährdungsmeldungen durch dieses allgemeine Melderecht zu früh, zu spät oder ohne eigentlichen Grund erfolgen können, ist in Kauf zu nehmen. Hingegen ist eine allgemeine Meldepflicht von Drittpersonen abzulehnen. Erfahrungen aus dem In- und Ausland zeigen, dass eine allgemeine Meldepflicht eher Denunziantentum fördert, die Nichteinhaltung kaum sanktioniert werden kann und tendenziell zu einer Abschottung von Familien mit Problemen führt.

Meldepflichten von bestimmten Fachpersonen sind jedoch nicht nur vertretbar, sondern notwendig. Sie bedürfen aber einer differenzierten gesetzlichen Regelung. Diese muss wirksam sein, in dem Sinne, dass statuierte Meldepflichten befolgt werden, sie muss praktikabel sein, d.h. es dürfen ihnen keine unnötigen Hindernisse entgegenstehen, und sie dürfen unabdingbare und ebenfalls gesetzlich geregelte Schweigepflichten nicht aushöhlen.

Für Personen, die einem strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, ist das Melderecht zu erleichtern, so dass sie im Einzelfall eine Interessen- und Rechtsgüterabwägung vornehmen und in Ausübung von pflichtgemäsem Ermessen eine Meldung erstatten können und kein Berufsgeheimnis „vorschieben“ können oder müssen.

Würdigung des geltenden Rechts

Art. 443 ZGB regelt erstmals, wenn auch nicht abschliessend, bundesrechtlich Melderechte und Meldepflichten.

Der Verzicht auf eine allgemeine Meldepflicht ist begründet und deshalb beizubehalten.

Die Regelung der Meldepflicht ist unvollständig in Bezug auf den Personenkreis, der einer Meldepflicht untersteht, und die Kompetenz der Kantone, weitere Meldepflichten vorzusehen, ist nicht zweckmässig.

Während mehrere Kantone darauf verzichtet haben, weitere Meldepflichten zu statuieren, haben andere davon Gebrauch gemacht. Das Resultat ist unbefriedigend und führt zu Rechtsunsicherheit und Rechtsungleichheit.

Allgemeine Würdigung des Vorentwurfs

Die KOKES begrüsst

- den Verzicht auf eine allgemeine Meldepflicht,
- die Erleichterung der Melderechte durch den Abbau von verfahrensrechtlichen Hindernissen,
- die vorgeschlagene Erweiterung der Meldepflichten,
- die z.T. getrennte Regelung für den Kinderschutz und den Erwachsenenschutz,
- die abschliessende bundesrechtliche Regelung.

Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen

[Art. 314c ZGB - Melderechte \[im Kinderschutz\]](#)

Abs. 1: i.O.

Abs. 2: Dass die beiden Gruppen von Personen (Ziff. 1 und Ziff. 2), welche einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, berechtigt sind, Meldung zu erstatten, wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl des Kindes gefährdet sein könnte, ist sehr zu begrüessen. Dieser Personenkreis soll richtigerweise trotz strafrechtlich geschütztem Berufsgeheimnis nach einer Interessenabwägung im Einzelfall Meldung erstatten können, ohne sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden lassen zu müssen. Diese Erleichterung des Melderechts kann die Meldebereitschaft erhöhen.

[Art. 314d ZGB - Meldepflichten \[im Kinderschutz\]](#)

Abs. 1: Die bundesrechtliche Ausweitung und Konkretisierung der Meldepflicht für Fachpersonen aus den genannten Bereichen findet ebenfalls unsere volle Unterstützung, auch wenn darunter Personen fallen, die sich grundsätzlich zu Recht auf ein berufsethisch motiviertes Berufsgeheimnis berufen. Dass Nicht-Fachpersonen, die in den Bereichen Freizeit und Sport, namentlich Jugendorganisationen und Sportvereinen, keiner Meldepflicht unterliegen, kann akzeptiert werden. Gelten doch für sie dieselben Argumente, die gegen eine allgemeine Meldepflicht sprechen.

Die Betonung der Subsidiarität durch den Vorbehalt der möglichen Abhilfe im Rahmen ihrer Tätigkeit verdient ebenfalls Unterstützung, indem sie vorschneller Delegation von Aufgaben an die KESB vorbeugt.

Abs. 2: Im Interesse der Rechtssicherheit und Rechtsgleichheit ist die abschliessende Regelung der Meldepflicht im Bundesrecht zu begrüessen (auch wenn das für einzelne Kantone eine Einschränkung bedeutet).

[Art. 314e ZGB - Mitwirkungspflichten und Amtshilfe \[im Kindesschutz\]](#)

Abs. 1 entspricht Art. 448 Abs 1 ZGB de lege lata.

Abs. 2 Die Ergänzung „*Psychologinnen und Psychologen*“ drängt sich nach der am 1. April 2013 aufgrund des Psychologieberufsgesetzes in Kraft getretenen Änderung von Art. 321 StGB auf.

Die Entbindung vom Berufsgeheimnis ist wohl selbstredend auch auf eigenes Gesuch der Fachperson möglich¹. Eine entsprechende Ergänzung im Gesetzestext würde jedoch zur Klarheit beitragen:

... oder die vorgesetzte Stelle sie auf *eigenes Gesuch* oder auf Gesuch der Kindesschutzbehörde vom Berufsgeheimnis entbunden hat.

Die nach Abs. 3 nicht zur Mitwirkung verpflichteten Personen sind wohl zur Mitwirkung berechtigt, wenn sie sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden lassen. Es dient wohl der Klarheit, wenn dies mindestens in der Botschaft erwähnt wird.

Unklar ist, weshalb die Notare fehlen in der Aufzählung; handelt es sich um ein Versehen oder eine begründete Absicht? Notare haben einen nahen Bezug zum Erwachsenenschutzrecht, indem sie Vorsorgeaufträge öffentlich beurkunden².

Abs. 4 und 5 i.O.

[Art. 443 Abs. 2 ZGB - Melderechte und -pflichten \[im Erwachsenenschutz\]](#)

Der Vorbehalt der eigenen Abhilfe ist aus den zu Art. 314d ZGB angeführten Gründen zu unterstützen.

Zur abschliessenden bundesrechtlichen Regelung vgl. Bemerkungen zu Art. 314d ZGB.

[Art. 448 Abs. 2 ZGB - Mitwirkungspflichten und Amtshilfe \[im Erwachsenenschutz\]](#)

Vgl. die Bemerkungen zu Art. 314e Abs. 2 ZGB.

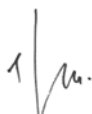
[Änderung anderer Erlasse](#)

Keine Bemerkungen.

Wir danken Ihnen für Ihr Interesse und die wohlwollende Aufnahme unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

**Konferenz der Kantone
für Kindes- und Erwachsenenschutz KOKES**



Guido Marbet,
Präsident



Diana Wider,
Generalsekretärin

¹ BSK Erw.schutz-AUER/MARTI, Art. 448 N 31.

² BSK Erw.schutz-AUER/MARTI, Art. 448 N 37.

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz
David Rüetschi
3003 Bern
david.rueetschi@bj.admin.ch

Zürich, 25. Februar 2014

**MELDEPFLICHT BEI VERDACHT AUF GEFÄHRDUNG DES KINDESWOHLS
ÄNDERUNG DES SCHWEIZERISCHEN ZIVILGESETZBUCHES (KINDESSCHUTZ)**

Vernehmlassungsantwort des Dachverbands Lehrerinnen und Lehrer Schweiz LCH

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrter Herr Rüetschi
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zu einer Stellungnahme. Der Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz vertritt rund 50'000 der etwa 90'000 Lehrpersonen und Schulleitungen in der Schweiz.

Lehrpersonen und Schulleitungen müssen seit Januar 2013 als amtliche, resp. öffentlich-rechtliche tätige Personen die Meldepflicht wahrnehmen (Art 443 ZGB). Nun soll die Meldepflicht auf alle Personen, die regelmässig Kontakt mit Kindern haben, ausgeweitet werden. Personen, die bisher dem Berufsgeheimnis unterstehen, z.B. Therapeutinnen oder unterrichtende Pfarrer können sich von ihrer vorgesetzten Stelle vom Berufsgeheimnis entbinden lassen. Zudem sollen die Lehrpersonen der Privatschulen und der Sekundarstufe II (Berufsschulen, Mittelschulen und Gymnasien) der Meldepflicht unterstellt werden. Mit der Ausweitung auf Personen, die regelmässigen Kontakt mit Kindern haben, würden auch weitere an der Schule tätige Personen wie Hauswarte, Betreuungs- und Hortpersonal, Zivildienstleistende, Seniorinnen und Senioren oder andere Personen im Freiwilligeneinsatz oder mit Assistenzfunktionen meldepflichtig.

Der LCH unterstützt grundsätzlich alle Bestrebungen, welche Kindern grösseren Schutz vor Übergriffen bieten. Alle Betreuungs- und Freizeitangebote für Kinder und insbesondere obligatorische Schulen unterliegen einer hohen Sorgfaltspflicht.

Die Ausweitung der Meldepflicht auf das übrige Schulpersonal sollte aufgrund der bisherigen Erfahrungen mit dem Vollzug in den Kantonen und Gemeinden jedoch nochmals gut durchdacht werden.

Es fehlen in vielen Kantonen unabhängige Beratungsstellen, welche dem Berufsgeheimnis unterstehen, an die sich Schulen bei Unsicherheiten wenden können, bevor Amtsstellen tätig werden. Für diverse Personen, welche an Schulen arbeiten, sollte die Meldepflicht klarer geregelt werden. Die Schulen brauchen Ressourcen, um den entstehenden Aufwand rund um Gefährdungsmeldungen bewältigen zu können.

Gerne nehmen wir im Folgenden zu einzelnen Punkten Stellung:

1. Probleme im Vollzug mit der bisherigen Meldepflicht für Lehrpersonen und Schulleitungen

Die noch neue gesetzliche Pflicht zur Gefährdungsmeldung wird in den Kantonen unterschiedlich kommuniziert. Im Kanton Zürich zum Beispiel müssen Lehrpersonen die Gefährdungsmeldungen an ihre Schulleitung und diese wiederum an ihre Schulbehörde weiterleiten, ausser diese Kompetenz sei an die Schulleitungen delegiert.

Die Meldepflicht für Schulen ist eine schwierige Sache: Das Vertrauen der Eltern geht meist verloren, Kinder stehen in der Zwickmühle und haben Schuldgefühle, sollten aber weiterhin meist noch einige Jahre zu Schule gehen. Es gibt Familien, die bei drohender Aufdeckung sofort wegziehen, was die Situation der Kinder nicht verbessert.

Uns ist ein Fall bekannt, wo eine KESB von den Schulen gemeldete dringende Fälle wochenlang liegen liess und Kinder von ihren Eltern öffentlich weiter verprügelt wurden. In einem anderen Fall wurde von der KESB sofort und ohne weiteren Kontakt mit der Schule Anzeige erstattet, was die Situation an der Schule unmöglich werden liess. Kleine Kinder zeigen ihre psychischen Verletzungen oder einen sexuellen Missbrauch manchmal sehr verschlüsselt. In solchen Situationen wären unabhängige Beratungsstellen, welche dem Berufsgeheimnis unterstehen, hilfreich, um mehr Sicherheit in der Einschätzung von Beobachtungen zu gewinnen.

Recht unterschiedlich ist die Nichtwahrnehmung von pädagogischen Fürsorgepflichten geregelt, dazu würde wohl auch das „Wegschauen“ bei sichtbaren Gewaltschäden oder einschlägig auffälligem Verhalten gehören. In vielen Kantonen schützen kantonale Verantwortlichkeitsgesetze vor zivilrechtlichen Klagen wegen Fahrlässigkeit. In einigen Kantonen kann aber der Arbeitgeber bereits bei leichter Fahrlässigkeit Regress nehmen und seinerseits mit arbeitsrechtlichen Massnahmen und zivilrechtlichen Klagen vorgehen, wenn er über das Verantwortlichkeitsgesetz selber eingeklagt würde.

Es muss den verantwortlichen Behörden bewusst werden, dass Schulen sehr häufig, in gewissen Gemeinden sogar wöchentlich ein bis mehrmals Gefährdungsmeldungen machen (müssten). Es wäre hilfreich und es ist notwendig, dass der Bund mit Kantonen und lokalen Schulbehörden die entsprechenden Vollzugsfragen besser klärt. Dazu gehört die Information über unabhängige Beratungsstellen für Schulen. Oft sind gute Lösungen vorhanden, wie z.B. im Kanton Aargau. Nur kennt sie kaum jemand, weil die verschiedenen Departemente Justiz, Soziales und Bildung besser koordinieren und informieren müssten.

Schulen sind die Orte, wo Gefährdungen des Kindeswohls oft zuerst und am häufigsten entdeckt werden (könnten). Jeder Fall führt insbesondere bei den schon heute sehr belasteten Schulleitungen zu einem noch höheren Arbeitsanfall, der bisher kaum zur Kenntnis genommen und deshalb auch kaum zeitlich entgolten wird. Bildungsdepartemente haben bei den heutigen Sparmassnahmen wenig Interesse daran, zusätzliche Aufgaben für die Schulen zu generieren. Gefährdungsmeldungen stören und beanspruchen viel Zeit. Das Anreizsystem für Schulen ist zunehmend auf Leistung und nicht auf die Meldung von Gefährdungen ausgelegt.

Ein Gesetz allein bringt also wenig Verbesserungen, sondern zuerst einmal ein schlechtes Gewissen und viel Unsicherheit. Es muss verhindert werden, dass aus Selbstschutz und Überlastung einfach weggeschaut wird. Aus Sicht der Schule und den mit diesen Fragen meist allein gelassenen Lehrpersonen und Schulleitungen müsste der Bund diese Anliegen und Probleme im Vollzug durch die Kantone und Gemeinden sehr viel ernster nehmen, bevor die Meldepflicht de facto auf das gesamte Schulpersonal ausgedehnt wird.

2. Ausweitung auf Assistenzpersonal

Es bleibt unklar, wie sich die Meldepflicht für regelmässig eingesetzte Freiwillige (Eltern, Senioren), Praktikanten, Zivildienstleistende oder bezahlte Assistenzen auswirkt und wie der Umgang mit kritischen Beobachtungen geregelt würde. Die Meldepflicht auf sämtliches Personal würde voraussichtlich zu einiger Verunsicherung führen. Ob es wirklich Sinn macht, nicht reguläres oder wenig ausgebildetes Personal der Meldepflicht zu unterstellen, muss bezweifelt werden.

3. Pfarrer und andere Experten als Lehrpersonen

In Fällen von Doppelunterstellungen ist unklar, was gilt: Ist der Pfarrer im Religionsunterricht nun Lehrer oder untersteht er in dieser Funktion weiterhin dem Berufsgeheimnis? Wem gegenüber ist die für Sexualpädagogik zuständige Psychologin, welche bei einer Beratungsstelle arbeitet, meldepflichtig? Würde die Schule ins Vertrauen gezogen?

4. Ausweitung auf die Sekundarstufe II (Mittelschulen, Berufsschulen)

Diese Veränderung ist grundsätzlich richtig, wenn schon eine Meldepflicht für Lehrpersonen, dann für alle Lehrpersonen, welche mit unmündigen Kindern und Jugendlichen zu tun haben.

5. Ausweitung auf Privatschulen und Betreuungseinrichtungen

Diese Ausweitung unterstützen wir grundsätzlich ebenfalls. Allerdings gelten hier die gleichen Fragen für den Vollzug wie an den öffentlichen Schulen.

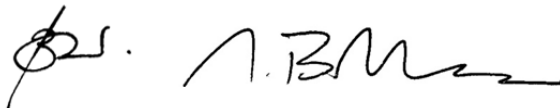
Wir hoffen gerne auf eine praxiswirksamere Umsetzung der bisherigen Meldepflicht zu Gunsten der betroffenen Kinder. Bei einer Ausweitung der Meldepflicht sollte der Bund zwingend den Vollzug enger begleiten, damit die für Gefährdungsbeobachtungen nicht speziell ausgebildeten Lehrpersonen bei ihrer schwierigen Arbeit genügend Unterstützung erfahren.

Freundliche Grüsse

Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz LCH



Beat W. Zemp
Zentralpräsident



Jürg Brühlmann
Leiter PA LCH

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
EJPD
Bundesamt für Justiz
Judith Wyder
3003 Bern

Winterthur und Zofingen, März 2014

Vernehmlassung zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; Kinderschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrter Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zu den vorgeschlagenen Änderungen des ZGB betreffend Kinderschutz Stellung zu nehmen. Das Netzwerk Kinderbetreuung Schweiz vereint die Verbände für Kindertagesstätten, Tagesfamilien und schulergänzende Betreuungsangebote, Vertreterinnen und Vertreter von Krippen, Kitas und Horten sowie Forschung, Bildung, Wirtschaft und Politik. Die vorgeschlagenen Änderungen betreffen Mitglieder des Netzwerkes direkt, weshalb wir gerne zum Vorhaben Stellung nehmen möchten:

Das Netzwerk Kinderbetreuung **unterstützt grundsätzlich die in der Vorlage vorgesehenen Änderungen betreffend der Erleichterung der Melderechte (auch für Berufspersonen die einem Berufsgeheimnis unterliegen) und die national einheitliche Regelung der Meldepflicht.** Eine Regelung der Melderechte und der Meldepflichten auf Bundesebene führt zu mehr Rechtssicherheit und unterstützt den Kinderschutz.

Bei der Ausdehnung der Meldepflichten jedoch möchten wir Vorbehalte anbringen:

- **Gefahren bei einer Ausdehnung der Meldepflicht:** Eine Ausdehnung der Meldepflicht bringt nicht grundsätzlich eine Verbesserung des Kinderschutzes. Neben der Frage einer adäquaten Ausbildung (vgl. Punkt unten), ist insbesondere auch ein Ermessensspielraum der Fachpersonen wichtig, um sorgfältig abzuwägen, ob eine Meldung gemacht werden soll, oder ob es für das Kindeswohl besser ist, wenn das bestehende Vertrauensverhältnis einstweilen gewahrt werden soll. Wenn es heute Unterlassungen gibt, dann nicht, weil es keine Meldepflicht gibt, sondern weil viele Personen nicht über nötige Erfahrung und Wissen verfügen.
- **Aus- und Weiterbildung:** Um im richtigen Moment eine Gefährdungsmeldung zu machen, braucht es eine entsprechende Aus- oder Weiterbildung. Die Aus- und Weiterbildung ist im Gesetz jedoch nirgends erwähnt. Die einschlägigen Erfahrungen im Kindsschutzbereich zeigen, dass die Früherfassung und richtige Einschätzung von Gefährdungssituationen nur funktioniert, wenn die Fachpersonen für diese Frage immer wieder sensibilisiert und über neue Erkenntnisse informiert werden. Eine entsprechende Aus- und Weiterbildung ist daher zwingend und sollte im Gesetz Eingang finden um ein koordinierendes und unterstützendes Bundesengagement für die Weiterbildung aller betroffenen Berufsgruppen sicher zu stellen. Insbesondere, wenn die Erweiterung der Meldepflicht, wie im Bericht zur Vorlage dargestellt, auch auf Laienpersonen (Sporttrainer) ausgedehnt wird.
- **Vernetzung:** Neben der Aus- und Weiterbildung ist die lokale Vernetzung der Akteure zentral um einen guten Kindsschutz gewährleisten zu können. Auch diesem Punkt trägt die Vorlage zu wenig Rechnung.

Das Netzwerk lehnt deshalb die Ausdehnung der Meldepflicht auf sämtliche Personen, die regelmässig mit Kindern in Kontakt sind (dazu gehören auch diverse Personen im Frühbereich & der Kinderbetreuung), ab. Es würde hingegen begrüsst, wenn durch eine Informations- und Weiterbildungsoffensive sowie gezielte lokale Vernetzung solche Personen befähigt werden, von ihrem Melderecht wirkungsvoll Gebrauch zu machen.

Wir danken für die Prüfung unserer Argumente und verbleiben mit freundlichen Grüssen

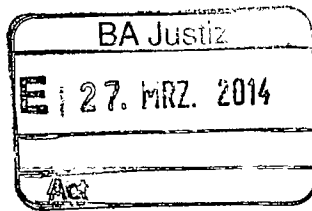


Thomas Jaun, Präsident



Miriam Wetter, Geschäftsführerin

27. März 2014



Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Bundeshaus
3003 Bern

Bern, den 25. März 2014

VERNEHMLASSUNG ZUR ÄNDERUNG DES ZGB – KINDESSCHUTZ

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme zur erwähnten ZGB Revision. Der Vorstand unserer Dachorganisation Pro Familia Schweiz hat sich eingehend mit der Vorlage auseinandergesetzt und nimmt wie folgt Stellung.

Allgemeine Bemerkungen

Die Diskussionen in den letzten Jahren über die Verjährbarkeit von Straftaten an Kindern einerseits und die Misshandlung zahlreicher Kinder in unserem Land andererseits haben einen Beitrag zur Sensibilisierung einer breiteren Öffentlichkeit geführt. Gewalt gegen Kinder, verwehrloste Jugendliche, Mobbing, Sexting, Cyberbelästigung - viele Kinder und Jugendliche sind Gefahren hilflos ausgesetzt und Opfer von Misshandlung oder sexuellem Missbrauch. Leider schützt die Familie das Kind nicht vor Misshandlung und Missbrauch. Viele Kinder erleben physische und psychische Gewalt im vertrauten Elternhaus und sind dieser Gewalt wehrlos ausgesetzt.

Erwachsene, die im Umfeld des Kindes leben, die mit dem Kind im täglichen Kontakt sind, sind in der Verantwortung und müssen, wenn sie eine Misshandlung feststellen oder einen Missbrauch vermuten, den Fall einer Kinderschutzhilfe melden. Der nun vorliegende Entwurf enthält eine allgemeine Meldepflicht, er sieht aber nach wie vor gewisse zwar klar umschriebene Ausnahmen vor. Wir begrüßen die Einführung der allgemeinen Meldepflicht, denn die Meldepflichtregelung wird angesichts der heutigen verschiedenen Handhabungen durch die Kantone mehr Klarheit für alle Erwachsenen schaffen, losgelöst von der Berufsgattung. Gleichzeitig dient eine allgemeine Meldepflicht dem Schutz aller Kinder und Jugendlichen. In unserem Land gibt es nach wie vor eine hohe Dunkelziffer und viele Kinderschicksale. Eine Vereinheitlichung der Meldepflichtregelung ist in unserem kleinen Land, welches von einer hohen Mobilität geprägt ist, erforderlich. Die Rechtssicherheit, die dank der Vereinheitlichung erzielt wird, darf aber nicht wieder aufgeweicht werden, indem die

Kantone weiterhin in ihren Hoheitskompetenzen weitere Meldungen vorsehen dürfen. Ferner darf vom Grundsatz der Meldepflicht nicht abgewichen werden, selbst wenn Fachpersonen dem Berufsgeheimnis unterstehen. Das Melderecht, welches für diese Berufsgruppen vorgesehen ist, ist dem Schutz des Kindes nicht förderlich. Viel wichtiger ist, dass nach erfolgter Meldung die verschiedenen Fachkreise zusammen arbeiten. Eine Meldung muss nicht zwingend in eine Verurteilung münden, sondern sollte zum Wohle des Kindes alle Betroffenen zur Verbesserung der Lebensbedingungen aller dienen. Es gibt keinen Grund für eine Entlassung aus der Meldepflichtverantwortung. Wir gehen in der Detailberatung auf diesen Punkt näher ein.

Wohl des Kindes als Priorität

Das Wohl des Kindes muss als oberste Maxime gelten. Der Kinderschutz hat oberste Priorität, denn ein Kind, welches Gewalt an Leib und Seele erfährt, trägt auch als erwachsene Person Narben. Kindesmisshandlungen können viele zum Teil gravierende und lang andauernde Folgen auslösen. Im Vordergrund stehen Entwicklungs- und psychische Störungen sowie körperliche Schäden bis hin zu Todesfällen oder Suizid. Die Folgen können nicht nur das momentane Wohlbefinden und die Entwicklung des Kindes beeinträchtigen, sondern sie verursachen nicht selten auch schwerwiegende Probleme im Erwachsenenalter. Um dies zu verhindern, müssen Ressourcen zur Verfügung gestellt werden. Ressourcen für die Prävention aber auch für die Heilung

Viele Kindesmisshandlungen erfolgen im familiären Umfeld und hängen sehr oft mit der Überforderung, dem Stress der Erziehenden und der Nichtanerkennung des Kindes als eigenständiges Subjekt zusammen. Auf einen einzigen Faktor lässt sich die Gewalt an Kindern indes selten zurückführen, meist wirken diverse Risikofaktoren zusammen, wie auch aus dem Bericht ersichtlich ist. Kinderschutz ist eine Aufgabe der Familie, aber wenn diese überfordert ist, müssen die professionellen Hilfsysteme, die das Microsystem der Familienwelt umgeben, der Familie zur Seite stehen.

Daher muss der verfassungsrechtliche Anspruch auf besonderen Schutz der Unversehrtheit der Kinder und Jugendlichen und das Recht auf die Förderung der Entwicklung von den Erwachsenen gewährleistet werden. Diese Aufgabe muss von allen wahrgenommen werden, den vielen Erwachsenen im Umfeld des Kindes, den Schulen und Behörden, aber auch von den privaten erziehungs- und betreuungsberechtigten Personen. Wichtig ist, dass das Zusammenspiel zwischen Privaten und Behörden unterstützt und gefördert wird, damit Schutz und ein frühes Eingreifen möglich werden.

Der Bericht zum Vorentwurf weist zwar darauf hin, dass es keine einheitliche Definition von Kindesmisshandlung gibt. Die Definition des Kindeswohls ist aber noch viel unbestimmter und beinhaltet auch die vermutete Gefährdung des Kindeswohls. Hingegen gibt es für die Misshandlung, Vernachlässigung und erwiesener Gefährdung des Kindeswohls breit anerkannte und klare Kriterien. **Eine uneingeschränkte Meldepflicht in diesem umgrenzten Bereich der Misshandlung, Vernachlässigung und erwiesener Gefährdung dient der Akzeptanz der allgemeinen Meldepflicht und würde mit Sicherheit besser akzeptiert als die im Vorentwurf vorgeschlagene Lösung.**

Heute nehmen sich verschiedene staatliche Institutionen den Belangen der Kinder an. Aber wie die gegenwärtige Erfahrung der neuen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (Kesb) aufzeigen, benötigen all diese Stellen - auch die neu geschaffenen - Professionalität, fachliche Kompetenz, Weiterbildung, Qualitätssicherungskonzepte und die Möglichkeit der Zusammenarbeit. Gerade diese Zusammenarbeit sollte als Schlüsselkonzept einer modernen Kinderschutzarbeit betrachtet werden. Gefordert sind nicht nur die Kinderschutz-Fachleute, sondern alle anderen am Kinderschutz beteiligten Berufssysteme der Sozialen Arbeit, der Erziehung und Bildung, des Gesundheitswesens, der Polizei und des Justizwesens. Die Zusammenarbeit all dieser Personen, denen auch eine Brückenbauerfunktion zukommt, ist zentral. Dieser Zusammenarbeit muss in Zukunft eine strategische und programmatische Funktion zukommen. Sie dient auch der Qualitätssicherung, der Vereinheitlichung der methodischen Gefährdungseinschätzung und somit direkt dem Kinderschutz. Es ist bedauernd, dass die Förderung dieser Zusammenarbeit im Entwurf nirgends wirklich angesprochen wird, denn diese so zentrale Funktion im modernen Kinderschutz ermöglicht den Dialog unter den Fachpersonen und dient dadurch der Unterstützung der Eltern. Vor allem aber erlaubt die Förderung dieser Zusammenarbeit die konsequente Einführung einer allgemeinen Meldepflicht.

Wir möchten noch auf einen weiteren Punkt aufmerksam machen, der nirgends erwähnt wird. Wir fordern, dass die Ausbildung der Beiständigen und Beistände der Kinder geregelt und gefördert wird, insbesondere derjenigen, die die Kinder in Verfahren vertreten. Mindestens letzterwähnte Fachpersonen sollten über eine anerkannte, spezialisierte Fachausbildung verfügen.

Ausnahmen und Berufsgeheimnis

Im Wissen, dass Kinder und Jugendliche in Krisen- und Konfliktsituationen, in Vernachlässigungs- und Gewaltsituationen immer in der schwächsten Position sind, müssen wir uns ernsthaft fragen, wann und unter welchen Umständen Erwachsene von der Meldepflicht enthoben werden. Gegenwärtig kennen 9 Kantone eine Meldepflicht für Fachpersonen mit einem Berufsgeheimnis, diese Personen dürfen sofort handeln und müssen sich nicht im Voraus vom Berufsgeheimnis entbinden lassen. So wird z.B. im Art. 32 der „loi d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant du 29 mai 2012“ (Vaud) aufgezählt, welche Berufsgattungen diese Meldepflicht haben. Gleichzeitig wird präzisiert, dass die Eltern und die Kinder resp. die Jugendlichen in der Regel über die Meldung informiert werden müssen. Ausnahmen sind zugelassen. Im Artikel 35 dieses Gesetzes wird das Vorgehen nach einer Meldung beschrieben. Nicht jeder Fall wird weiterverfolgt oder hat Konsequenzen für die Erwachsenen. Es bleibt ein Handlungsspielraum bestehen und dieser kann zum Schutz des betroffenen Kindes ausgelegt werden. Diese bewährte Regelung zeigt auf, dass die Anwendung des Grundsatzes der allgemeinen Meldepflicht für alle umsetzbar ist.

Im Wissen, dass die Meldewahrscheinlichkeit einerseits vom Sozialstatus und andererseits von der Art der Gefährdung abhängt, ist schwer verständlich, dass die Autoren des Entwurfes auf eine ähnliche allgemeine bundesrechtliche Meldepflicht verzichten wollen. Die Erfahrungen einzelner Kantone zeigen, dass eine frühe Meldung nicht zur Gefährdung des

Kindes führt und auch das Vertrauensverhältnis zwischen dem Kind und der Fachperson nicht zerstört, dies nicht desto trotz weil die Kinderschutzbehörde einen gewissen Ermessungsspielraum behält. Diese Meldepflicht drängt sich auch aus einem anderen Grund auf. Neueste Untersuchungen zeigen (A. Jud, Forschungsprojekt Gefährdungsmeldungen durch Schulen und schulische Dienste, Hochschule LU), dass nach wie vor eine Abneigung gegen das Instrument der Gefährdungsmeldung besteht. Der Autor der Studie erklärt sich dieses Phänomen mit der nach wie vor starken Wahrnehmung der Kinderschutzbehörde als staatliche Interventionsbehörde und dem tief verwurzeltem Bild, dass der Staat die Kinder wegnimmt. Der Widerstand lässt sich auch historisch begründen, wie die gegenwärtige Diskussion über die administrative Versorgung von Kindern und Jugendlichen, die noch nicht weit zurück liegt, zeigt.

Wir sprechen uns deshalb, wie nachfolgend präzisiert, für eine entsprechende Anpassung des vorgeschlagenen Art. 314d Abs. 1 aus, zumal die Verhinderung von Misshandlung und Vernachlässigung das explizite Ziel der Motion ist, die zum vorliegenden Revisionsvorschlag geführt hat.

Detailanalyse

Zu Art. 314 c und 314 d

Die mit diesen Artikeln verbundene Gefährdungsmeldung ist zentral, um das materielle Kindsrecht umzusetzen. Damit die Erwachsenen im Umfeld des Kindes zum Schutz des Kindes handeln, müssen sie wissen, dass sie nichts belegen müssen, sondern das Recht resp. die Pflicht haben, eine mögliche Gefährdung zu signalisieren. Ausschlaggebend ist die wahrnehmbare Gefährdungssituation.

Wir begrüßen, dass die bisherigen Einschränkungen für Personen, die einem Berufsgeheimnis unterstehen, aufgehoben werden. Bis anhin durften diese Personen erst dann eine Meldung erstatten, wenn eine gemäss Art. 364 StGB strafbare Tat begangen wurde. Diese bisher gültige Einschränkung der Meldeberechtigung ist dem Kinderschutz hinderlich. Die vorgenommene Änderung entspricht der Waadtländer Praxis, die sich laut Behörden bewährt hat. Personen, die einem Berufsgeheimnis nach StGB unterstehen, müssen Gefährdungsmeldungen an die Kinderschutzbehörde erstatten können, ohne sich im Voraus vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen.

Wir verlangen jedoch, dass diese oberwähnten Berufsgruppen ebenfalls einer Meldepflicht gemäss Artikel 314d und nicht nur einem Melderecht unterstehen. Es soll die Aufgabe der Kinderschutzbehörde sein, nach der Meldung die Form der Intervention zu definieren. Es darf nicht sein, dass betroffene Minderjährige selber in eine zusätzliche Konfliktsituation hineingezogen werden, nur weil sie vor einer Meldung noch ihr Einverständnis geben müssen. Dadurch entstehen Loyalitätskonflikte, die für diese gefährdeten Kinder und Jugendlichen, nicht zumutbar sind. Es braucht einen Automatismus, dadurch wächst auch das Verständnis der Bevölkerung, dass Gewalt, Missbrauch und Vernachlässigung nicht tolerierbar sind. Es braucht nicht nur ein Umdenken der Fachleute – wie die Autoren des Entwurfes festhalten -

sondern sehr wohl auch ein Umdenken aller Personen, die regelmässig mit Kindern zusammen sind.

Die Erweiterung der Meldepflicht auf alle Erwachsenen ist ein zentrales Anliegen, deren Relativierung, wie sie nun im Vorentwurf vorgesehen ist, eine Gefahr. Der Gesetzesentwurf hält fest, dass die Fachpersonen ohne öffentlich-rechtliche Aufgaben nur dann zur Meldung verpflichtet sind, wenn sie nicht selber den betroffenen Kindern die nötige Hilfe zur Behebung der Gefährdung leisten können. Angesichts der Skepsis mit welcher viele dieser Personen den staatlichen Kinderschutzbehörden gegenüberstehen, stellt sich die Frage, ob die Aufweichung des Grundsatzes der allgemeinen Meldepflicht effektiv dem Kinderschutz dient. Wir bezweifeln dies sehr. Hier ist der Grundsatz der Subsidiarität fehl am Platz.

Wenn das Kindeswohl als oberste Maxime des Kindesrechts gilt, dann heisst dies auch, dass die altersbedingten Grundbedürfnisse in einem gegebenen Lebenszusammenhang eines Kindes befriedigt sein müssen. In erster Linie haben die Eltern dafür zu sorgen, dass die altersbedingten Grundbedürfnisse des Kindes befriedigt sind. Sie haben nicht nur das Recht, sondern auch die Pflicht, das Kind zu erziehen und seine körperliche, geistige und sittliche Entfaltung zu fördern und zu schützen, es zu pflegen und auszubilden. Vernachlässigungen und Misshandlungen bei Kleinkindern werden oft von den Mütter- und Väterberaterinnen entdeckt, denn sie stehen nach der Geburt oft in Kontakt mit den jungen Eltern. Doch heute sind sie laut Arbeitsvertrag einem Berufsgeheimnis und einer Schweigepflicht unterstellt. Diese Schweigepflicht macht wenig Sinn, denn Mütterberaterinnen kennen auf Grund ihrer Ausbildung die Risikofaktoren, welchen die jüngsten Kinder ausgesetzt sein können.

Wenn man die Risikofaktoren von Kindsmisshandlung wahrnimmt und die am meisten von Kindsmisshandlung betroffene Altersgruppe aus den Statistiken sieht, dann ist es aus unserer Sicht geradezu zwingend, dass Fachpersonen wie die Mütter- und Väterberaterinnen (Gesundheitsfachpersonen) zur Meldung verpflichtet werden. Denn diese sind im ersten Lebensjahr des Kindes die Fachpersonen, welche die Kinder und ihre Eltern am ehesten begleiten. In diesem Kontext ist es auch wichtig zu wissen, dass die Hälfte aller vernachlässigten Kinder sowie jedes fünfte körperlich misshandelte Kind laut Statistik jünger als 1 Jahr ist. Diese Kinder brauchen Schutz, auch vor den eigenen Eltern.

Die Meldepflicht hat zum Ziel, rechtzeitig zu erkennen, wann ein Kind in seiner Entwicklung gefährdet ist. Und diese Auffälligkeiten sehen die Mütterberaterinnen sehr häufig in einem frühen Stadium. Die Dienstleistung Mütter- und Väterberatung berät Eltern mit Kindern ab Geburt bis 5 Jahre. So kommt diesen Fachpersonen eine Schlüsselfunktion zu. Mit der Meldepflicht sollen sie ermutigt werden, sich für das Wohl des Kindes einzusetzen. Spezielle Weiterbildungen zum Kinderschutz unterstützen diese Fachpersonen bereits heute.

Die Aufrechterhaltung eines Melderechtes, wie von den Autoren der Vorlage gewünscht wird, dient nicht dem Kinderschutz und steht im Widerspruch zum Grundsatz der allgemeinen Meldepflicht. Es macht wenig Sinn ein Melderecht zu gewähren, denn wer dieses Recht nicht nutzt, kann auch nicht rechtlich für eine Unterlassung mit schwerwiegenden Folgen für das Kind belangt werden. Wer aber einer Meldepflicht untersteht, ist bei deren Verletzung unter gewissen Umständen strafbar.

Wir lehnen die Differenzierung zwischen Meldepflicht und Melderecht ab, verlangen, dass erstens konsequent die allgemeine Meldepflicht für alle Erwachsenen gilt, dass zweitens auf die „vermutete“ Gefährdung des Kindeswohls verzichtet und drittens der verankerte Subsidiaritätsgedanke aufgehoben wird. Gleichzeitig fordern wir, dass die Zusammenarbeit zwischen allen Personen, die Kinderschutzarbeit leisten, gefördert wird. Andere Staaten haben Qualitätsstandards für diese Zusammenarbeit erstellt, wir verweisen zum Beispiel auf das umfangreiche methodische Regelwerk für Kinderschutzarbeit „Working Together to Safeguard Children. A guide to inter-agency working to safeguard and promote the welfare of children“.

Zu Art. 314 e Abs. 2

Im Säuglings- und Kleinkindbereich sind Mütter- und Väterberaterinnen wahrscheinlich zusammen mit den Haus- und Kinderärzten jene Berufsgruppe, welche am frühesten Einblick und Zugang in schwierige Situationen hat. Daher sollte diese Berufsgruppe auch explizit erwähnt werden. Zudem sollte die Bedeutung der Aus- und Weiterbildung deutlich hervorgehoben werden. Die einschlägigen Erfahrungen im Kindsschutzbereich zeigen, dass die Früherfassung und richtige Einschätzung von Gefährdungssituationen nur funktioniert, wenn die Fachpersonen für diese Frage immer wieder sensibilisiert und mit den neuen Erkenntnissen konfrontiert werden.

Mit der Aufzählung in Art. 314c und 314d sind die Mütterberaterinnen miterfasst, so dass im Gesetzestext keine explizite Erwähnung notwendig ist. Hingegen fehlen in Art. 314e Abs.2 die Mütterberaterinnen, sie sollten jedoch im zweiten Absatz explizit aufgeführt werden. Denn die Mütterberaterinnen sind häufig in einem besonderen Vertrauensverhältnis zu den Eltern, so dass diese spezielle Mitwirkungsregelung auch für sie gelten sollte.

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Aufnahme unserer Anliegen und verbleiben mit freundlichen Grüßen.

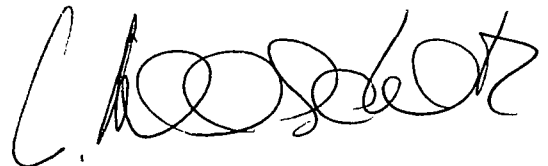
PRO FAMILIA SCHWEIZ

Der Präsident

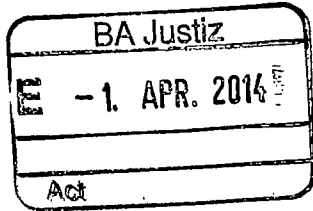


Laurent Wehrli
Syndic de Montreux

Die Geschäftsführerin



Dr. Lucrezia Meier-Schatz
Nationalrätin



Office fédérale de la justice
A l'att. de Mme Judith Wyder
Bundesrain 20
3003 BERNE

RR/tm

312

Berne, le 31 mars 2014

Modification du code civil (protection de l'enfant)

Chère Madame,

La Fédération Suisse des Avocats vous remercie pour votre courrier du 17 décembre 2013 et pour nous avoir donné la possibilité de prendre position par rapport à la procédure de consultation susmentionnée.

Après examen de l'avant-projet de modification du Code civil suisse et du rapport explicatif, nous sommes en mesure de vous faire part de nos quelques remarques suivantes :

1. Sanction du non-respect de l'obligation de signalement :

Selon le rapport explicatif, nul n'encourra de peine pour n'avoir pas respecté l'obligation d'aviser l'autorité au sens de l'art. 314d CC; ne faut-il pas, tout de même, envisager des sanctions telles que des sanctions pénales (amendes, ...), des sanctions civiles (acte illicite et responsabilité en cas de dommage) et sanctions administratives pour les fonctionnaires ?

2. Art. 314c, al. 2 CC:

Il manque la mention des avocats et notaires au ch. 1 puisque, tel que cela ressort de l'art. 314e, ils sont également concernés.

3. Art 314d, al. 1, ch.1 CC:

Les ecclésiastiques sont soumis au secret professionnel sans restriction aux termes de l'art. 321, ch 1 CP ; ils ne devraient donc pas être mentionnés à l'art. 314d, al. 1 ch. 1 CC.

4. Art. 314d, al 1 CC:

A l'instar de l'art. 314c al. 2 CC, il conviendrait de préciser qu'il s'agit de l'autorité de protection de l'enfant (ligne 2).

Pour le surplus, nous n'avons de remarques particulières à faire.

La FSA vous remercie de prendre en compte ses observations et vous prie d'agréer, cher Madame, l'expression de sa considération distinguée.

Président FSA

Pierre-Dominique Schupp

Secrétaire général FSA

René Rall



Bern, 31. März 2014

An das
Eidgenössische Justiz- und Polizei-
departement

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)/Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Namens des Schweizer Berufsverbandes der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner (SBK) bedanken wir uns für die Einladung, zur erwähnten Vorlage Stellung zu nehmen.

Die geplante Gesetzesänderung legt aus unserer Sicht zwei Schwerpunkte:

1. grundsätzlich soll der Kreis der der *Meldepflicht* bei Verdacht auf Kindsmisshandlung oder –missbrauch unterstehenden Personen im Sinne eines verstärkten Kindesschutzes erweitert werden;
2. die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, werden vom erwähnten Grundsatz ausgenommen und erhalten stattdessen ein *Melderecht*, aus Rücksicht auf die das Berufsgeheimnis begründende Vertrauensbeziehung.

Hinsichtlich beider Schwerpunkte erhält die Vorlage im Grundsatz die volle Zustimmung des SBK.

Dass die Problematik der Gewalt gegen Kinder die Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner in ihrer beruflichen Tätigkeit in qualifizierter Weise betrifft, muss hier nicht speziell ausgeführt werden – wir lassen es mit einem Hinweis darauf bewenden, dass sie in den unterschiedlichsten Pflegesettings – namentlich in der Akutsomatik und –psychiatrie, der (Kinder)spitex, der Mütter- und Väterberatung und der Rettungssanität - damit konfrontiert sein können. Den Pflegenden ist ein verbesserter, wirksamerer – was, wie Ihre Erläuterungen hervorstreichen, nicht zuletzt bedeutet: rechtzeitiger – Schutz der betroffenen Kinder ein dringliches Anliegen.

Gleichzeitig kann aus fachlicher Sicht die adäquate (und in diesem Sinn professionell „richtige“) Reaktion beim Verdacht auf Misshandlung oder Missbrauch nicht in jedem Fall pauschal in einer Meldung an die Kindesschutzbehörde bestehen. Wie Sie ebenfalls festhalten, könnte sich eine Meldepflicht im schlimmsten Fall kontraproduktiv auswirken, indem sie dem Vertrauen, in dem sich das Opfer, dessen Angehörige bzw. u.U. die Täter an die Pflegenden wenden, die Grundlage entziehen würde. Mit einer Meldepflicht würde das unmittelbare Be-

dürfnis nach Pflege dem erhofften Schutz vor Misshandlung „geopfert“ und, wie gesagt, im schlimmsten Fall im gleichen Zug beides vereitelt.

Der im Einzelfall einzuschlagende Weg, der die verschiedenen, nicht selten konfligierenden Ziele und Bedürfnisse in grösstmöglichen Einklang bringt, ist das Ergebnis einer sorgfältigen Interessenabwägung bzw. Abwägung der jeweiligen Vor- und Nachteile. Die in der Vorlage gewählte Lösung schafft, diese Überzeugung teilen wir, den Raum für diesen heiklen Einzelfallansatz.

Zugleich schafft sie ebenfalls den Raum für einen differenzierten, systemischen Ansatz der betroffenen Organisationen und Betriebe, z.B. in Gestalt von institutionsinternen oder sogar institutionsübergreifenden Empfehlungen, Standards oder Richtlinien. Erwähnt seien hier die gemeinsam von den Schweizerischen Gesellschaften für Pädiatrie, für Kinderchirurgie und für Kinder- und Jugendpsychiatrie und –psychotherapie (Fachgruppe Kinderschutz der schweizerischen Kinderkliniken) **herausgegebenen** „Empfehlungen für die Kinderschutzarbeit an Kinderkliniken“ (<http://www.swiss-paediatrics.org/sites/default/files/mt-ge.pdf>). Diese legen nicht nur Eckwerte für die Weiterbildung in der Kinderschutzarbeit fest; sie schlagen in Form eines Entscheidungsbaumes ein konkretes Vorgehen bei Verdacht auf körperliche Misshandlung, auf Vernachlässigung oder auf sexuellen Missbrauch vor, das je nach Beurteilung der Gesamtsituation nebst rechtlichen auch einvernehmliche Massnahmen oder eine weitere Vernetzung nahe legen kann. Desgleichen ist bei den Interventionsmöglichkeiten der Kinderschutzgruppen ausser der Kooperation mit den Strafbehörden alternativ oder kumulativ eine Kooperation mit der Vormundschaftsbehörde und mit der Familie vorgesehen.

Einen Vorbehalt müssen wir hinsichtlich des Kriteriums formulieren, das die Ausnahme von der erweiterten Meldepflicht begründen soll – nämlich des Umstandes, ob die betreffende Fachperson dem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB untersteht oder nicht. Nach **herkömmlicher Ansicht werden die Pflegefachpersonen hier als „Hilfspersonen“ des Arztes erfasst. Wir machen darauf aufmerksam, dass dies nur auf den sog. „ärztlich-delegierten“ Bereich der Pflege zutrifft; wie sich den einschlägigen Grundlagen in der kantonalen Gesundheitsgesetzgebung unschwer entnehmen lässt, besteht die Gesundheits- und Krankenpflege aber zu einem beträchtlichen Teil aus Tätigkeiten, die die Pflegefachpersonen eigenständig und in eigener Verantwortung vornehmen, also eben nicht als „Hilfspersonen“ des Arztes.**

Unsere Sorge besteht deshalb darin, dass die Pflegefachpersonen aufgrund dieser Rechtstat-sache nicht vollumfänglich oder restlos in den – wie wir oben geschildert haben: aus unserer Sicht unentbehrlichen – Genuss der Ausnahme von der Meldepflicht kommen könnten. dementsprechend erlauben wir uns, folgende Forderung zu formulieren:

Sicherzustellen, dass die Pflegefachpersonen vollumfänglich von der neuen Meldepflicht nach Art. 314d ausgenommen und ihnen statt dessen auf jeden Fall ein Melderecht nach Art. Art. 314c Abs. 2 zugestanden wird.

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Berücksichtigung unseres Anliegens und verbleiben

Mit freundlichen Grüssen

SBK-ASI

Pierre-André Wagner
Leiter Rechtsdienst

Département fédéral de justice et police
DFJP
Office fédéral de la justice
Madame Judith Wyder
3003 Berne

judith.wyder@bj.admin.ch

Berne, le 27 mars 2014

Réponse à la procédure de consultation sur l'avant-projet de modification du Code Civil (protection de l'enfant)

Madame,

L'Union syndicale suisse (USS) se prononce de concert avec ses membres représentant les intérêts des professionnel-le-s du travail social en Suisse ayant une formation en service social, éducation sociale, animation socio-culturelle, éducation de l'enfance et de maître socio-professionnel de niveau haute école spécialisée, école supérieure et universitaire.

Dans la mesure où de nombreux professionnel-le-s du travail social côtoient quotidiennement des enfants dans le cadre de leur activité professionnelle, que ce soit au sein des services sociaux qui traitent spécifiquement des questions de protection de l'enfant (service de protection de l'enfance, services de tutelles, etc.) mais aussi pour celles et ceux qui travaillent de manière plus large avec des enfants (éducateurs et éducatrices de l'enfance, animateurs et animatrices sociaux-culturelles, etc.), cette révision les concerne très fortement. La question de la transmission des données des usagers et usagères du travail social, enfants comme adultes, est par ailleurs une source de préoccupation majeure pour les professionnel-le-s du domaine.

Le fait d'aviser l'autorité compétente lorsque le bien d'un enfant est menacé constitue, pour les professionnel-le-s du travail social, une démarche lourde en responsabilité et, potentiellement, en conséquences. Une telle démarche ne doit jamais être engagée à la légère, et elle doit l'être après une pesée d'intérêts précise. Le moment où le signalement intervient est décisif, tout comme la manière dont il est effectué. Rappelons ici que les employé-e-s du service public, professionnel-le-s du travail social compris, sont soumis au secret de fonction et se trouvent ainsi dans l'obligation de dénoncer tout acte qui découlerait du droit pénal.

Pour cette raison, même si en règle générale l'USS tout en partageant les objectifs généraux de cette révision, qui a pour but d'améliorer la protection des enfants dont le bien est menacé, notamment au moyen de l'élargissement de la possibilité de signalement pour les personnes soumises au secret professionnel, nous refusons un devoir ou obligation des professionnel-le-s à aviser. Ces propositions ratent leur cible, en ne garantissant pas une meilleure protection de l'enfant, comme le montrent de nombreuses études et mettent en danger la relation de confiance avec les parents.

Il convient de s'interroger sur les raisons qui conduisent des professionnel-le-s à ne pas aviser les autorités compétentes des situations où ils soupçonnent un danger pour l'enfant. Ces raisons sont multiples et complexes : possibilité par les professionnel-le-s du travail social d'agir par eux-mêmes dans un premier temps, effets potentiellement dommageables à un moment donné d'une procédure de droit pénal ou de droit civil sur les adultes et les enfants concernés, possibilité d'aide consentie par les parents ou des proches, lourdeurs administratives, etc.

Il nous semble que la loi ne donne que des réponses insatisfaisantes du point de vue des employé-e-s.

Article 314 c

Les professionnel-le-s du travail social ne figurent pas explicitement dans la liste des professions soumises au secret professionnel comprises dans l'article 321, al. 1, du Code pénal. Cependant, le secret professionnel s'applique également aux professionnel-le-s du travail social qui exercent comme auxiliaires de personnes soumises au secret professionnel (par exemple des collaborateurs et collaboratrices du service social d'un hôpital).

Ainsi, ces derniers pourront, en vertu des nouvelles dispositions comprises dans l'avant-projet, signaler des cas aux autorités sans se faire délier de leur secret professionnel. L'USS salue cette disposition, qui représente selon elle (l'association) une évolution positive de la pratique actuelle. La possibilité offerte aux professionnel-le-s de signaler une situation où l'enfant est en danger permet une intervention plus rapide en limitant les blocages bureaucratiques par les autorités de protection de l'enfant pour les enfants en situation de danger, tout en laissant ces derniers aptes à juger si un tel signalement se fait dans l'intérêt de l'enfant.

Article 314 d

Cependant, les autres professionnel-le-s du travail social, engagés par contrat public, seront obligés d'informer l'autorité s'ils ne peuvent remédier eux-mêmes à la situation. Cette nouvelle disposition aura pour effet de réduire la marge d'appréciation des professionnel-le-s du travail social, pour qui la relation de confiance établie entre les différents partenaires (enfants comme parents) est centrale pour l'efficacité et la durabilité des actions entreprises dans leur travail. En effet, la prise en compte des situations, qui sont toujours uniques, implique des réponses qui doivent également être uniques et adaptées, ce qui n'est pas garanti avec l'obligation systématique d'aviser. C'est pourquoi l'USS s'oppose à cet article, aux côtés des organisations de protection et de promotion de l'enfant en vous priant de biffer l'art. 314d.

En vous remerciant d'ores et déjà de bien vouloir tenir compte de notre prise de position, nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de notre considération distinguée.

UNION SYNDICALE SUISSE



Paul Rechsteiner
Président



Luca Cirigliano
Secrétaire central



Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Mail an: judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz): Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 17. Dezember 2013 haben Sie dem Schweizerischen Gemeindeverband (SGV) das oben genannte Geschäft zur Vernehmlassung unterbreitet. Für die Gelegenheit, uns aus Sicht der rund 1700 dem SGV angeschlossenen Gemeinden und Städte äussern zu können, danken wir Ihnen.

Allgemeines

Der SGV begrüsst die Zielsetzung vorliegender Revision, denn Gefährdungsmeldungen und Risikoeinschätzungen bilden eine notwendige Voraussetzung für einen wirksamen Kinderschutz. In diesem Sinne befürwortet der SGV die Ausdehnung der Meldepflicht auf Fachpersonen, die beruflich regelmässig Kontakt mit Kindern haben.

Er stimmt aber auch dem Vorschlag zu, wonach Personen, die an das Berufsgeheimnis gebunden sind, nach wie vor meldeberechtigt, nicht meldepflichtig sind. Es ist wichtig, dass eine Meldung an die Kinderschutzbehörde in solchen Fällen nur erfolgen soll, wenn die betroffene geheimnisberechtigte Person nach einer Abwägung der zu wahren Interessen zum Schluss kommt, dass sie dem Wohl des Kindes dient.

Vorliegende Revision bewirkt zudem eine gewisse Harmonisierung des materiellen Rechts. Dies schränkt einerseits die kantonale Gesetzgebung ein, andererseits trägt dies zur Rechtssicherheit in einem sensiblen Rechtsbereich bei. Angesichts dieser Realität und aufgrund heutiger gesellschaftlicher Mobilität ist eine Vereinheitlichung, die zu einer Optimierung des Kindeswohls beiträgt, höher zu gewichten als föderalistische Überlegungen.

Vorliegende Änderungen tragen jedoch notgedrungen zu einer stärkeren Regelungsdichte im Bereich des Kinderschutzes bei. Damit einher geht eine grössere Komplexität der Materie, die damit kaum mehr vollzugstauglich ist. Dies gilt vor allem für die betroffenen Fachpersonen und Behörden auf kommunaler Ebene. Aus diesem Grund ist das Gesetz auf das Wesentliche zu reduzieren und zu vereinfachen. Zudem sind gezielte Informationen und entsprechende Hilfestellungen von Bund und Kantonen für die rechtsanwendenden Behörden und die Fachpersonen bereitzustellen, damit das Gesetz in der Praxis die erhofften Wirkungen erzielen kann.

Zu einzelnen Bestimmungen

Art. 314 c: Der SGV begrüsst die angestrebte Vereinfachung des Rechts durch die vorliegende Bestimmung, wonach Personen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, wie beispielsweise Ärzte und Ärztinnen, im Interesse der betroffenen Kinder rascher als unter heutigem Recht eine Meldung bei der KESB erstatten können. Eine Entbindung durch die Aufsichtsbehörde war primär mit unnötigem administrativem Aufwand verbunden.

Art. 314 d: Bisher beschränkte sich die Meldepflicht auf Amtspersonen (Art. 443 Abs. 2 ZGB). Nicht immer war den Betroffenen klar, ob sie tatsächlich als Amtsperson tätig waren. Neu sollen alle Fachpersonen, die regelmässig mit Kindern arbeiten und die nicht einem Berufsgeheimnis unterstehen, meldepflichtig sein. Der SGV unterstützt auch diese Bestimmung. Sie wird dazu beitragen, dass es weniger Abgrenzungsfragen zwischen amtlich Tätigen und Fachpersonen gibt und die KESB einfacher an die für ihr Handeln notwendigen Informationen kommt.

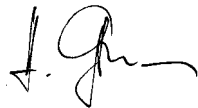
Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse


Schweizerischer Gemeindeverband

Präsident

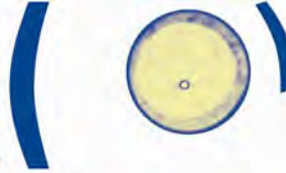
Stv. Direktorin



Hannes Germann
Ständeratspräsident



Maria Luisa Zürcher
Rechtsanwältin



Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement EJPD

Elektronische Zustellung an:
judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)

Stellungnahme des SHV

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zur Änderung des ZGB betreffend Kindesschutz Stellung nehmen zu können.

Der Schweizerische Hebammenverband (SHV) ist der Berufsverband der Hebammen in der Schweiz. Er zählt knapp 2'900 Mitglieder und vertritt die Interessen der angestellten und frei praktizierenden Hebammen.

Die Problematik der Gewalt gegen Kinder und die Frage des Umganges mit Verdacht darauf betrifft die Hebammen direkt. Ein verbesserter und rechtzeitiger Schutz der betroffenen Kinder ist uns ein wichtiges Anliegen.

Der SHV begrüsst und unterstützt die beiden Schwerpunkte der Vorlage:

1. grundsätzlich soll der Kreis der der *Meldepflicht* bei Verdacht auf Kindsmisshandlung oder -missbrauch unterstehenden Personen im Sinne eines verstärkten Kindesschutzes erweitert werden;
2. die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, werden vom erwähnten Grundsatz ausgenommen und erhalten stattdessen ein *Melderecht*, aus Rücksicht auf die das Berufsgeheimnis begründende Vertrauensbeziehung.

Wie Sie im Bericht festhalten, könnte sich eine Meldepflicht im Verdachtsfall bei Berufen, welche der beruflichen Schweigepflicht unterstehen, im schlimmsten Fall kontraproduktiv auswirken, indem es sie Vertrauen des Opfers, dessen Angehörigen bzw. u.U. der Täter gegenüber den Fachpersonen untergraben würde.

Deshalb kann die adäquate und berufsethisch „richtige“ Reaktion beim Verdacht auf Misshandlung oder Missbrauch nicht in jedem Fall pauschal in einer Meldung an die Kindesschutzbehörde bestehen.

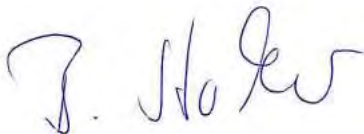
Die in der Vorlage gewählte Lösung eines Melderechts für Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, schafft im Einzelfall Raum für eine sorgfältige Interessensabwägung der nicht selten konfligierenden Bedürfnisse und Ziele. Wir unterstützen daher, dass die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, ein Melderecht erhalten und nicht der Meldepflicht unterstellt sind.

Abschliessend erlauben wir uns noch eine Anregung: Die Dunkelziffer betreffend häuslicher Gewalt ist bekanntlich gross. Zusätzlich zur Diskussion über Meldepflicht und -recht regen wir an, gesetzlich zu verankern, dass die Gesundheitsfachpersonen in Anamnesegesprächen grundsätzlich nach Gewalterfahrungen innerhalb der Familie fragen müssen.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme sowie die Berücksichtigung unserer Forderungen.

Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Barbara Stocker Kalberer
Präsidentin



Doris Güttinger
Geschäftsführerin

CSVD**Conférence Suisse contre
la violence domestique****Schweizerische Konferenz
gegen Häusliche Gewalt****SKHG**

Co-Präsidentinnen

Magaly Hanselmann

Bureau de l'égalité entre femmes et hommes, Canton de Vaud

Miriam Reber

Koordinationsstelle Häusliche Gewalt, Kanton St. Gallen

KIFS Regionalkonferenz der deutschsprachigen
Interventions- und Fachstellen**CL** Conference Latine contre la violence domestique

Koordinatorinnen

Cornelia Kranich (KIFS), Rechtsanwältin, Zürich

Anna Golisciano (CL), Vivre sans violence, Lausanne

Per Mail an Frau Judith Wydler - judith.wyder@bj.admin.ch

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD
Bundesamt für Justiz BJ
Direktionsbereich Privatrecht
Fachbereich Zivilrecht und Zivilprozessrecht
zHd. Frau Judith Wydler, Wissenschaftliche Mitarbeiterin
Bundesrain 20
3003 Bern

St.Gallen / Lausanne/Zürich, den 31. März 2014

Vernehmlassung

Kindesschutz: Änderung des ZGB - Melderechte und –pflichten

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Wyder

Vorbemerkung

Die Schweizerische Konferenz gegen Häusliche Gewalt (SKGH) wurde im September 2013 gegründet und ist eine interkantonale Konferenz der staatlichen Stellen, die sich in erster Linie mit der Bekämpfung der Häuslichen Gewalt befassen. Sie arbeiten in zwei sprachregionalen Konferenzen, der KIFS in der deutschen Schweiz und der CL Conference Latine in der frankophonen Schweiz.

Kinder sind in ihrer Entwicklung im Rahmen von Häuslicher Gewalt besonders betroffen und gefährdet. Gemäss Studien erfahren sie sogar in 60-70% direkt Gewalt durch ein Familienmitglied¹, wenn (meistens) der Vater Gewalt in der Familie ausübt. Zunehmend werden auch

¹ Eidgenössisches Büro für Gleichstellung von Frau und Mann EBG: Gewalt gegen Jugendliche und Kinder, Häusliche Gewalt, [Informationsblatt Nr. 17](#), Bern. September 2012.

Fälle bekannt, in denen Jugendliche ihre Eltern misshandeln. Gemäss Optimusstudie 2012² ist sexuelle Gewalt in jugendlichen Paarbeziehungen verbreitet und kann sich auf Cyberattacken in den Peergruppen ausweiten.

Zur Verhinderung der Schädigung dieser Kinder und Jugendlichen, zur Vermeidung der intergenerationellen Übertragung dieser Verhaltensmuster und auch zur Verhinderung exponentiell steigender staatlicher Kosten für die immer teurer werdenden Interventionen, ist alles zu unternehmen, was eine Früherkennung und eine Frühintervention ermöglicht.

Deshalb halten wir das Ansinnen, die Meldepflichten und –möglichkeiten auszubauen und gesamtschweizerisch einen Minimalstandard abzusichern für notwendig. Wir begrüssen die Vorlage.

Gleichwohl möchten wir einige Änderungen und Ergänzungen anregen:

1. Melderecht und vertragliche Schweigepflichten (Art. 314c Abs. 1 VE ZGB)

Die Unterzeichnenden haben keine Literatur zum Verhältnis von Meldungen an die KESB gefunden, die sich mit der Frage befassen, in was für einem Verhältnis ein gesetzliches Melderecht zu einer vertraglich (oder gesetzlichen) Schweigepflicht steht (Arbeitsvertrags- bzw. Auftrags- sowie Gesellschaftsrecht).

Z.B. Eine angestellte Hauswartin eines Mehrfamilienhauses bemerkt ernsthafte Kindswohlgefährdungen. Vertraglich ist sie zur Verschwiegenheit über Kenntnisse, die sie während der Berufsausübung macht verpflichtet. Übersteuert die Meldemöglichkeit von Art. 314c Abs. 1 VE-ZGB die vertragliche Verpflichtung? Was, wenn z.B. der Vorgesetzte keine Meldung machen will? Es scheint uns wichtig, hier im Grundsatz Klarheit zu schaffen durch eine entsprechende Ergänzung von Art. 314c VE ZGB.

2

² Eisner, Manuel; Müller-Johnson, Katrin; Averdijk, Margit: Sexuelle Viktimisierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz. Schlussbericht für die UBS Optimus Foundation. November 2011 ([wissenschaftlicher Bericht](#)).

Eidgenössisches Büro für Gleichstellung von Frau und Mann EBG: Gewalt in jugendlichen Paarbeziehungen, [Informationsblatt Nr. 18](#), Bern. September 2012.

2. Berufsgeheimnisträger und Personen aus dem Gesundheitswesen (Art. 314c Abs. 2 VE-ZGB)

2.1 Art. 314d VE-ZGB, der die Meldepflichten regelt, räumt der meldeverpflichteten Fachperson einen grossen Handlungsspielraum ein und damit auch Zeit.

Die Meldepflicht ist kumulativ von zwei Voraussetzungen abhängig:

1. einem *begründeten* Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl des Kindes gefährdet sein könnte und
2. der *Gefährdung nicht im Rahmen der Tätigkeit Abhilfe* geschaffen werden kann.

Das heisst, ein blosser Verdacht reicht grundsätzlich nicht. Der Fachperson wird auch die Möglichkeit gegeben, direkt oder indirekt entweder mit den Eltern oder den Kindern im Rahmen ihrer Tätigkeit zu arbeiten. Das heisst, ihr wird Zeit eingeräumt, um mit den Eltern (und Kindern) Lösungen und Unterstützungen zu erarbeiten. Die Meldepflicht entsteht somit erst, wenn die Anstrengungen der Fachpersonen nicht fruchteten, d.h. die Kindwohlgefährdung trotz den Bemühungen weiterhin besteht.

Damit stipuliert die Gesetzesvorlage eine Art Subsidiarität der Meldepflicht zur professionellen Arbeit und schützt grundsätzlich auch das Vertrauensverhältnis. Erst wenn Eltern (oder Kinder) nicht in der Lage waren, das in sie gesetzte Vertrauen zu nutzen, muss zum Schutz der Kinder eine Meldung gemacht werden.

2.2 Fachpersonen werden durch die gesetzliche Meldepflicht handlungsfähiger und können klarer Position beziehen. Sie können eine klare Haltung für den Schutz der Kinder einnehmen. Professionelles Handeln heisst immer auch transparentes Handeln. Das heisst, sie können ihren Patientinnen und Klienten durchaus empathisch und unterstützend klar machen, dass sie nunmehr zum Schutz der Kinder handeln müssen, sei es z.B. indem sie sich einer Behandlung/Lernprogramm unterziehen sollten oder was immer angesagt ist.

2.3 Fachleute aus dem Gesundheitswesen sind oft die ersten, die von Kindwohlgefährdungen Kenntnis erhalten. Die Analyse von Fällen Häuslicher Gewalt, die zu schwerer Gewalt eskalierten, zeigt, dass die (Haus-)Ärzte oft sehr früh von Gewalt Kenntnis haben.

2.4. Einige Kantone kennen bereits Meldepflichten gegenüber der KESB für Fachleute des Gesundheitswesens. Für diese Kantone bedeutet diese Regelung ein Rückschritt (GR, SO).

Art.314c Abs. 2 ZGB ist ersatzlos zu streichen und in Art. 314d Abs. 2 VE ZGB aufzunehmen.

3. Kreis der meldepflichtigen Fachpersonen (Art. 314c und d VE-ZGB)

Den Kreis der meldepflichtigen Fachpersonen aufzuzählen begrüssen wir.

3.1 In Art. 314c Abs. 2 VE ZGB müssen mindestens die Berufsgeheimnisträger und –trägerinnen des Gesundheitswesens aufgenommen werden (Ausführungen zu Ziff. 2)

3.2 Auf eine abschliessende Aufzählung der Fachpersonen, die mit Kindern Kontakt haben, ist zu verzichten (Art. 314d Abs. 1 VE-ZGB).

Problematisch ist die abschliessende Aufzählung der Fachpersonen. Der Hinweis, die „Kontakt haben mit Kindern“ haben, ist eine genügende Einschränkung, sodass die Aufzählung der meldepflichtigen Fachleute nicht abschliessend sein muss. Im Gesetzesvorschlag ist z.B. bereits unklar, ob Fachpersonen, die in der Freizeitgestaltung mit Kindern tätig sind, wie z.B. Theaterfachleute, von dieser abschliessenden Aufzählung erfasst sind.

Auch fragt sich, ob ein unbestimmtes Tatbestandsmerkmal wie „Regelmässigkeit“ zweckdienlich ist. Oft erfolgen Übergriffe auf Kinder in Ferienlager oder Kursen, die von Personen (mit-) geleitet werden, die nicht zwingend „regelmässig“ Kontakt mit Kindern haben und dennoch u.U. Gefährdungen wahrnehmen (z.B. in Jugendlagern).

Die gesetzliche Formulierung hat u.E. auch sicherzustellen, dass privatrechtlich der Schweigepflicht unterstellte Meldepflichtige nicht wegen einer Vertragsverletzung belangt werden können (vgl. auch Ziff. 1).

3.3 Fachpersonen, die mit Eltern arbeiten

Fachpersonen, die mit Eltern arbeiten, erhalten oft Hinweise auf Kindwohlgefährdungen (z.B. in Ehe- und Mütterberatungen; in der Sozialhilfe). Sie sind deshalb explizit aufzunehmen.

3.4. Weitere Fachpersonen, deren Kerngeschäft nicht der Kontakt mit Kindern ist, die aber von Kindwohlgefährdungen Kenntnis erhalten können

Kindwohlgefährdungen erfolgen heute oft über Social Medias als Cybermobbing und Cyberstalking. Davon betroffene Jugendliche sind sehr hilflos, ausgeliefert und verzweifelt. Mitarbeitende von IT-Firmen, die während ihrer Arbeit von Selbst- und Fremdgefährdungen Minderjähriger im Internet oder Social Medias Kenntnis erhalten, sollten explizit meldepflichtig werden. Mindestens aber müsste in Art. 314c VE ZGB, deren Melderecht vorgesehen werden. Für diese Personen ist eine Präzisierung des Verhältnisses von Melderecht zu allfälligen privat- bzw gesellschaftsrechtlichen Schweigepflichten unabdingbar.

3.5. Rückmeldungen über Verfahrensabklärungen (neuer Absatz Art. 413d abs. 3 VE ZGB)

Personen aus dem Gesundheitswesen monieren immer wieder, dass ihre Anzeigen keine Wirkung zeigten und die Behörden nichts unternehmen würden. Auch wenn diese demotivierende Ansicht nicht immer zutreffend ist, hat sie den Grund in der fehlenden Rückmeldung.

In Art. 301 Abs. 2 StPO hat der Bundesgesetzgeber dieses berechtigte Anliegen berücksichtigt und teilt der anzeigenden Person auf deren Antrag mit, ob ein Verfahren eingeleitet und wie es erledigt wird. Eine analoge Bestimmung, die Fachpersonen

wenigstens eine Information gibt, dass die KESB einen Abklärungsauftrag erteilt hat, könnte abhelfen. Die blosser Mitteilung der Verfahrenseröffnung alleine genügt nicht, weil in den kantonalen Einführungsgesetzen bereits der Eingang der Gefährdungsmeldung zwingend zu einer Verfahrenseröffnung führt.

4. Meldepflicht bei hilfsbedürftigen Personen (Art. 443 Abs. 2 VE-ZGB)

Der Hinweis auf die Subsidiarität ist ersatzlos zu streichen. Eine in amtlicher Tätigkeit meldepflichtige Person hat u.U. die Informationen gar nicht, ob die hilfsbedürftige Person noch zur Eigenversorgung in der Lage ist bzw. entsprechende Ressourcen hat (und kann sie datenschutzrechtlich auch nicht unbedingt erlangen). Es ist Aufgabe der KESB, diese Frage der staatlichen Subsidiarität abzuklären.

5. Flankierende Massnahmen (Weiterbildungs- und Informationspflichten der Kantone)

Die Kantone müssen verpflichtet werden, Fachpersonen und insb. die dem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB unterstellten Personen des Gesundheitswesens in Fragen des Kinderschutzes und der Meldepflichten (bzw. –rechte) zu bilden. Ebenfalls müssen die in den Kanton zuständigen Direktionen verpflichtet werden, Informationsmaterial und Merkblätter zu den Meldemöglichkeiten, dem Informationsaustausch und den Akteneinsichtsrechten für die Fachleute in ihrem Tätigkeitsfeld zu erarbeiten. Bekanntlich sind die Informationsweitergaben bzw. Akteneinsichtsrechte der kantonalen Verwaltungsbehörden von ihrem Aufgabenbereich her bestimmt, der insb. im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe sowie im Schul- und Erziehungswesen weitgehend kantonal sehr unterschiedlich geregelt ist und weitgehend dem kantonalen Datenschutzrecht untersteht. Soll verhindert werden, dass die verwirrende, gesetzliche Grundlage weiterhin zur Blockierung der Fachleute führt, müssen den Kantonen dringend Aufklärungs-, Weiterbildungs- und Informationspflichten überbunden werden.

Dies würde weder für den Bund noch die Kantone zu grossen Mehrkosten führen, wenn die diesbezüglichen Arbeiten mit jenen der Opferhilfe koordiniert werden.

6. Meldungen der Strafbehörden an die Kinderschutzbehörde (Art. 75 Abs. 3 VE-StPO)

Sofern Straftaten bei Häuslicher Gewalt zu Kenntnis der Strafbehörden gelangen, werden sie in bis zu 80% aus unterschiedlichen Gründen zu Einstellung gebracht.³ In der Hälfte dieser Fälle Kinder sind involviert⁴ Die häufig auch gegen Kinder gerichtete Gewalt wird den Strafbehörden selten zur Kenntnis gebracht. Dennoch existiert sie. Deshalb müssen Strafbehörden verpflichtet werden, den Kinderschutzbehörden eine Meldung zu machen, wenn sie ein Strafverfahren eröffnen müssen, in welchem ein Familienmitglied angeschuldigt wird, gegen ein anderes Familienmitglied Gewalt oder Drohungen ausgeübt zu haben, insbesondere dann, wenn ein (Stief-)Vater gegen die (Stief-)Mutter (oder umgekehrt) im Verfahren tangiert ist und minderjährige Kinder in der Hausgemeinschaft leben oder zu Besuch kommen.

³ Baumgartner-Würthrich, Barbara: Einstellungen der Verfahren bei häuslicher Gewalt – Erfahrungen aus dem Kanton Bern. HSW-Luzern, Competence center Forensic und Wirtschaftskriminalität. [MAS-Arbeit](#), Luzern 2007.

⁴ Kanton Zürich 2012: von insg. 1'062 angeordneten polizeilichen Massnahmen waren in 565 Fällen insg. 832 Minderjährige betroffen (www.ist.zh.ch)

Wir bedanken uns, für die Berücksichtigung der Anliegen der u.E. zum Schutz gefährdeter Kinder notwendigen Ergänzungen.

Freundliche Grüsse

Miriam Reber
Co-Präsidentinnen

Magaly Hanselmann

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kranich', written in a cursive style.

i.V. Cornelia Kranich Schneiter
Rechtsanwältin
Kordinatorin SKHG/CSVD



SKJP
ASPEA
ASPEE

Schweizerische Vereinigung für Kinder- und Jugendpsychologie
Association Suisse de Psychologie de l'Enfance et de l'Adolescence
Associazione Svizzera di Psicologia dell'Età Evolutiva

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern
(per Mail an judith.wyder@bj.admin.ch)

Luzern, 16. März 2014

Stellungnahme zur Änderung des ZGB (Kindesschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Wyder
Sehr geehrte Damen und Herren

Die SKJP (Schweizerische Vereinigung für Kinder- und Jugendpsychologie) ist der grösste Fachverband der Kinder- und Jugendpsychologen/-innen der Schweiz und Mitglied der FSP (Föderation der Schweizer Psychologinnen und Psychologen). Die Mitglieder unserer Vereinigung sind in öffentlichen Institutionen und in privaten Praxen tätig. Sie arbeiten als Schulpsychologen/-innen oder Erziehungsberater/-innen, Psychotherapeuten/-innen für Kinder und Jugendliche, Heimpsychologen/-innen und im klinischen Bereich. Einzelne sind im Lehrfach sowie in Behörden oder in der Verwaltung tätig. Viele unserer Verbandsmitglieder sind täglich mit der Thematik Kindesschutz konfrontiert und werden durch die geplante Gesetzesänderung betroffen sein.

Grundsätzlich entspricht unsere Beurteilung der unserer Dachorganisation, der Föderation Schweizer Psychologinnen und Psychologen FSP. Wir erachten die neue Regelung als eine gute Massnahme, den Kindesschutz zu vereinheitlichen und zu verbessern.

Das **Melderecht** für Berufsgeheimnisträger unterstützen wir. Diese Lockerung ermöglicht es beispielsweise den Mitarbeitenden eines Schulpsychologischen Dienstes, bei Bedarf eine Gefährdungsmeldung zu verfassen ohne vorher die Entbindung vom Amts- und Berufsgeheimnis zu erwirken. Das ist ein verbesserter und schlankerer Ablauf.

Ausdehnung der **Meldepflicht**: Diese Neuerung unterstützen wir ebenfalls. Sie ist im Interesse des Kindesschutzes erforderlich, denn es kommt trotz Einrichtung von Beratungsstellen und Kinderschutzgruppen immer wieder vor, dass Personen, die mit Kindern arbeiten und eine Kindeswohlgefährdung feststellen, den Mut nicht aufbringen um an die KESB zu gelangen. Der gesetzliche Auftrag enthält für sie nun eine klare Handlungsanweisung und wirkt somit entlastend. Dass die Meldepflicht nicht für Fachleute gelten soll, die dem Berufsgeheimnis unterstellt sind, ist ein Vorbehalt, den unser Berufsverband sehr begrüsst. Behördliche Massnahmen sollen im Sinne des Subsidiaritätsprinzips nach Art. 307 Abs. 1 ZGB erst dann eingeleitet werden, wenn andere Massnahmen nicht greifen. Wir halten gesetzliche Regelungen, die in einigen angelsächsischen Ländern gelten ('mandatory reporting of child abuse') für schädlich, wenn sie im Einzelfall dazu führen, dass positiv verlaufende Beratungen oder Behandlungen nach einer erfolgten Gefährdungsmeldung abgebrochen werden. Wenn ein Vertrauensverhältnis zu einer qualifizierten medizinischen oder psychologischen Fachperson besteht, soll diese ihren Entscheid bezüglich Einleitung einer Gefährdungsmeldung von ihrer



SKJP
ASPEA
ASPEE

Schweizerische Vereinigung für Kinder- und Jugendpsychologie
Association Suisse de Psychologie de l'Enfance et de l'Adolescence
Associazione Svizzera di Psicologia dell'Età Evolutiva

Beurteilung des Beratungsverlaufs abhängig machen können. Dies dient letztlich dem Kinderschutz besser als das Eingreifen der Behörde gegenüber Eltern, die das Vertrauen in Fachleute, die ihrem Kind helfen wollen, verloren haben.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme sowie die Berücksichtigung unserer Überlegungen und stehen für allfällige Fragen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

Philipp Ramming
Präsident SKJP

Josef Stamm
Geschäftsführer SKJP



Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus West
CH-3003 Bern

Bern, im März 2014

Stellungnahme zur Änderung des ZGB (Kinderschutz)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen bestens für die Möglichkeit der Stellungnahme zur Vernehmlassung für die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) betreffend den Kinderschutz. Als Fachverband der Sozialhilfe bezieht sich die SKOS im Folgenden ausschliesslich auf Aspekte mit Auswirkungen auf die wirtschaftliche und persönliche Sozialhilfe.

Gesamtsicht

Die SKOS begrüsst die Harmonisierung auf nationaler Ebene. Dies bedeutet eine Erhöhung der Rechtssicherheit für die betroffenen Kinder aber auch für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von Sozialdiensten, welche dank der Einführung entsprechender Artikel im ZGB nicht mehr Gefahr laufen, in jedem Kanton unterschiedlichen Vorgaben unterstellt zu sein.

Die Bezeichnung „Fachpersonen in der Sozialberatung“ ist sehr unscharf und bedarf einer Präzisierung. Im Rahmen der öffentlichen Sozialhilfe unterscheiden einige Sozialdienste zum Beispiel Fachpersonen für die wirtschaftliche Sozialhilfe und Fachpersonen für Integration und natürlich auch administrativ tätiges Personal. Für wen gelten diese Bestimmungen? Innerhalb und ausserhalb der öffentlichen Sozialhilfe gibt es weitere sozial beratende Fachpersonen wie zum Beispiel Schulsozialarbeitende oder Wohnbegleiterinnen und -Begleiter. Zudem gibt es ebenfalls innerhalb und ausserhalb der öffentlichen Sozialhilfe viele Spezialstellen, welche Aufgaben der öffentlichen Hand übernehmen (v.a. im Bereich der Integration). Für welche dieser Berufsgruppen gelten die ZGB-Artikel? Es wäre eventuell zu überlegen, ob generell von „Fachpersonen aus dem Sozialbereich“ gesprochen werden sollte. Aber auch dieser weiter gefasste Begriff bedürfte einer Definition, um Unsicherheiten zu vermeiden.

Das Gesetz unterscheidet weiter zwischen zwei verschiedenen Kategorien von Fachpersonen der Sozialberatung. Der Unterschied zwischen den beiden dürfte in der Praxis nicht immer klar sein. Und es scheint besonders wichtig, dass die in der Praxis tätigen Personen Klarheit darüber haben, welcher Fall – ZGB Art. 314c oder ZGB Art 314d – für sie gilt. Eine genauere Definition tut auch aus dieser Sicht Not. Und die SKOS stellt auch die generelle Frage in den Raum, wieso nicht dieselben Vorgaben für alle „in der Sozialberatung tätigen“ gelten sollen? Die SKOS plädiert dabei für ein generelles Melderecht. Sollten jedoch zwei Kategorien beibehalten werden, scheint uns eine Unterscheidung nach Vertraulichkeit des Verhältnisses zu den Klienten sinnvoller.

Kommentare zu einzelnen Artikeln

ZGB Art. 314c: Melderechte

Die SKOS regt an, neben dem Berufsgeheimnis das Amtsgeheimnis aufzuführen.

Die Sozialhilfe kennt kein eigentliches Berufsgeheimnis und ist in der abschliessenden Liste in Art. 321 StGB auch nicht aufgeführt. Es scheint uns sinnvoll, im Gesetzestext neben dem Begriff Berufsgeheimnis auch explizit das Amtsgeheimnis aufzuführen.

Dennoch ist es für im Rahmen der öffentlichen Sozialhilfe tätige Personen sicher nicht in jedem Fall klar, ob sie in ihrer Tätigkeit dem Amtsgeheimnis unterworfen sind oder nicht. Dieser Unterschied ist jedoch zentral und entscheidet, ob ein Melderecht oder eine Meldepflicht besteht. Welcher Fall gilt zum Beispiel für eine vom kommunalen Sozialamt angestellte Sprachlehrerin, welche anerkannten Flüchtlingen Sprachunterricht erteilt? Diese Frage sollte nicht der Rechtsprechung überlassen werden, sondern bereits vorgängig geklärt und entsprechend informiert werden.

ZGB Art. 314d: Meldepflichten

Die SKOS begrüsst die Möglichkeit, die Meldepflicht durch das Ergreifen eigener Massnahmen (vorübergehend) zu ersetzen.

Sofern an der Unterscheidung zweier Kategorien von „Fachpersonen in der Sozialberatung“ fest gehalten wird, gilt die unter Art. 314c gemachte Bemerkung zur nötigen Klärung, in welchem Fall ein Amtsgeheimnis besteht und wo nicht, analog auch für diesen Artikel.

Die Koppelung der Meldepflicht mit der Möglichkeit, im Rahmen seiner Tätigkeit der Gefährdung selber Abhilfe zu schaffen, wird begrüsst. So besteht für alle nicht dem Amtsgeheimnis unterworfenen im Rahmen der Sozialberatung tätigen Personen ein positiv zu wertender und sicher auch mit dem beruflichen Selbstverständnis kompatibler Handlungszwang: melden oder selber etwas zum Abwenden der Gefährdungssituation beitragen.

Es ist jedoch zu hoffen, dass in der Praxis dieser Artikel keinen Anlass dazu geben wird, eine im Rahmen der Sozialberatung tätige Person zu belangen, sie hätte „begründeten Anlass“ zur Annahme der Gefährdung des Kindeswohls gehabt und weder selber gehandelt noch Meldung erstattet. Wann besteht eine solche Annahme und wann ist sie begründet? Und welche im Rahmen der eigenen Tätigkeit ergriffenen Massnahmen zur Beseitigung einer Gefährdung werden als solche anerkannt? Es wird sich wohl erst in der Rechtsprechung zeigen, ob gewisse der ergriffenen Massnahmen als ungenügend gewertet werden und ob eine zeitliche Frist zur Beurteilung der Resultate der Massnahmen gilt.

Für Trägerschaften von Sozialdiensten ergibt sich aus der Meldepflicht ein kaum überschaubarer Handlungsspielraum mit weitreichenden rechtlichen Folgen. Dies kann dazu führen, dass die Trägerschaften restriktive Weisungen erlassen, welche wiederum zu einer Masse von teilweise unnötigen Meldungen bei den Kinderschutz-Stellen führt, die diese aufgrund der Ressourcenlage gar nicht handhaben können. Deshalb halten wir die Meldepflicht für den Fachbereich der Sozialhilfe und der Sozialen Arbeit keine geeignete Massnahme, wohl aber das Melderecht.

Bereits heute gilt in der Sozialhilfe das Melderecht. Wenn eine Fachperson im Vertrauensverhältnis zu den betroffenen Eltern steht, versucht diese in der Praxis, einen alternativen Weg zu gehen und die Meldung über eine Drittstelle veranlassen, damit das für die weitere Zusammenarbeit mit den Eltern sehr zentrale Vertrauensverhältnis nicht gefährdet ist. Dieses übliche und sinnvolle Vorgehen wird durch die Meldepflicht

verunmöglicht und es entsteht die Gefahr, dass keine Stelle mehr sinnvoll mit den verursachenden Eltern arbeiten kann. Das ist insbesondere in Bereichen, in denen die Arbeit mit den betroffenen Eltern zentral ist (z.B. Suchtberatung, Integrationsberatung), extrem störend und kontraproduktiv, nicht zuletzt auch für die Bemühungen des Kinderschutzes.

Im Unterschied zu vielen betroffenen Berufsgruppen sind die Fachpersonen der Sozialhilfe und der Sozialen Arbeit für beide Zielgruppen, Kinder und Eltern, zentrale Ansprechpartner. Der Kinderschutz muss dem Erwachsenenschutz zwar voran gehen, aber nicht auf Kosten eines funktionierenden Gesamtsystems.

ZGB Art.314e: Mitwirkungspflichten und Amtshilfe

Die SKOS regt an, die in der Sozialberatung tätigen Fachpersonen ebenfalls explizit zu erwähnen.

Dieser Artikel regelt, wer im Falle einer Untersuchung mitwirken muss, wer sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden lassen muss und wer die Mitwirkung verweigern kann. Welcher Fall respektive Absatz für Fachpersonen im Sozialbereich zutrifft, ist nicht klar ersichtlich. Es wäre wichtig, dies noch nachzuholen, zumal in den beiden vorangehenden Artikeln diese Fachpersonen ebenfalls explizit aufgeführt sind. Auch hier würde die SKOS ein generelles Mitwirkungsrecht einer Mitwirkungspflicht vorziehen. Das Wohl der Familie steht im Zentrum der Bemühungen der Fachpersonen im Sozialbereich und entsprechend werden diese und deren vorgesetzte Stellen auch ohne Pflicht so weit mitwirken, wie dies die aktuelle und künftige Zusammenarbeit mit den involvierten Personen nicht gefährdet.

Alinea 2 macht die Mitwirkungspflicht von dem Berufsgeheimnis unterstellten Personen von einer Ermächtigung durch die geheimnisberechtigte Person oder die „vorgesetzte Stelle“ abhängig. Sollte dieser Abschnitt auch für Fachpersonen aus der Sozialberatung zur Anwendung kommen, müsste der Begriff der „vorgesetzten Stelle“ zumindest in der Praxis noch genau geklärt werden.

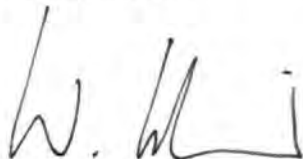
Fazit

Die SKOS erachtet einen wirksamen Kinderschutz als absolut zentral und begrüsst die Klärung und Harmonisierung der Meldepflicht und des Melderechts auf nationaler Ebene. Die im vorliegenden Vorschlag verwendeten die Sozialhilfe tangierenden Begrifflichkeiten sollten jedoch nochmals geklärt werden. Weiter wäre es wünschenswert und klärend, dass ein und dieselbe Regelung für alle in diesem Bereich tätigen Personen gelten würde: das Melderecht.

Wir danken Ihnen im Voraus für die Prüfung unserer Anmerkungen und Verbesserungsvorschläge.

Mit freundlichen Grüssen

Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe
SKOS – CSIAS – COSAS



Walter Schmid, Präsident



Stiftung Kinderschutz Schweiz
Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant
Fondazione Svizzera per la Protezione dell'Infanzia

Hirschengraben 8
Postfach 6949
3001 Bern

T +41 31 398 10 10
F +41 31 398 10 11
info@kinderschutz.ch
info@protection-enfants.ch

www.kinderschutz.ch
www.protection-enfants.ch

Spenden:
Berner Kantonalbank
3001 Bern
CH22 0079 0016 2644 9734 7

Bundesamt für Justiz, Bern
z.H. Judith Wyder
per E-Mail

Bern, 10. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz): Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Möglichkeit zu obengenannter Sache Stellung zu nehmen, danken wir Ihnen.

Als nationale Organisation macht sich die Stiftung Kinderschutz Schweiz dafür stark, dass alle Kinder in unserer Gesellschaft in Würde und ohne Verletzung ihrer Integrität aufwachsen können.

Die Schweiz hat die UNO-Kinderrechtskonvention ratifiziert und steht als Staat in der Pflicht dafür zu sorgen, dass allen Kindern in unserem Land dieselben Rechte zukommen und sie sich unabhängig von ihrer sozialen Herkunft, Geburt oder sonstigem Status entwickeln können (Art. 2 UN-KRK) und vor Misshandlungen geschützt werden (Art. 19 UN-KRK).

Die föderalistische Ausgestaltung des Kinderschutzes in der Schweiz führt jedoch dazu dass Kinder je nach ihrem Wohnort unterschiedliche Hilfeleistungen erhalten. Die Meldung an die KESB ist ein wichtiges Element dieses Schutzes. Je nach Kanton sind heute bestimmte Berufsgruppen gesetzlich verpflichtet, im Verdachtsfall eine Meldung zu machen oder nicht. Eine Vereinfachung und vor allem Vereinheitlichung dieser Bestimmungen schweizweit tut not, um der Rechtsungleichheit von gefährdeten Kindern entgegenzuwirken und ihren Schutz zu verbessern.

1. Allgemeine Würdigung und Kritik

Wir unterstützen deshalb den vorliegenden Vorschlag in seiner Stossrichtung und Zielsetzung, den Schutz von Kindern zu verbessern.

Im Sinne eines besseren Schutzes von gefährdeten Kindern begrüsst Kinderschutz Schweiz folgende Änderungsvorschläge besonders:

- Eine abschliessende Regelung auf Bundesebene: Sie führt zu Klarheit und verhindert Missverständnisse. Zudem gewährleistet sie im Gegensatz zur heute geltenden Regelung Rechtssicherheit und – gleichheit.
- Eine Erleichterung der Melderechte für Berufsgeheimnisträgerinnen und -träger, ohne Entbindung vom Berufsgeheimnis: diese kann die Meldebereitschaft dieser Fachpersonen erhöhen.

Kritisch zu hinterfragen ist hingegen die Ausweitung der Meldepflicht auf alle Fachpersonen, die mit Kindern und Jugendlichen zu tun haben.

Im erläuternden Bericht sind die Implikationen einer erweiterten Meldepflicht für diese Personengruppen aus unserer Sicht zu wenig bedacht. Sowohl die im Vorentwurf aufgezählten Berufsgruppen wie auch die Voraussetzungen für eine Gefährdungsmeldung sind interpretationsbedürftig und können deshalb zu einer neuen Rechtsunsicherheit führen. Zur Bekanntmachung der Einführung einer neuen Meldepflicht für Fachleute wird es unserer Ansicht nach besondere Kommunikationsmassnahmen und entsprechende Schulungen für die betroffenen Personenkreise brauchen, dies wurde ebenfalls ausser Acht gelassen. Schon heute sind viele Fachpersonen, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten bei einem Verdacht auf Kindeswohlgefährdung überfordert, wissen nicht, was zu tun ist und wer ihnen weiterhelfen kann. Das nötige Grundwissen gehört deshalb zwingend in die Ausbildung von meldepflichtigen Fachpersonen. Damit sind Bund, Kantone und Organisationen der Arbeitswelt gefordert. Dieser Aspekt sollte in der Gesetzesänderung berücksichtigt werden, falls es zu einer Erweiterung der Meldepflichten kommt. Daneben stellt sich auch die Frage der Auswirkungen einer erweiterten Meldepflicht auf die KESB und die vorgelagerten Beratungsstellen sowie deren Ressourcen.

1.1.1 2. Stellungnahme im Einzelnen

Schweizerisches Zivilgesetzbuch

Art. 314c Abs. 1: keine Anmerkungen.

Art. 314c Abs. 2

Der Vorentwurf sieht vor, dass neu Personen, die unter einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis stehen, Gefährdungsmeldungen an die KESB erstatten können, ohne dass sie sich im Voraus vom Berufsgeheimnis entbinden lassen müssen. Diese Neuerung begrüsst Kinderschutz Schweiz ausdrücklich. Sie erleichtert es für die betroffenen Fachpersonen, eine Gefährdungsmeldung bei der KESB einzureichen, wenn sie „den begründeten Anlass zur Annahme„ haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte. Der Entscheid für oder gegen eine Meldung liegt somit bei den Verdacht schöpfenden Personen.

Eine Interessenabwägung im Einzelfall ist Voraussetzung für diesen Entscheid und rückt in den Mittelpunkt der Entscheidungsfindung. Indem diese Personen nicht der Meldepflicht unterstehen, wird das für die Ausübung der betroffenen Berufe wichtige Vertrauensverhältnis geschützt. Die Erleichterung des Melderechts kann die Meldebereitschaft bei dieser Gruppe von Fachpersonen erhöhen.

Art. 314d Abs. 1:

„..., wenn sie den begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können.“

Eine Meldung an die KESB muss mit Sorgfalt und Professionalität angegangen werden, damit sie zielführend ist und weder zu früh noch zu spät kommt. Eine zu spät erfolgte Meldung kann verheerende Folgen für das Kind haben. Eine überstürzte und unüberlegte Meldung entspricht ebenfalls nicht immer dem Kindeswohl, beispielsweise wenn das Vertrauensverhältnis zwischen meldender Person und Klientin oder Klient gefährdet ist. Bevor ein gewisser Schweregrad der Gefährdung erreicht ist, ist der Schutz eines möglicherweise gefährdeten Kindes oft nur unter freiwilliger Kooperation der Eltern möglich. Eine allgemeine Meldepflicht und damit verbundenes vorschnelles Vorgehen, kann aus verschiedenen Gründen kontraproduktiv sein. Es muss mit einer Untergrabung des Vertrauensverhältnisses gerechnet werden. Erfolgchancen und Auswirkungen eines straf- oder zivilrechtlichen Verfahrens können zu wenig bedacht werden. Eine Fachperson muss in der Lage sein, diese Abwägungen anzustellen und über den Zeitpunkt der Meldung zu entscheiden. Die im Vorentwurf gegebene Möglichkeit der Interessenabwägung für eine meldepflichtige Fachperson, bevor diese eine Meldung an die KESB erstattet, erachten wir deshalb als sehr sinnvoll. Allerdings könnte in der Praxis eine Rechtsunsicherheit aus diesem Passus entstehen, weil unklar ist, ab welchem Zeitpunkt im Kontinuum, welches eine Kindeswohlgefährdung darstellt, wirklich eine Meldung an die KESB erfolgen muss. Die Verantwortung für meldepflichtige Personen ist daher sehr gross.

In Bezug auf die aufgezählten Gruppen von Fachpersonen, die neu meldepflichtig werden sollen, hegen wir Vorbehalte.

Eine Meldepflicht macht Sinn für Personen, die in der Lage sind, eine Risiko- oder eine Gefährdungslage zu erkennen und abzuwägen, was die Konsequenzen sind. Dies benötigt Wissen und Erfahrung: Kenntnisse über die Grundbedürfnisse von Kindern, Wissen über Vorkommen, Ursachen und Erscheinungsformen von verschiedenen Formen von Gewalt und ihre Folgen, Wissen über Organisation und Gesetzgebung im Bereich Kinderschutz sowie Handlungskompetenzen im Falle eines begründeten Anlasses zur Annahme, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte. Viele Angehörige der in Art. 314d VE-ZGB aufgezählten Personengruppen haben heute im Rahmen ihrer Ausbildung keinen oder nur begrenzten Zugang zu Kinderschutzwissen. Dies gilt beispielsweise für verschiedene Ausbildungen im Sozialbereich, die Kinderbetreuung und, in besonderem Masse, in ehrenamtlichen Tätigkeiten, z.B. für Sporttrainer oder -trainerinnen, welche im erläuternden Bericht explizit genannt werden (S. 19). Diese Personen könnten von einer Meldepflicht überfordert sein, und sie deshalb auch nicht erfüllen.

Dies gilt es im Rahmen dieser Revision dringend zu bedenken und zu berücksichtigen, in dem auf die Erweiterung der Meldepflicht verzichtet wird oder aber die Definition des betroffenen Personenkreises nochmals überdacht wird. Auf jeden Fall müssen entsprechende Lücken in der Aus- und Weiterbildung geschlossen werden.

Sollte an der erweiterten Meldepflicht festgehalten werden, schlagen wir deshalb folgende Präzisierung vor:

Art. 314d, Abs. 1, 1.

..., die in ihrer beruflichen Tätigkeit regelmässig Kontakt zu Kindern haben;

Dazu braucht es zwingend Anpassungen in den Rahmenlehrplänen sowie Aus- und Weiterbildungsangebote für die betroffenen Berufsgruppen, damit diese befähigt werden, die Meldepflicht auch auszuüben. Entsprechende Erlässe müssen angepasst werden.

Fundierte Aus- und Weiterbildung sowie institutionelle Massnahmen wie Leitfäden zum Vorgehen bei Verdacht auf Kindeswohlgefährdung, Austausch mit anderen Fachpersonen, und Kenntnisse der Hilfs- und Beratungsangebote sind zielführender für einen besseren Schutz der Kinder als eine reine Ausweitung der Meldepflichten.

Dass keine neue Regelung bezüglich Strafbarkeit bei Verletzung der Meldepflicht nach Art. 314d VE-ZGB vorgeschlagen wird, ist zu begrüssen, da eine solche kontraproduktiv wäre. Indes wird es an der Rechtsprechung liegen, massvoll vorzugehen mit Ahndungen bei unterlassenen Meldung einer meldepflichtigen Person gemäss Art. 41 Absatz 1 OR oder bei Anwendung von personal- oder disziplinarrechtlichen Bestimmungen. Eine Meldepflicht dient der Klärung für die Fachpersonen. Sie durch mögliche Sanktionen wieder zu verunsichern dient der Sache nicht. In der Regel sind diese Professionellen bedacht, das Wohl der ihnen anvertrauten Kinder zu schützen.

Art 314d, Abs. 2

Diesen Absatz begrüssen wir ausdrücklich, trägt er doch wesentlich zur Rechtssicherheit und – gleichheit bei.

Art. 314e, Abs. 1: Keine Anmerkungen.

Art. 314e, Abs. 2

Eine Ergänzung, wonach die Entbindung vom Berufsgeheimnis auch auf eigenes Gesuch der Fachperson möglich ist, würde zur Klarheit beitragen.

Art. 314e, Abs. 3, 4 und 5: Keine Anmerkungen.

Art. 443, Abs. 2

Den Vorbehalt der eigenen Abhilfe begrüssen wir ausdrücklich, wie schon unter Art. 314 d ausgeführt. Ebenso begrüssen wir eine schweizweit einheitliche Regelung, denn diese erleichtert die Arbeit der Behörden und trägt zur Rechtssicherheit bei.

Art. 448 Abs. 2: Analog Art. 314e Abs. 2 ZGB

Änderungen anderer Erlasse

Keine Anmerkungen

3. Schlussfolgerungen und Forderungen

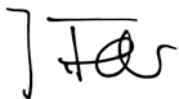
Die Stiftung Kinderschutz Schweiz begrüsst den Entwurf in seiner Absicht, Kinder besser vor Gefährdungen zu schützen. Insbesondere die Erleichterung der Meldung für Berufsgeheimnisträger und –trägerinnen und eine Schweiz weit einheitliche Regelung dürften zielführend sein. Um die Meldung auch für Berufsgruppen zu erleichtern, die einer Meldepflicht unterstellt sind, sind jedoch aus unserer Sicht Begleitmassnahmen notwendig:

- Dazu muss das Thema Kinderschutz inkl. Grundlagen der Früherkennung von Kindeswohlgefährdungen integraler Bestandteil der Ausbildung dieser Personen sein. Interdisziplinäre und interinstitutionelle Zusammenarbeit, beides wichtige Prinzipien im Kinderschutz, müssen erleichtert und geübt werden.
- Wenn die Prävention, wie Elternbildung, Aufklärung, Information und Beratung, sowie Aus- und Weiterbildung von Fachpersonen und Begünstigung von interdisziplinären Kooperationen gestärkt werden, tragen wir Wesentliches zu einem besseren Schutz der Kinder bei.

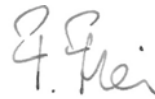
Für die Berücksichtigung unserer Anliegen bei der weiteren Bearbeitung der Vorlage danken wir Ihnen bestens

Freundliche Grüsse

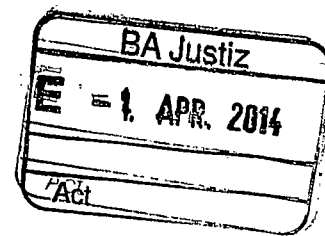
Stiftung Kinderschutz Schweiz



Jacqueline Fehr
Präsidentin



Flavia Frei
Fachbereichsleiterin



Bundesamt für Justiz
Frau Judith Wyder
3003 Bern

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz) - Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Wyder

Wir danken Ihnen für die Einladung, uns zu oben genannter Gesetzesänderung zu äussern. Wir nehmen diese Möglichkeit gerne wahr. Der Schweizerische Städteverband vertritt die Städte, urbanen Gemeinden und Agglomerationen unseres Landes.

Eine verbandsinterne Vernehmlassung zur Gesetzesvorlage hat ein uneinheitliches Bild in der Beurteilung der Vorlage gegeben. Unbestritten ist das Ziel der Gesetzesänderung: der Schutz des Kindes vor Misshandlung und sexuellem Missbrauch. Während einige Städte die Vorlage wohlwollend beurteilen, hat sich unsere Sektion Städteinitiative Sozialpolitik (SI) kritisch dazu geäußert. Sie stellt grundsätzlich in Zweifel, dass mit der vorgesehenen Meldepflicht die Früherkennung von Kindeswohlgefährdungen erreicht werden kann und stützt sich dabei auf Untersuchungen, die von der Stiftung Kinderschutz Schweiz zitiert werden. Wir stellen Ihnen die Stellungnahme der Städteinitiative Sozialpolitik im Anhang zu.

Diejenigen Städte, welche die Vorschläge in der vorliegenden Form befürworten, erachten es als sinnvoll, dass sämtliche Berufspersonen, die mit Kindern zusammenarbeiten, verpflichtet werden sollen, der Kinderschutzbehörde Meldung zu erstatten, wenn sie im Rahmen ihrer Tätigkeit von einem Fall von Kindesmisshandlung oder –missbrauch Kenntnis bekommen. Sie werden auch angehalten, der Behörde schon die Vermutung zu melden, wenn ein Kind in seiner Entwicklung gefährdet sein könnte. Dies mit dem Ziel, dass die Behörde rechtzeitig nötige und wirksame Massnahmen einleiten kann. Mehrere Kantone haben bereits von der Möglichkeit Gebrauch gemacht, die Meldepflicht in kantonale Verordnungen aufzunehmen. Mit der vorgesehenen Änderung wird ein Vorgehen gesetzlich geregelt, das heute in der Praxis bereits Umgang findet und angewendet wird.

Unsere Sektion Städteinitiative Bildung hat uns im Weiteren auf Folgendes aufmerksam gemacht: Was die Meldepflichten der Fachpersonen im Volksschulwesen (insbesondere Lehrpersonen, Schulsozialarbeiterinnen und Schulsozialarbeiter, Personen im städtischen Betreuungswesen oder kommunale Therapeutinnen und Therapeuten, die nicht dem Berufsgeheimnis gemäss Art. 321 StGB unterstehen) betrifft, ergibt sich keine Änderung, ausser dass sie einer Meldepflicht erst dann unter-



stehen, wenn sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können (Art. 314d Abs. 1 VE-ZGB). Was die Schulärztinnen und Schulärzte sowie die Schulpsychologinnen und Schulpsychologen anbelangt, geht nun aus Art. 314c Abs. 2 VE-ZGB klar hervor, dass das Berufsgeheimnis gemäss Art. 321 StGB dem Amtsgeheimnis gemäss Art. 320 StGB vorgeht, und diesen Personen daher ein Melderecht, aber keine Meldepflicht zukommt. Die neue Regelung in Art. 314c Abs. 1 VE-ZGB, wonach Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die regelmässig Kontakt zu Kindern haben, aber weder dem Berufsgeheimnis unterstehen noch zu den Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit zu zählen sind, neu ebenfalls eine Meldepflicht zukommen soll, sofern sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können, befürworten wir. Diese Regelung unterstützt nicht nur eine Vereinheitlichung bzw. Klärung der Praxis der Verantwortlichen, sondern entspricht auch dem urbanen Bedarf nach Öffnung der Volksschule bzw. Koordination und Verknüpfung mit ausserschulischen Freizeit- und Betreuungs-Angeboten im Quartier im Sinne eines «Lebensraums Schule» oder des Ansatzes der «Bildungslandschaften».

Etwas unklar bleibt aus Sicht der Städteinitiative Bildung indes, welche diesbezüglichen Regelungsmöglichkeiten im Kompetenzbereich der Kantone im Schulwesen verbleiben sollen. Im erläuternden Bericht des EJPD vom Dezember 2013 (vgl. insbesondere Ziff. 2.1 und 4.2 auf S. 14 und 23) ist nur die Rede von kantonalen Kompetenzbereichen «wie beispielsweise im Gesundheits-, Polizei- oder Schulwesen, in denen die Kantone weiterhin Meldungen vorsehen dürfen». Konkret stellt sich beispielsweise im Kanton Zürich die Frage, ob die in § 51 Volksschulgesetz (VSG) geregelte Meldepflicht, wonach die Schulpflege die für Kinderschutzmassnahmen zuständige Behörde informiert, wenn das Wohl einer Schülerin oder eines Schülers im Sinne von Art. 307 ZGB gefährdet ist, weiterhin als schulrechtliche Meldepflicht Bestand haben kann oder nur noch die abschliessende Regelung in Art. 314d VE-ZGB betreffend (zivilrechtliche) Meldepflicht gilt. Bis anhin wurde in der Praxis davon ausgegangen, dass die Meldung an die Kinderschutzhilfe im Schulbereich primär von der Schulpflege oder im Falle einer Delegation von der Schulleitung ausgehen soll, damit die Lehrperson so von möglichen Reaktionen der Eltern ihr gegenüber entlastet ist und das Kind weiter unterrichten kann, was im Sinn des Kindeswohls ist. Erst wenn aus Sicht der Lehrperson die vorgesetzten Stellen untätig bleiben und die Gefährdungssituationen weiter andauert, sollte sie gestützt auf ihre dokumentierten Beobachtungen selber eine Meldung an die Kinderschutzhilfe erstatten (vgl. Merkblatt «Meldepflicht und Mitwirkungspflicht der Lehrpersonen bei Verfahren der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde» des Rechtsdiensts des Volksschulamts des Kantons Zürich vom 14. November 2013). Wir sind dankbar, wenn in den Gesetzesmaterialien diese Frage noch präzisiert wird.

In inhaltlicher und rechtssetzungstechnischer Hinsicht erlauben wir uns noch folgende Hinweise:

- In Art. 321 StGB, Art. 448 Abs. 2 ZGB und Art. 314e Abs. 2 VO-ZGB wird der Passus «und ihre Hilfspersonen» aufgeführt. Es fragt sich nun, warum in Art. 314c Abs. 2 Ziff. 1 VE-ZGB und Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 VE-ZGB dies nicht der Fall ist. Wir schlagen vor, dass dies noch geklärt wird.
- Aus unserer Sicht wäre zu prüfen, ob im Erwachsenenschutzrecht nicht auch eine Art. 314c Abs. 2 VE-ZGB und Art. 364 Abs. 2 VE-StGB analoge Regelung eines Melderechts für bestimmte Fachpersonen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, eingeführt werden sollte. Denn es ist nicht ausgeschlossen, dass auch volljährige Schülerinnen und Schüler, die beispielsweise eine Sonderschule oder eine Mittelschule besuchen, in Ausbildung sind oder einem Sportverein angehören.



ren und daher nicht mehr den Bestimmungen über den Kinderschutz unterstehen, eines solchen Schutzes bedürfen, wie er mit der neuen Regelung betreffend Melderecht im Kinderschutzrecht vorgesehen ist.

- Was die geplante Änderung von Art. 364 StGB mit der Marginalie «Mitteilungsrecht» anbelangt, sollte die Marginalie von Art. 364 StGB an die neue Regelung, die in Art. 364 Abs. 1 VE-StGB eine Meldepflicht und in Art. 364 Abs. 2 VE-StGB ein Melderecht enthält, entsprechend angepasst werden.
- Was die geplante Änderung von Art. 168 Abs. 1 Bst. g Strafprozessordnung (StPO) anbelangt, ist unseres Erachtens neben dem Begriff Beiratschaft auch der Begriff Vormundschaft zu streichen, da auch dieser Begriff mit dem Inkrafttreten des neuen Erwachsenenschutzrechts am 1. Januar 2013 abgeschafft wurde.

Im Hinblick auf die in der eidgenössischen Zivilprozessordnung (ZPO) und in der eidgenössischen Strafprozessordnung geregelten Zeugnisverweigerungsrechte aufgrund eines Amtsgeheimnisses (Art. 166 Abs. 1 lit. c. ZPO und Art. 170 StPO) oder aufgrund eines Berufsgeheimnisses (Art. 166 Abs. 1 lit. b ZPO und Art. 171 StPO) wären allenfalls noch Hinweise im erläuternden Bericht hilfreich, der die Melderechte und Meldepflichten an die Kinderschutzbehörde und an die Erwachsenenschutzbehörde gemäss Art. 314 ff. , Art. 443 ff. ZGB und Art. 363 f. StGB vom Anzeigerecht gemäss Art. 301 StPO und von der Anzeigepflicht gemäss Art. 302 StPO abgrenzt. Insbesondere wäre der Hinweis dienlich, dass mit der in Art. 166 Abs. 1 lit. b und c ZPO und Art. 170 und 171 StPO aufgeführten Anzeigepflicht die strafrechtliche Anzeigepflicht gemäss Art. 302 StPO gemeint ist und nicht die zivilrechtliche Meldepflicht gemäss Art. 314 ff. ZGB an die Kinderschutzbehörde und gemäss Art. 443 ff. ZGB an die Erwachsenenschutzbehörde.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Schweizerischer Städteverband

Präsident

Kurt Fluri, Nationalrat
Stadtpräsident Solothurn

Direktorin

Renate Amstutz

Beilage Stellungnahme Städteinitiative Sozialpolitik vom 18. März 2014

Kopie judith.wyder@bj.admin.ch
Städteinitiative Sozialpolitik,
Städteinitiative Bildung,
Schweizerischer Gemeindeverband

Schweizerischer Städteverband
Renate Amstutz
Monbijoustrasse 8
Postfach 8175
3001 Bern

EINGEGANGEN AM 20. MRZ. 2014

Zürich, 14. März 2014

Stellungnahme zum Vorentwurf Meldepflicht

Sehr geehrte Frau Amstutz

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, zum vorgelegten Entwurf einer bundesrechtlichen Regelung der Melderechte und -pflichten Stellung zu nehmen.

Grundsätzliches

Auslöserin des vorliegenden Revisionsprojekts ist die Motion 08.3790 „Schutz des Kindes vor Misshandlung und sexuellem Missbrauch“ von Nationalrätin Josiane Aubert. Das dahinter stehende Anliegen, die Früherkennung und den Zugang zu professioneller Hilfe für gefährdete Kinder zu verbessern, ist vorbehaltlos zu unterstützen. Die dazu vorgeschlagene Massnahme einer allgemeinen Meldepflicht mit klar umschriebenen Ausnahmen erscheint jedoch wenig zielführend und ist bei den praktischen Auswirkungen sogar umstritten.

Motion und Begleitbericht (S. 14f.) gehen davon aus, dass Meldepflichten von Fachpersonen die Früherkennung von Kindeswohlgefährdungen verbessern. Allerdings vermissen wir Hinweise auf Untersuchungen, die diese Annahme stützen. Dagegen weist beispielsweise die Stiftung Kinderschutz Schweiz auf Studien hin, wonach das Meldeverhalten von Fachpersonen nach der Einführung kantonaler Meldepflichten nicht im erhofften Sinn beeinflusst wurde. Vor dem Hintergrund dieser unsicheren Faktenlage können Eingriffe ins geltende System der Meldepflichten ohne weitere Abklärungen nicht überzeugen.

Der vorliegende Entwurf regelt die Melderechte- und Meldepflichten an Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden. Diese Fokussierung auf die KESB greift zu kurz. Die Entwicklung der letzten Jahre ging vielmehr dahin, Fachpersonen, die regelmässig mit Kindern Umgang haben, so zu unterstützen, dass sie auf Anzeichen einer Gefährdung situationsgerecht reagieren können. Soweit im Einzelfall im Interesse eines betroffenen Kindes Fachdienste einzuschalten sind, muss dies nicht zwingend die KESB sein. Vielmehr können spezialisierte Fachstellen im Vorfeld einer behördlichen Massnahme intervenieren. Eine Ausweitung der Meldepflichten gegenüber der KESB kann diese Entwicklung zu differenzierten Unterstützungssystemen und abgestuften Interventionsmöglichkeiten gefährden. Anzustreben ist

vielmehr, dass Kinder vor allem im Frühbereich ausserhalb des Familienalltags ins Blickfeld von Fachpersonen kommen (z.B. Mütterberatung; Arztbesuche; Krippen, etc.), die für den Entscheid qualifiziert sind, welches Vorgehen bei Anzeichen von Gefährdungssituationen adäquat ist.

Ebenso ist darauf hinzuweisen, dass die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden bereits heute mehr Gefährdungsmeldungen als früher erhalten und über mehr Massnahmen im Kinderschutz entscheiden. Wir empfehlen daher, zuerst die bisherigen Erfahrungen auszuwerten, bevor allenfalls weitere Massnahmen wie Meldepflichten eingeführt werden.

Kantonalrechtliche Meldepflichten

Der Begleitbericht (S. 4f) macht die Unübersichtlichkeit des geltenden Rechts über Meldepflichten deutlich. Eine bundesrechtlich abschliessende Regelung dieser Frage ist zu begrüssen. Die Vorlage unterstellt die betroffenen Berufspersonen beim Melderecht immer noch kantonal unterschiedlichen Regelungen, so dass das Harmonisierungspostulat (Begleitbericht Ziff. 2.1) nur unvollständig umgesetzt wird.

Art. 314c (Melderechte)

Der Entwurf nimmt beim Melderecht gemäss Artikel 314c Abs. 2 ZGB zunächst Bezug auf Personen, die einem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB unterstellt sind. Ziffer 1 schränkt die gesetzliche Entbindungswirkung der Gesetzesbestimmung dann auf einzelne Fachbereiche ein, die jedoch nicht mit der Aufzählung von Art. 321 Abs. 1 StGB übereinstimmt. So werden etwa Fachpersonen aus dem Bereich Justiz nicht erwähnt, die jedoch unter dem Melderecht von Artikel 3c BetrG wiederum aufgeführt sind. Es sprechen gute Gründe, den Bereich der Justiz - wie vorgeschlagen - vom Melderecht auszunehmen. Im Interesse einer besseren Verständlichkeit wären eingehendere Erklärungen und Begründungen der unterschiedlichen Adressatenkreise jedoch hilfreich.

Art. 314d (Meldepflichten)

Wie dargelegt sind gesetzliche Meldepflichten im Kinderschutz nicht zwingend zielführend, insbesondere wenn sie ausschliesslich gegenüber der KESB ausgeübt werden müssen. In vielen Kantonen, Städten, Regionen und Gemeinden wurde in den letzten Jahren differenzierte Systeme von Fachstellen und -gruppen aufgebaut, die bei Unterstützungs- und Schutzbedarf sachgerecht intervenieren können. Soweit gesetzliche Meldepflichten überhaupt zweckmässig sind, sollten sie daher allgemein gegenüber einer geeigneten Stelle für Kinderschutz auszuüben sein.

Gemäss Art. 314d Abs. 1 des Entwurfs sind zunächst alle strafrechtlichen Berufsgeheimnisträger von der Meldepflicht ausgenommen. Der Begleitbericht begründet dies zu Recht mit dem besonderen Vertrauensverhältnis dieser Berufspersonen zu ihren KlientInnen. Diese Begründung gilt sinngemäss aber auch für weitere Personengruppen, die dem strafrechtlichen Amts- oder Berufsgeheimnis nicht oder zumindest nicht eindeutig unterstellt sind. Klärungsbedarf zeigt sich insbesondere bei folgenden Personengruppen:

- Verfahrensvertretungsbeistände, die Kindern und Jugendlichen aufgrund verschiedener Bestimmungen zugeordnet werden können. Dabei handelt es sich nicht zwingend um Rechtsanwälte oder Rechtsanwältinnen. Verfahrensvertretungsbeistände handeln aber wie diese unabhängig und nicht im Sinne einer amtlichen Tätigkeit (Art. 314d Abs. 2 Ziff. 2 eZGB). Sie sind auch gemäss Art. 448 Abs. 3 ZGB von der Mitwirkungspflicht befreit.
- Vertrauenspersonen, die Kindern und Jugendlichen z.B. aufgrund des Asylgesetz, der Jugendstrafprozessordnung, der Pflegekinderverordnung oder der Bestimmungen über die Fürsorgerische Unterbringung beigeordnet werden. Sie erhalten zwar einen öffentlich rechtlichen Auftrag, den sie aber funktionsmässig wie von der betroffenen Person gewählte, unabhängige RechtsvertreterInnen ausüben.

Der Entwurf sieht eine Ausnahme von der Meldepflicht vor, wenn „selber Abhilfe geschaffen werden kann“. Bei dieser Formulierung fragt sich, inwieweit Meldepflichtige in eine Garantstellung gerückt werden, wenn sie von einer Gefährdungsmeldung absehen. Im Interesse einer möglichst einheitlichen Begriffsverwendung scheint es in Anlehnung an Art. 364 StGB zweckmässiger, die Meldepflicht stattdessen der Voraussetzung zu unterwerfen, dass eine Meldung an die KESB im Interesse des Kindes liegt.

Für diesen Fall weist der Begleitbericht auf fortbestehende Melderechte hin, wenn eine Meldepflicht aufgrund der Ausnahmeregelung nicht ausgeübt wird. Eine Multiplizierung von Meldungen an verschiedene Akteure ist indessen klaren Verantwortlichkeiten abträglich und überzeugt nicht. Vielmehr sollte das Melderecht und die Meldepflicht gegebenenfalls im Interesse des betroffenen Kindes nur einmal und gegenüber einer geeigneten Stelle wahrgenommen werden. Das muss nicht zwingend die KESB sein, sondern kann den Umständen entsprechend etwa eine Fachgruppe der Polizei, eine Fachstelle für Häusliche Gewalt, die Kinder- und Jugendhilfe oder andere spezialisierte Stellen im Vorfeld angeordneter Kinderschutzmassnahmen sein. Diese Stellen werden sich wiederum an die KESB wenden, wenn eine behördliche Intervention sachgerecht erscheint.

Finanzielle Auswirkungen

Gemäss Begleitbericht wirkt sich die Vorlage weder auf den Personalbestand noch auf die Finanzen des Bundes aus (Ziff. 4.1.). Das ist nachvollziehbar, weil der Bund in diesem Bereich keine Aufgaben hat. Soweit man sich von der Vorlage aber mehr Gefährdungsmeldungen verspricht, müsste der damit verbundene Mehraufwand für die Kantone und Gemeinden beziffert werden.

Freundliche Grüsse

Städteinitiative Sozialpolitik

Präsident



Nicolas Galladé



Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
3003 Bern

Mail: judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 27. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz) – Vernehmlassungsverfahren. Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zum oben genannten Vernehmlassungsverfahren und nehmen gerne wie folgt Stellung zum Revisionsentwurf:

Allgemeine einheitliche Melderegelung

Kindesmisshandlungen - körperliche, sexuelle und psychische Misshandlungen und Vernachlässigung - hat äusserst gravierende Folgen, unter denen die Betroffenen oft ein Leben lang zu leiden haben, wenn sie nicht frühzeitig die richtige Hilfe erhalten. Dennoch kommt es heute noch zu häufig vor, dass die Opfer nicht rasch genug den nötigen wirksamen Schutz erhalten. Um dies zu ändern ist die Revision der Bestimmungen zur Gefährdungsmeldung von entscheidender Bedeutung, und wir begrüssen, dass sie nun an die Hand genommen wird. **Insbesondere unterstützen wir die Einführung einer allgemeinen, einheitlichen Melderegelung.** Die heutigen kantonal unterschiedlichen Bestimmungen führen zu Verunsicherung und verhindern, dass Kinder in Notlagen verlässlichen Schutz erhalten. Misshandelte und von Misshandlung bedrohte Kinder sind darauf angewiesen, dass alle Erwachsene – unabhängig von ihrem Beruf – wissen, wie sie vorzugehen haben, wenn sie die Misshandlung eines Kindes feststellen oder befürchten.

Keine Ausnahmen von der Meldepflicht bei Kindesmisshandlung

Im Fall der Kindesmisshandlung verbessert aber eine einheitliche Bundesregelung die Situation der Betroffenen nur dann, wenn eine Melderegelung eingeführt wird, die nicht hinter den Schutzbestimmungen einzelner Kantone zurückgeht. Dies trifft jedoch auf den vorliegenden Entwurf nicht vollumfänglich zu.

Der Vorentwurf zur Gesetzesrevision sieht Ausnahmen von der Meldepflicht vor (Art. 314c und Art. 314d). Insbesondere sollen Personen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, von der Meldepflicht ausgenommen werden. Ihnen soll nur ein Melderecht zustehen. Auch Fachpersonen, die keinem strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, sollen nur dann zur Meldung verpflichtet sein, wenn sie „den

begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte und sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können“. Allgemein sollen Personen bei begründetem Anlass zur Annahme, dass das Wohl eines Kindes gefährdet sein könne, Meldung erstatten können. **Diese Regelungen sind bei Kindesmisshandlungen absolut ungenügend.**

Angesichts der Tragweite von Kindesmisshandlungen sind Einschränkungen der Meldepflicht unverständlich. Besteht Anlass zur Annahme, dass ein Kind misshandelt wird oder misshandelt werden könnte, darf es nicht im Ermessen der betreffenden Fachleute liegen, ob und wann sie der Kindesschutzbehörde Meldung erstatten. Auch jede andere Person, die eine Kindesmisshandlung feststellt oder befürchtet, muss dies der Kindesschutzbehörde melden müssen. Die Kindesschutzbehörde als Fachbehörde muss daraufhin entscheiden, ob Massnahmen ergriffen werden müssen und wenn ja welche.

Frühe Meldungen von Misshandlungen haben sich als entscheidend erwiesen, damit Kinder und Familien bei Bedarf frühzeitig wirksame Hilfe erhalten und gravierenden Schädigungen vorgebeugt werden kann. Sie gefährden weder das Kind noch das Vertrauensverhältnis des Kindes zur Fachperson. Im Gegenteil, die uneingeschränkte Meldepflicht gibt den Fachleuten eine eindeutige Vorgabe zur Hand, die sie entlastet und bei der Arbeit mit den Betroffenen unterstützt. Den betroffenen Kindern und Jugendlichen erspart sie unzumutbare Loyalitätskonflikte, denen sie ausgesetzt wären, wenn sie ihr Einverständnis zur Meldung geben müssten. Auch allen anderen Erwachsenen bietet sie klare Vorgaben für das richtige Vorgehen im Fall von Kindesmisshandlung. Schliesslich trägt die uneingeschränkte Meldepflicht bei Kindesmisshandlung zum nötigen Umdenken bei Fachleuten und in der Bevölkerung allgemein bei. Durch sie wächst das Verständnis, dass Gewalt gegen Kinder, Missbrauch und Vernachlässigung nicht toleriert werden dürfen.

Der Vorentwurf zur Gesetzesrevision will Melderecht und –pflicht regeln, **wenn begründeter Verdacht zur Annahme besteht, dass allgemein das Wohl eines Kindes gefährdet sein könnte. Dies ist unseres Erachtens zu weit und zu vage gefasst und schiesst über das Ziel hinaus. Die Meldepflicht muss sich auf die Misshandlung von Kindern beziehen**, zumal die Verhinderung von Misshandlung und Vernachlässigung ja auch das explizite Ziel der Motion ist, die zum vorliegenden Revisionsvorschlag geführt hat.

Der Bericht zum Vorentwurf weist zwar darauf hin, dass es keine einheitliche Definition von Kindesmisshandlung gebe. Die Definition des Kindeswohls ist aber noch viel unbestimmter, während es für die Misshandlung und Vernachlässigung breit anerkannte, klare Kriterien gibt. Eine uneingeschränkte Meldepflicht in diesem klar umgrenzten Bereich würde mit Sicherheit besser akzeptiert als die im Vorentwurf vorgeschlagene. Bedenken, die Behörde bei jedem Verdacht, dass das Kindeswohl gefährdet sein könnte, einschalten zu müssen, sind nicht völlig unbegründet. Es gab (und gibt immer noch) Fälle, bei denen Vorurteile beispielsweise über die Lebensweise der Eltern zu Massnahmen führ(t)en, die den Kindern Schaden zufüg(t)en. Zu denken ist zum Beispiel an die administrative Versorgung, die noch nicht weit zurückliegt und gegenwärtig aufgearbeitet wird. Solche Vorfälle sollten zwar dank der Professionalisierung der Schutzbehörden nicht mehr auftreten. Dennoch wären die Abklärungen eine nicht zu unterschätzende Belastung für die Betroffenen. Überdies nimmt der Staat selbst im Fall der Armut von Familien Beeinträchtigungen des Kindeswohls in Kauf, obwohl die gravierenden Folgen für die Entwicklungs- und Zukunftschancen der Kinder eindeutig belegt sind.

- **Wir sprechen uns deshalb dafür aus, dass sich die Meldepflicht auf den begründeten Verdacht zur Annahme beziehen soll, dass eine körperliche, psychische oder sexuelle Misshandlung oder eine Vernachlässigung des Kindes stattgefunden hat oder stattfinden könnte, und ohne Ausnahme gelten muss, und beantragen eine entsprechende Anpassung der vorgeschlagenen Art. 314c und Art. 314d.**

Sicherstellung von Fachkompetenz und Zusammenarbeit

Nebst der Einführung einer in allen Kantonen gleichermassen geltenden allgemeinen Meldepflicht für alle Erwachsenen und dem Verzicht auf das Konzept des Melderechts bei Kindesmisshandlung sind die Professionalität, die fachlichen Kompetenzen und die Zusammenarbeit der mit den Kinderbelangen befassten Stellen und Personen zentral für einen

wirksamen Schutz der Kinder. Es ist bedauerlich, dass die Gesetzesvorlage diesen Bereich nicht anspricht.

- **Wir schlagen deshalb vor, den Gesetzesentwurf mit Bestimmungen zur Förderung der Qualität und der Zusammenarbeit im Bereich des Kinderschutzes zu ergänzen.**

Im Übrigen verweisen wir auf die Stellungnahme des Dachverbands der Familienorganisationen, Pro Familia Schweiz.

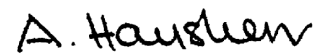
Wir bedanken uns im Voraus für eine wohlwollende Aufnahme unserer Anliegen und Vorschläge und verbleiben

mit freundlichen Grüssen

Schweizerischer Verband alleinerziehender Mütter und Väter



Monique Gerber, Zentralpräsidentin



Anna Hausherr, Zentralsekretärin

Bundesamt für Justiz

3003 Bern

Bern, den 18. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz); Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben der SVBB Gelegenheit gegeben, zum vorgenannten Vernehmlassungsentwurf Stellung zu nehmen.

Mit vorliegender Eingabe lassen wir uns innert der von Ihnen festgesetzten Frist wie folgt vernehmen:

Generelle Bemerkungen

Unsere Vereinigung unterstützt einhellig die Ziele der Revision betr. Mitteilungsrechte und -pflichten bei Kindeswohlgefährdungen. Insbesondere wird begrüsst, dass nicht nur Personen in amtlicher Tätigkeit, sondern auch andere Fachpersonen, die aufgrund beruflicher Kontakte eine besondere Beziehung zu Minderjährigen haben, grundsätzlich verpflichtet werden, vermutete oder festgestellte Gefährdungssituationen an die Kindesschutzbehörden zu melden.

Die Vorlage berücksichtigt in sorgfältiger Weise, dass Fachpersonen, die einem Berufsgeheimnis unterstehen - gerade weil sie in einem besonderen Vertrauensverhältnis zu Kindern und Jugendlichen stehen - jedoch nur berechtigt und nicht generell zur Meldung verpflichtet werden. Dass deren Mitwirkung mit den Kindesschutzbehörden zur Sachverhaltsklärung ohne Entbindung von Berufsgeheimnissen möglich ist, wird von unserer Seite klar unterstützt.

Mit Genugtuung nimmt ferner die SVBB davon Kenntnis, dass die Vorlage die divergierenden zivilrechtlichen kantonalen Erlasse und Praxen künftig nicht mehr zulassen will. Eine einheitliche Bundesregelung dient der Rechtssicherheit und damit generell dem Kindeswohl. Sie dürfte auch positive Auswirkungen bei künftigen kantonalen Gesetzgebungsprojekten im öffentlich-rechtlichen Kinderschutzbereich (Gesundheits-, Schul- und Polizeiwesen) haben.

Zu den Bestimmungen im Einzelnen:

Zu Art. 314c:

Als Berufsgruppe aufgenommen werden

Der Grundsatz, wonach jede Person berechtigt ist, eine Gefährdungsmeldung zu erstatten, selbst dann, wenn jene einem strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnis untersteht, ist richtig. Zwar besteht die Gefahr, dass möglicherweise Dritte zu Unrecht denunziert werden können. Die Kinderschutzbahörden, die neu aus professionellen Mitgliedern bestehen müssen, sind jedoch gewohnt, die Meldungen sensibel (d.h. unter Berücksichtigung der Datenschutzaspekte) zu handhaben. Immerhin muss die meldende Person einen „begründeten Anlass“ annehmen, wonach ein Kind gefährdet sein könnte. Leider fehlt im Gesetzestext der im erläuternden Bericht festgehaltene Hinweis, dass auch anonymen Meldungen nachgegangen werden sollte, wenn diese sich nicht als offensichtlich unbegründet erweisen.

Zu Art. 314d:

Wie bereits in den allgemeinen Bemerkungen erwähnt, wird begrüsst, dass der Kreis von meldepflichtigen Personen gegenüber dem bisherigen Recht ausgedehnt wird und dass nur noch der Bund die Gesetzgebungskompetenz für die zivilrechtliche Meldepflicht besitzt.

Wichtig und zutreffend ist die Einschränkung, dass die Meldepflicht erst dann entstehen soll, wenn die Fachperson nicht im Rahmen ihrer eigenen Tätigkeit Abhilfe schaffen kann. Zwar bleibt es der Praxis überlassen, Richtlinien zu erlassen, wie lange und wie intensiv die Fachperson selber versuchen soll, Gefährdungen mit der beruflichen Tätigkeit zu vermeiden. Mit grosser Wahrscheinlichkeit wird aber keine Fachperson riskieren wollen, wegen unterlassener Meldung später zur Verantwortung gezogen zu werden.

Zu Art. 314e und 448:

In Absatz 2 sollten auch Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter als Berufsgruppe aufgenommen werden, da diese bei ihrer beruflichen Arbeit eine analoge Vertrauensstellung geniessen, jedenfalls mindestens so stark wie Zahnärzte und Apotheker. In Absatz 3 ist das Wort „ehemalige“ ersatzlos zu streichen. Aktuell für das Verfahren ernannte Beiständinnen und Beistände werden in der Regel an der Klärung des Sachverhalts mitwirken, haben aber im Konfliktfall die Interessen der verbeiständeten Person zu wahren und müssen von der Mitteilungspflicht entbunden werden.

Zu den übrigen Art.:

Einverstanden, ohne zusätzlichen Bemerkungen.

Mit freundlichen Grüssen

Namens des Vorstandes

Der Sekretär:

Urs Mosimann, per E-Mail

An das
Eidgenössische Justiz- und
Polizeidepartement

Elektronische Einreichung

Bern, 31. März 2014

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz)/Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zur Änderung des ZGB betreffend Kindesschutz Stellung zu nehmen. Der SVBG (Schweizerischer Verband der Berufsorganisationen im Gesundheitswesen) ist der grösste Dachverband von Gesundheitsberufen in der Schweiz. Er vertritt 14 Mitgliedverbände (siehe Liste im Anhang) und insgesamt rund 52'000 Gesundheitsfachpersonen.

Die Problematik der Gewalt gegen Kinder und die Frage des Umganges mit Verdacht darauf betrifft die im SVBG organisierten Berufe direkt. Ein verbesserter und rechtzeitiger Schutz der betroffenen Kinder ist uns ein wichtiges Anliegen.

Der SVBG begrüsst und unterstützt die beiden Schwerpunkte der Vorlage:

1. grundsätzlich soll der Kreis der Personen, die der *Meldepflicht* bei Verdacht auf Kindsmisshandlung oder –missbrauch unterstehen im Sinne eines verstärkten Kindesschutzes erweitert werden;
2. die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, werden vom erwähnten Grundsatz ausgenommen und erhalten stattdessen ein *Melderecht*, aus Rücksicht auf die das Berufsgeheimnis begründende Vertrauensbeziehung.

Wie Sie im Bericht festhalten, könnte sich eine Meldepflicht im Verdachtsfall bei Berufen, welche der beruflichen Schweigepflicht unterstehen, im schlimmsten Fall kontraproduktiv auswirken, indem sie das Vertrauen des Opfers, dessen Angehörigen bzw. u.U. der Täter gegenüber den Fachpersonen untergraben würde.

Deshalb kann die adäquate und berufsethisch „richtige“ Reaktion beim Verdacht auf Misshandlung oder Missbrauch nicht in jedem Fall pauschal in einer Meldung an die Kindesschutzbehörde bestehen.

Die in der Vorlage gewählte Lösung eines *Melderechts* für Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, schafft im Einzelfall Raum für eine sorgfältige Interessensabwägung der nicht selten konfligierenden Bedürfnisse und Ziele. Wir unterstützen daher, dass die Personen, die dem Berufsgeheimnis unterstehen, ein *Melderecht* erhalten und nicht der *Meldepflicht* unterstellt sind.

Beim Kriterium, das die Ausnahme von der erweiterten Meldepflicht begründet (die betreffende Fachperson muss dem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB unterstehen), müssen wir jedoch betreffend die Pflegefachpersonen einen Vorbehalt anmerken. Nach herkömmlicher Ansicht

werden die Pflegefachpersonen hier als „Hilfspersonen“ des Arztes erfasst. Dies trifft jedoch nur auf den sogenannten „ärztlich-delegierten“ Bereich der Pflege zu; die Gesundheits- und Krankenpflege besteht aber zu einem beträchtlichen Teil aus Tätigkeiten, die die Pflegefachpersonen eigenständig und in eigener Verantwortung vornehmen, also eben nicht als „Hilfspersonen“ im Auftrag des Arztes.

Unsere Sorge besteht deshalb darin, dass die Pflegefachpersonen aufgrund dieser Rechtstatsache nicht vollumfänglich als Ausnahme von der Meldepflicht gelten würden. dementsprechend erlauben wir uns, den folgenden Antrag zu stellen:

Sicherzustellen, dass die Pflegefachpersonen vollumfänglich von der neuen Meldepflicht nach Art. 314d ausgenommen und ihnen statt dessen auf jeden Fall ein Melderecht nach Art. Art. 314c Abs. 2 zugestanden wird.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unseres Anliegens und verbleiben

Mit freundlichen Grüßen



Claudia Galli
Präsidentin

Anhang: Die Mitgliedverbände des SVBG

Aktivmitglieder

- Schweizer Berufsverband der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner SBK / ASI www.sbk-asi.ch
- Schweizerischer Verband Medizinischer PraxisAssistentinnen SVA, www.sva.ch
- curahumanis Fachverband für Pflege und Betreuung, www.curahumanis.ch
- Schweizerischer Hebammenverband SHV/ASSF, www.hebamme.ch
- ErgotherapeutInnen-Verband Schweiz EVS / ASE, www.ergotherapie.ch
- Kinaesthetics Schweiz, www.kinaesthetics.ch
- Schweizerischer Berufsverband der Biomedizinischen Analytikerinnen und Analytiker labmed www.labmed.ch
- Schweizerischer Verband dipl. ErnährungsberaterInnen SVDE / ASDD, www.svde-asdd.ch
- Schweizerischer Verband der Orthoptistinnen und Orthoptisten SVO / ASO, www.orthoptics.ch
- Homöopathie Verband Schweiz HVS, www.hvs.ch

Passivmitglieder

- Konferenz der Schweizerischen Berufsverbände der Logopädinnen & Logopäden, www.logopaedie.ch
- Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste vpod / ssp, www.vpod-ssp.ch
- SYNA – Die Gewerkschaft Gesundheits- und Sozialwesen, www.syna.ch
- Schweizerischer Verband für Fussreflexzonen-Massage SVFM, www.fussreflexzonenmassage.ch

Koenig Grégoire BJ

De: Véronique Matthey Di Spirito [veronique.matthey@svmed.ch]
Envoyé: lundi 31 mars 2014 07:47
À: Wyder Judith BJ
Objet: VN Kindesschutz, Organisationen: STN Société Vaudoise de Médecine SVM 31.03.2014

Madame,

La Société Vaudoise de Médecine (SVM) a pris connaissance de la consultation susmentionnée et vous prie de trouver ci-dessous sa prise de position.

Tout d'abord, la SVM salue le fait que la révision envisagée propose d'introduire une réglementation différenciée selon que la personne est soumise ou non au secret professionnel. Il est en effet primordial d'éviter une brèche supplémentaire dans le devoir de discrétion des personnes soumises au secret professionnel afin de préserver la relation thérapeutique. Dans ce sens, une possibilité d'avis est suffisante. Comme le souligne très justement le rapport, le professionnel sait combien la relation de confiance entre lui et son patient est importante, et il est en mesure d'apprécier s'il vaut la peine ou non d'enfreindre cette confiance au nom du bien de l'enfant.

La SVM prend note du fait que les cantons ne pourront plus prévoir d'autres obligations d'aviser l'autorité de protection, sauf s'il y a une délégation de compétence octroyée aux cantons de légiférer en la matière. Cela évitera ainsi à l'avenir que des personnes soumises au secret professionnel soient confrontées à deux bases légales divergentes.

Vous souhaitant bonne réception de cette prise de position, nous vous adressons, Madame, nos meilleures salutations.

SOCIETE VAUDOISE DE MEDECINE

Service juridique

Véronique Matthey Di Spirito
Juriste

Lundi, mardi, jeudi
Chemin de Mornex 38 - CP 7443
1002 Lausanne
tél: 021/651.05.09
fax: 021/651.05.00
www.svmed.ch

Information importante

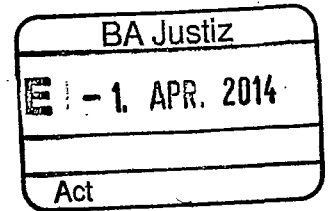
Cet e-mail est confidentiel et contient des informations couvertes par le secret professionnel. Le contenu ne peut être utilisé à d'autres fins que celui indiqué ou prévu avec le destinataire.

Si vous avez reçu cet e-mail par erreur, merci de le détruire et de nous en informer immédiatement par téléphone au +41 021 651 05 05. Si vous n'êtes pas le destinataire de cet e-mail, vous n'êtes pas autorisé à en révéler le contenu ou à en faire usage.



SVPL ASDSI ASCSI SNDA

Schweizerische Vereinigung der Pflegedienst-
leiterinnen und und Pflegedienstleiter (SVPL)
Geschäftsstelle, 3000 Bern
Ruth Schweingruber, Geschäftsführerin
E-Mail: ruth.schweingruber@svpl.ch



Bern, 29. März 2014

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kinderschutz)/Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir zu oben erwähnter Vorlage Stellung.

Wir, die Schweizerische Vereinigung der Pflegedienstleiterinnen und Pflegedienstleiter SVPL, vertreten das Pflegemanagement der Schweiz. Unsere Mitglieder (ca. 300) tragen in den Institutionen (Akut, Langzeit, Spitex, Kinderkliniken, Psychiatrie etc.) die Gesamtverantwortung für die Pflege oder vertreten die Pflege in den obersten Führungsgremien.

Der Schweizer Berufsverband für Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner (SBK) hat zur Vorlage detailliert Stellung bezogen. Wir schliessen uns dieser vollumfänglich an.

Wir möchten an dieser Stelle ausdrücklich darauf hinweisen, dass die Pflegefachpersonen vollumfänglich und restlos in den Genuss der Ausnahme von der Meldepflicht kommen müssen. Und deshalb unterstützen wir die vom SBK formulierte Forderung:

Sicherzustellen, dass die Pflegefachpersonen vollumfänglich von der neuen Meldepflicht nach Art. 314d ausgenommen und ihnen statt dessen auf jeden Fall ein Melderecht nach Art. Art. 314c Abs. 2 zugestanden wird.

Wir bitten Sie, unsere Eingabe zu berücksichtigen. Gerne stehen wir für allfällige Rückfragen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Ruth Schweingruber
Geschäftsführerin SVPL

SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG DER RICHTERINNEN UND RICHTER SVR
ASSOCIATION SUISSE DES MAGISTRATS DE L'ORDRE JUDICIAIRE ASM
ASSOCIAZIONE SVIZZERA DEI MAGISTRATI ASM
ASSOCIAZIUN SVIZRA DALS DERSCHADERS ASD

Präsident Roy Garré, Bundesstrafrichter, Bundesstrafgericht, Viale Stefano Franscini 7, Postfach 2720, 6501 Bellinzona
☎ 091 822 62 62, E-Mail: roy.garre@bstger.ch
Sekretariat Mia Fuchs, Bundesverwaltungsgericht, Postfach, 9023 St. Gallen,
☎ 058 705 25 50, E-Mail: mia.fuchs@bvger.admin.ch, info@svr-asm.ch; www.svr-asm.ch

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich/Bellinzona, 3. März 2014

Vernehmlassungsverfahren Änderungen des ZGB (Kindes- und Erwachsenenschutzrecht)

- Kindesschutz (Motion 08.3790 Aubert vom 9. Dezember 2008)
- Publikation von Erwachsenenschutzmassnahmen (parlamentarische Initiative 11.449 Joder)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme zu den beiden vorgesehenen Revisionen des Erwachsenenschutzrechts.

Das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht (KESR) trat nach Abschluss eines mehrjährigen Gesetzgebungsprozesses am 1. Januar 2013 in Kraft. Mit Erlass des KESR hat der Gesetzgeber seinen Willen hinsichtlich der Melderechte und -pflichten sowie auch hinsichtlich der Frage der Publikation von Erwachsenenschutzmassnahmen dokumentiert. Die beiden vorgesehenen Änderungen gehen auf parlamentarische Vorstösse zurück, welche in den Zeitraum des Gesetzgebungsprozesses fallen und dort ohne weiteres hätten berücksichtigt werden können. Die Tatsache, dass sie nicht in das geltende Gesetz Eingang fanden und nun kurz nach Inkrafttreten dennoch Gesetz werden sollen, betrachten wir als problematisch. Eine rasche Abfolge von Gesetzesänderungen, auch von nur einzelnen Gesetzesbestimmungen ist der gebotenen Rechtssicherheit hinderlich.

Zur angestrebten Änderung der Melderechte und -pflichten: Die Melderechte und -pflichten wurden mit der Einführung des neuen KESR erheblich erweitert. Sie gewährleiten einen effizienten Kindesschutz. Mit dem Wechsel von einem Melderecht zu einer Meldepflicht für bestimmte Berufskategorien besteht die Gefahr, dass sich der Fokus weg vom Kindesschutz hin zur Pflichterfüllung verschiebt, was letztlich dem Kindeswohl nicht zugute kommt. Die vorgesehene Änderung mit Bezug auf die dem Berufsgeheimnis unterworfenen Berufe gefährdet das bedeutsame Vertrauensverhältnis nachhaltig. Schliesslich kann die mit Art. 314d

Abs 3 und Art. 443 Abs. 2 ZGB angestrebte Einheitlichkeit nicht erreicht werden, da in den Kompetenzbereichen der Kantone Sonderregelungen möglich bleiben. Insgesamt bietet das seit 1. Januar 2013 in Kraft stehende KESR unter sorgfältiger Abwägung der betroffenen Rechtsgüter einen effizienten Kinderschutz, so dass kein Revisionsbedarf besteht.

Zur Publikation von Erwachsenenschutzmassnahmen: Mit der Einführung des KESR hat der Gesetzgeber in Kenntnis der sich gegenüberstehenden Interessen bewusst einen Systemwechsel vollzogen, der zum Teil rückgängig gemacht werden soll. Unabhängig von der inhaltlichen Wertung ergeben sich dabei primär rechtsstaatliche Bedenken.

Abschliessend bedanken wir uns nochmals für die Möglichkeit der Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen



Roy Garré
Bundesstrafrichter
Präsident SVR-ASM



Nora Lichti Aschwanden
Oberrichterin Kanton Zürich
Vorstandsmitglied SVR-ASM

Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; Kinderschutz)

Vernehmlassung

Behörde: Bundesrat

Form: Schriftliches Verfahren

Die vorliegende Änderung stützt sich auf das Anliegen der Motion 08.3790 Aubert vom 9. Dezember 2008 (Schutz des Kindes vor Misshandlung und sexuellem Missbrauch). Diese verlangt, dass sämtliche Berufspersonen, die mit Kindern zusammen arbeiten, verpflichtet werden sollen der Kinderschutzbehörde zu melden, wenn sie im Rahmen ihrer Tätigkeit von einem Fall von Kindesmisshandlung oder -missbrauch Kenntnis erlangen.

Frist: 31.03.2014

Nach dem geltenden Recht sind lediglich Personen in amtlicher Tätigkeit verpflichtet eine Meldung an die Kinderschutzbehörde zu erstatten, wenn das Wohl des Kindes gefährdet ist. Diese Verpflichtung soll auf Fachpersonen ausgedehnt werden, die eine besondere Beziehung zu Kindern haben, weil sie beruflich regelmässig Kontakt zu ihnen haben. Unterliegt eine Fachperson dem Berufsgeheimnis, soll sie neu berechtigt sein, eine Meldung an die Kinderschutzbehörde zu erstatten.

Zu dieser Perspektive nimmt die Stiftung Sozialwerke Pfr. Sieber wie folgt Stellung:

Zum einen wird davon gesprochen, dass Fachpersonen dazu verpflichtet werden, Meldung zu erstatten. Zum anderen, dass Fachpersonen die Berechtigung haben sollen, trotz Berufsgeheimnis Meldung zu erstatten. Das sind zwei verschiedene paar Schuhe!

„Verpflichtet werden“

Wir, die Stiftung Sozialwerke Pfr. Sieber, können das nicht annehmen:

Eltern mit einer Suchterkrankung, auch in Anbetracht von Scham- und Schuldgefühlen, tun sich sehr schwer, sich Hilfe/Unterstützung bei Fachpersonen zu holen, vor allem aus Angst, er werde ihnen ihr Kind weggenommen. Stellen wir uns nun vor, es ist von vornherein klar, dass die Fachperson Meldung machen muss; die Hürde, Hilfe zu suchen wird kaum mehr überwunden werden können. Niemand würde mehr die (wenigen) Hilfsangebote, welche bestehen, in Anspruch nehmen. Oder es zwingt Klienten im vornherein die Lage zu verharmlosen und zu lügen. Gefährdet wird jede Vertrauensbeziehung zwischen Bezugsperson/Therapeut und Klient. Die Dunkelziffer der Fälle könnte sich aus unserer Sicht noch weiter erhöhen.

Die Motivation hinter dieser Vorlage sehen wir schon: Es soll sich keine Fachperson mehr aus der Verantwortung ziehen; das ist erstrebenswert und auch wichtig. Auf der anderen Seite würde sich der rechtliche Hickhack verschärfen: Es kommt ein Fall in die Medien und plötzlich steht der Sozialarbeiter im Mittelpunkt und wird für eine Situation haftbar gemacht? Was hat das für Auswirkungen auf die Praxis?

„Die Berechtigung haben, Meldung zu machen“

Das finden wir auf alle Fälle erstrebenswert. Zurzeit ist der bürokratische Aufwand relativ hoch, wenn eine Gefährdungsmeldung erstattet wird. Und gemäss unseren Erfahrungen hat es sich bewährt, wenn nicht die Bezugsperson oder der Therapeut eine Gefährdungsmeldung macht, sondern die

Institution. In jeder Institution ist den Klienten bewusst, dass ein interner Austausch stattfindet. Somit kann die Vertrauensbeziehung zur Bezugsperson selbst aufrechterhalten werden.



UNIL | Université de Lausanne
Faculté de droit, des sciences criminelles
et d'administration publique
Centre de droit privé
CH-1015 Lausanne

Philippe Meier
Docteur en droit et avocat
Professeur ordinaire (Chaire de droit civil et protection des données)
E-mail: philippe.meier@unil.ch - Tél.: +4121 692 28 30 / Fax: +4121 692 28 35

PROCEDURE DE CONSULTATION PROTECTION DE L'ENFANT

Déterminations de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'Université de Lausanne

La Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'Université de Lausanne a pris connaissance du Rapport explicatif (ci-après « le Rapport ») et de l'avant-projet joint au courrier du DFJP du 17 décembre 2013.

Dans le délai imparti et en se réjouissant d'être associée à cette procédure de consultation, la Faculté se détermine comme suit :

A. Remarque préliminaire

Les nouvelles dispositions relatives à la protection de l'adulte et de l'enfant sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Il est extrêmement regrettable (et cet avant-projet n'est malheureusement pas un exemple isolé) que l'on s'empresse de réviser ce qui vient d'être modifié, sans avoir le moindre recul sur la mise en œuvre des nouvelles dispositions (in casu, sans que l'on sache quels sont les effets de l'art. 443 CC dans la pratique, respectivement sans que l'on ait cherché à comparer l'efficacité des dispositifs cantonaux mis en place en parallèle aux règles de droit fédéral).

La Faculté constate qu'à l'instar d'autres révisions initiées par le Parlement, celle-ci n'apportera très probablement aucun changement sur le terrain, mais ne fait de tort à personne et est très porteuse politiquement (la défense des intérêts de l'enfant l'est toujours).

Elle juge de manière positive :

- que l'on n'ait pas poussé l'exercice jusqu'à instaurer un devoir général de dénonciation pour tout citoyen ;
- que l'avant-projet uniformise la situation (en tout cas s'agissant des enfants) au plan fédéral, les différences cantonales ne trouvant aucune justification matérielle.

La définition du cercle des personnes tenues à avis paraît cependant non aboutie. Les textes allemand, français et italien ne concordent d'ailleurs pas.

La Faculté salue en revanche le travail fouillé de documentation et de compilation de données statistiques du rapport explicatif, qui donne une image complète de la situation actuelle (sans que l'on comprenne toutefois comment et dans quelle mesure l'adoption de l'avant-projet de loi mis en consultation y changerait quelque chose).

B. Sur le principe de l'obligation de signaler pour les personnes qui n'exercent pas une activité officielle

- On rappellera en premier lieu la notion déjà très large d'exercice d'une fonction officielle de l'art. 443 al. 2 CC, qui réduit d'autant la portée concrète de l'art. 314d AP CC.
- Le droit de signaler appartient à chacun. Il en va d'une question de responsabilité morale individuelle. Il est fort peu probable que l'existence de l'art. 314d AP CC puisse amener celui qui aurait de toute manière fermé les yeux à signaler une situation à l'autorité. Les éventuelles et très hypothétiques conséquences juridiques (une violation pénale d'une obligation de garant ou une responsabilité civile) sont bien trop difficiles à cerner pour y changer quoi que ce soit.
- Cependant, comme on l'a rappelé sous lit. A., rien ne s'oppose à ce que la législation rappelle par ce biais que le sort de l'enfant maltraité, négligé ou abusé n'est pas (plus) une affaire relevant de la sphère familiale, mais que la préservation de son bien-être relève des tâches de la société en général. Dans cette mesure, la Faculté ne voit pas d'obstacle à cette nouvelle formulation du devoir de signaler concernant les enfants.
- L'avant-projet distingue les personnes qui sont soumises à l'art. 321 CP et les autres personnes. Selon le rapport explicatif, « *il serait (...) contre-productif que les mineurs ayant besoin d'aide ne puissent plus se confier à la personne compétente* » (p. 18). Cela justifierait un droit, mais non un devoir d'avis pour les personnes en question. Il nous semble difficile d'expliquer à un enfant que s'il se confie au médecin, celui-ci n'est pas obligé de « dénoncer » le cas, alors que s'il le fait à sa professeure de musique ou à son moniteur de sport (avec lesquels le rapport de confiance peut être justement noué plus facilement et de manière moins formelle), sa situation sera en principe obligatoirement notifiée à l'autorité. Cela dit, il nous apparaît que la différenciation est justifiée sur le fond, en raison de la position de confident privilégié dont bénéficient, dans la systématique légale, les personnes expressément visées par l'art. 321 CP.

C. Sur les différentes dispositions

1) Art. 314c AP CC

- La technique législative est curieuse : la disposition fournit une liste de personnes, charge au lecteur d'identifier qui, parmi elles, tombent sous le coup du secret professionnel.
- La liste ne comprend pas la totalité des personnes visées par l'art. 321 CP. On ignore ainsi si les avocats (exerçant notamment la fonction de curateur de l'enfant, art. 299-300 CPC, art. 314a^{bis} CC), voire les notaires, sont visés par

l'art. 314c al. 2 ch. 2 AP CC, ou s'ils sont de manière générale privés du droit d'aviser en raison de leur secret professionnel (l'autorisation de leur autorité de surveillance étant réservée).

- L'art. 314c AP CC n'a de portée que pour les faits dont les personnes concernées ont eu connaissance dans le cadre de leur activité professionnelle ou qui leur ont été confiés en raison de la profession qu'elles exercent, et non pour ceux qu'elles ont appris à titre privé.
- Sur le fond, l'art. 364 CP permettait selon nous d'aboutir à la même solution (nous ne partageons pas l'analyse du rapport explicatif, p. 16, sur l'interprétation de cette disposition et sur le risque d'être condamné pénalement pour avoir avisé « trop facilement » l'autorité). Il est vrai cependant que l'art. 314c AP CC est expressément découplé de la notion pénale d'infraction utilisée à l'art. 364 CP et qu'il contribue à clarifier les choses pour ceux qui faisaient une lecture plus restrictive de l'art. 364 CP.
- Il nous paraît que le droit cantonal devrait pouvoir permettre que le signalement se fasse auprès d'un autre « service chargé de la protection de l'enfance » (pour reprendre la terminologie de l'art. 317 CC), soit en particulier le service cantonal de protection de la jeunesse, qui dans l'esprit du public est le premier interlocuteur en cette matière. Cela éviterait aux cantons de devoir prévoir un double signalement pour se conformer à la lettre actuelle de la loi (cf. par ex. l'art. 32 de la loi vaudoise d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant).
- Il nous paraît possible de reformuler le texte de la manière suivante:

«¹ Toute personne, y compris celle qui est soumise au secret professionnel en vertu du Code pénal, a le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant, ou un autre service de protection de l'enfance désigné par le droit cantonal, lorsqu'elle a des raisons de croire que le bien de l'enfant est menacé.² Le service désigné par le droit cantonal informe l'autorité de protection de l'enfant dans les délais et selon les modalités prévues par le droit cantonal.»

2) Art. 314d AP CC

- Le cercle visé n'est pas clairement défini. Dans le texte français, les catégories paraissent avoir été choisies assez arbitrairement et ont un caractère relativement indéterminé. La notion de « professionnel de la prise en charge » est en effet loin d'être claire : la maman de jour, la jeune fille au pair en sont-elles ? Par ailleurs, pourquoi viser uniquement les « intervenants dans le domaine du sport », et pas l'animateur d'un groupe théâtral ou le chef scout ?
- Le texte allemand semble se référer uniquement à une activité de nature professionnelle (« Fachpersonen ») ; le texte italien va plus loin encore en visant uniquement les « Specialisti » dans les différents domaines énumérés. Le texte français est beaucoup plus large : ainsi les intervenants dans le domaine du sport seraient tenus à avis même s'ils ne sont pas des « Fachpersonen » ou des « Specialisti ».
- Si l'on voulait se limiter aux professionnels, il faudrait se fonder sur la formulation de l'art. 13 al. 2 de la loi jurassienne sur la politique de la jeunesse et

viser les « personnes qui sont professionnellement en contact régulier avec les enfants ». Cela n'est cependant pas sans poser des problèmes d'interprétation : la monitrice qui accompagne un camp de ski pendant une semaine est-elle une professionnelle ? Il nous paraîtrait préférable, si l'on va au bout de l'idée qui veut que la protection de l'enfant ne soit pas chose privée, d'opter pour une formulation large sur le modèle vaudois ou genevois.

- Selon le texte légal, les personnes qui ont des raisons de croire qu'elles peuvent remédier elles-mêmes à la situation seraient dispensées de l'obligation de dénoncer. Nous ne comprenons pas cet assouplissement de l'obligation, qui peut en réalité réduire sa portée à néant. Autant on peut comprendre la volonté de préserver la relation de confident nécessaire avec les personnes soumises au secret professionnel (cf. supra lit. B), autant il paraît douteux d'attendre de l'entraîneur de football ou de l'enseignant du musique qu'il sache comment faire face à une situation de maltraitance ou d'abus sexuels. Toute personne qui aurait été tenue à signalement pourra toujours invoquer le fait « qu'elle avait des raisons de croire qu'elle pourrait remédier elle-même à la situation ». De deux choses l'une : si le législateur fait appel à la responsabilité individuelle et laisse le soin à chacun de décider comment il va gérer une telle situation, il faut renoncer purement et simplement au devoir de signaler pour les personnes qui n'exercent pas d'activité officielle ; si en revanche l'on veut donner un peu de substance à l'obligation d'aviser, la réserve en question doit être supprimée. L'autorité de protection pourra toujours renvoyer le signalant à d'autres services ou d'autres moyens de résoudre la situation si elle estime que le degré de gravité requis pour son intervention n'est pas atteint.
- En reprenant les formulations des lois genevoise et vaudoise, et en les associant à l'obligation d'aviser que l'on connaît déjà à l'art. 443 al. 2 CC, l'art. 314d AP CC pourrait avoir la teneur suivante (elle rendrait la précision de l'art. 314d al. 2 AP CC probablement inutile) :

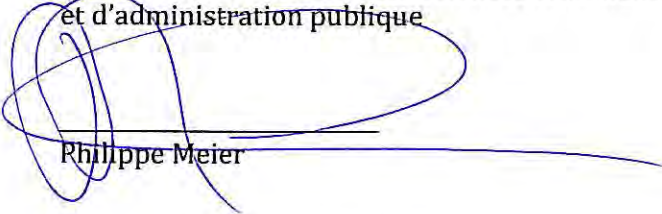
Les personnes suivantes sont tenues d'aviser l'autorité de protection de l'enfant, ou le service de protection de l'enfance désigné par le droit cantonal, pour autant qu'elles ne soient pas soumises au secret professionnel en vertu du Code pénal, lorsqu'elles ont des raisons de croire que le bien de l'enfant est menacé :

- 1. les personnes qui, dans l'exercice de leur fonction officielle, ont connaissance d'un tel cas ;*
- 2. les professionnels de la santé, les enseignants, les intervenants dans le domaine du sport et des activités de loisirs, les travailleurs sociaux, les éducateurs, les psychologues actifs en milieu scolaire et éducatif, les psychomotriciens, les logopédistes, les ecclésiastiques et toute autre personne exerçant une profession ou une charge en relation avec les mineurs, à titre principal, accessoire ou auxiliaire.*

3) Autres dispositions

- *Art. 314e al. 2 AP CC* : l'autorité supérieure peut délier du secret professionnel sur requête du professionnel lui-même, pas seulement sur requête de l'autorité de protection.
- *Art. 443 al. 2 AP CC* : cet affaiblissement de l'obligation de signaler (qui fait appel aux compétences propres du signalant) nous paraît regrettable (cf. déjà supra ad art. 314d AP CC ; ce qui vaut pour les mineurs s'applique également aux majeurs ; il appartient à l'autorité de faire le tri si besoin est et de donner les instructions nécessaires lorsque certains services ou personnes privées viendraient à signaler à tout va). Il n'est en revanche pas nécessaire de réserver ici la possibilité d'un signalement auprès d'un autre service que l'autorité de protection de l'adulte.
- *Art. 364 AP CP* : la précision, qui découle directement des art. 314c et 314d AP CC, est à saluer.

Pour la Faculté de droit, des sciences criminelles
et d'administration publique



Philippe Meier

Lausanne, le 20 mars 2014

Per mail: judith.wyder@bj.admin.ch

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus
3003 Bern

Bern 21. März 2014
PD/is

Änderung ZGB (Kindesschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 17. Dezember 2013 haben Sie das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung des ZGB im Bereich Kindesschutz eröffnet.

Sie erhalten nachstehend die Stellungnahme unseres Verbandes VFG – Freikirchen Schweiz. Dem VFG gehören als Dachverband 15 evangelische Freikirchenverbände an mit 600 Kirchen und ca. 150'000 regelmässigen Gottesdienstbesuchern.

Der VFG vertritt als Dachverband die Interessen der ihm angeschlossenen Freikirchen und nimmt deshalb auch regelmässig an Vernehmlassungsverfahren teil.

Der VFG begrüsst die vorgesehenen Änderungen des ZGB und den damit verbundenen verstärkten Kindesschutz.

Nach unserer Auffassung sollte der in Art. 314e Abs. 4 vorgenommene Verweis auf Art. 314e Abs. 2 und 3 richtigerweise auf Art. 314c Abs. 2 verweisen.

In Art 314e Abs. 3 werden Berufe aufgezählt (vor allem Rechtsanwälte), die nicht zur Meldung berechtigt sind. Entsprechend ist Art. 314e Abs. 4 auf diese Berufe nicht anwendbar.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Mit freundlichen Grüssen

VFG – Freikirchen Schweiz



Max Schläpfer, Präsident



Peter D. Deutsch, Fürsprecher

per Email

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement EJPD
ZH. Frau Judith Wyder

3003 Bern

Bern, 17. März 2014

Vernehmlassungsverfahren zur Änderung des ZGB (Kindesschutz)

Stellungnahme des VSAO

Sehr geehrte Frau Wyder

Vorweg bedanken wir uns für den Einbezug in das vorliegende Vernehmlassungsverfahren.

Wir haben die Vorlage in unserem Geschäftsausschuss besprochen und teilen Ihnen gerne mit, dass wir das Melderecht für Ärztinnen und Ärzte unterstützen. Für uns ist es wichtig und richtig, dass die Ärztinnen und Ärzte lediglich berechtigt und nicht verpflichtet werden, eine entsprechende Meldung zu erstatten.

Freundliche Grüsse

VSAO / ASMAC



Dr. med. Daniel Schröpfer
Präsident



Simon Stettler
Geschäftsführer

Von: Albert Wirth
An: Wyder Judith BJ
Gesendet am: 26.03.2014 18:15:46
Betreff: VN Kinderschutz, Private: STN Albert Wirth 26.03.2014

Sehr geehrt Frau Wyder,

in der Beilage erhalten Sie meine Stellungnahme zum Entwurf Meldepflicht/Kinderschutz

Mit freundlichem Gruss

Albert Wirth
Fichtenstrasse 16
4410 Liestal

Albany

W. R. K.

Stellungnahme zum VN ZGB Kinderschutz-Entwurf_de

Die vorgeschlagene Revision der Meldepflicht ist zu begrüßen. Sie ist indes völlig ungenügend (wie meine Erfahrungen mit den [damaligen Vormundschaftsbehörden] Kinder- und Erwachsenenschutzbehörden des Kantons Freiburg vertreten durch das Jugendamt und dem Friedensgericht See vom Juni 2012 gezeigt haben).

Es ist nämlich der Beliebigkeit von 26 kantonalen Behörden überlassen, ob auf eine Gefährdungsmeldung überhaupt eingetreten wird.

Der im **Erläuternden Bericht** unter 1.3 erwähnten „Anspruch des Kindes auf Schutz und Förderung seiner Entwicklung“ ist ganz der Befindlichkeit und der Willkür der Mandatsträger/innen (z.B. Fachleuten für Kinderschutz) überlassen.

Die Meldepflicht im Entwurf steht also im luftleeren Raum.

Damit die Meldepflicht Wirkung erlangt, folgende weitere Massnahmen vorzusehen:

- Der Eingang der Meldungen muss im Sinne des Öffentlichkeitsprinzips (wohl unter Berücksichtigung des Datenschutzes) veröffentlicht werden,
- Der Melder/die Melderin haben Anspruch auf eine Orientierung zum Verfahrens und die getroffenen Massnahmen.
- Die Kinder- und Erwachsenenschutzbehörden sind verpflichtet, zum Eingang, zum Stand des Verfahrens und die getroffenen Massnahmen periodisch, beispielsweise halbjährlich öffentlich Bericht zu erstatten.

Solche Massnahmen sind angezeigt, weil jede Gefährdungsmeldung unterschiedlich Instanzen (z.B. Das Bildungswesen, das Gesundheitswesen oder die Justiz) betrifft. Dies führt in der Praxis dazu, dass die Fälle unkontrolliert zwischen den Direktionen/Departementen hin- und hergeschoben werden ohne, dass jemand Verantwortung übernimmt oder zur Verantwortung gezogen wird.